

SWISSQUOTE

FINANCE AND TECHNOLOGY UNPACKED

MODE

Calida rajeunit

ÉNERGIE

L'essor
du nucléaire
de poche

ACTIONS

Les Bourses
chinoises prêtes
au rebond ?



UKRAINE

LA GUERRE QUI MENACE LE MONDE

DOSSIER SPÉCIAL:
COMMENT LES FIRMES SUISSES
ENDURENT LE CONFLIT

> AUTONEUM > HOLCIM > STADLER RAIL > VETROPACK > NESTLÉ > CLARIANT > SWATCH

ISSN 1663-8379

74



9 771663 837005



SANTOS
DE
Cartier

Nous avons de la chance



Par Marc Bürki,
CEO de Swissquote

Les images terrifiantes qui nous parviennent de Boutcha, Kharkov, Marioupol et de bien d'autres villes et régions ukrainiennes nous font prendre conscience au jour le jour de la chance inestimable que nous avons de résider en Suisse. Nous vivons en paix dans un pays prospère, où le mot « démocratie » revêt tout son sens. La guerre en Ukraine, qui se joue à seulement 1500 kilomètres de nos frontières, en est un rappel tragique. Les chiffres sont terribles : des dizaines de milliers de morts, civils et militaires, ainsi que plus de 5 millions de personnes qui ont dû fuir leur pays. Et les conséquences funestes de la guerre ne se limitent pas aux frontières des pays belligérants.

Avant le début du conflit, l'Ukraine et la Russie occupaient une place majeure dans l'agriculture mondiale. Résultat : le conflit a fait bondir les prix des denrées alimentaires. Selon l'organisation des Nations unies pour l'alimentation (FAO), les prix internationaux du panier de produits alimentaires ont augmenté de 12,6% en mars par rapport à février et de 33,6% par rapport à mars 2021. Du jamais vu. Pour les pays les plus pauvres, c'est la famine qui menace. Nous avons de la chance, nous vivons dans un pays riche.

p. 54 La **Russie** est également un grand producteur de matières premières – gaz et pétrole en tête, mais aussi de métaux stratégiques comme le titane, le palladium ou l'aluminium.

Là encore, la guerre a engendré une hausse brutale des cours. Pour l'Europe, cette envolée de la facture énergétique et des matières premières engendre une inflation galopante. En mars, l'inflation en zone euro a ainsi atteint 7,5%, son plus haut niveau depuis la création de la monnaie unique, faisant craindre une **récession** en Europe. La Suisse, elle, demeure jusqu'ici préservée : grâce notamment à la protection du franc fort, l'inflation est restée contenue à 2,4% en mars.

p. 50

La plupart des **entreprises** suisses sont néanmoins touchées par les répercussions de la guerre, de manière plus ou moins directe, comme le montre notre dossier. Certaines firmes ont même subi des dégâts matériels, à l'image du fabricant d'emballages en verre Vetropack, dont l'usine ukrainienne a été fortement endommagée. Son CEO, Johann Reiter, nous a accordé un **entretien**.

p. 32

p. 42

Dans ce contexte, c'est l'honneur de la Suisse que d'aider au mieux de ses capacités. Cela passe aussi bien par les efforts diplomatiques que par l'accueil des réfugiés ukrainiens et les dons financiers privés. Swissquote y apporte sa modeste contribution en soutenant la Croix-Rouge. C'est bien peu au regard des immenses souffrances causées par la guerre, mais c'est le moins que nous puissions faire. Car décidément, nous avons beaucoup de chance...

Bonne lecture !



ALPINE EAGLE

Pure et racée, l'Alpine Eagle est une réinterprétation contemporaine d'un de nos modèles historiques. Son boîtier de 41 mm est équipé d'un mouvement automatique certifié chronomètre, le Chopard 01.01-C. Façonné en Lucent Steel A223, un acier exclusif et ultra résistant fruit de quatre années de recherche et développement, ce garde-temps d'exception, fièrement conçu et fabriqué par nos artisans, témoigne du meilleur de l'expertise et de l'inventivité de notre Manufacture.

Chopard

THE ARTISAN OF EMOTIONS – SINCE 1860

CALIDA



24



EDTECH

16



DOSSIER

LA GUERRE QUI MENACE LE MONDE

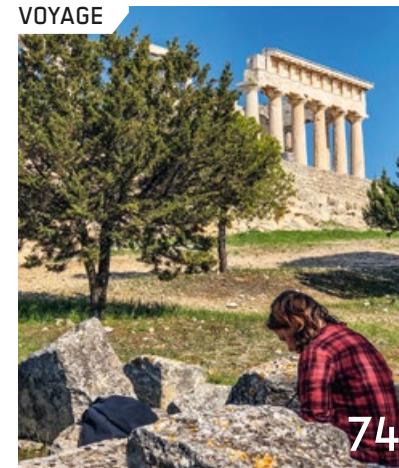
30



CHINE

58

VOYAGE



74

SOMMAIRE

- 3. **ÉDITORIAL**
par Marc Bürki
- 6. **SCANS**
Panorama de l'actualité économique
- 14. **TRENDS**
La personnalité, le pays
- 16. **INTERVIEW**
L'edtech en plein essor
- 20. **ANALYSE**
Le franc suisse très convoité
- 22. **LA CRYPTO-CHRONIQUE**
Bitcoin : la controverse écologique
- 24. **PORTRAIT**
Calida, la quête du cool

30. DOSSIER : LA GUERRE QUI MENACE LE MONDE

- 32. Les firmes suisses face à la guerre
- 42. Interview de Johann Reiter, CEO de Vetropack
- 48. Infographie: l'insolente résilience des marchés
- 50. Atterrissage brutal en vue pour l'économie
- 54. Infographie: la Russie, un géant des matières premières
- 56. Interview de Clive Burstow, Head of Global Resources chez Barings

- 58. **MARCHÉ**
Les Bourses chinoises prêtes pour le rebond ?
- 60. **ÉNERGIE**
L'essor du nucléaire de poche
- 66. **INNOVATION**
Les start-up suisses du numéro
- 68. **SWISSQUOTE**
Générer un revenu passif grâce aux cryptos
- 72. **AUTO**
Essai de la Porsche Taycan 4 Cross Turismo
- 74. **VOYAGE**
Cinq séjours artistiques
- 80. **J'AI TESTÉ**
Plonger dans le metaverse

ÉDITEUR

Swissquote
Chemin de la Crétaux 33
1196 Gland – Suisse
T. +41 44 825 88 88
www.swissquote.com
magazine@swissquote.ch

Manager
Brigitta Cooper

RÉDACTION

Rédacteur en chef
Ludovic Chappex

Rédacteur en chef adjoint
Bertrand Beauté

Direction artistique
Natalie Bindelli et Caroline Fischer
CANA atelier graphique
Route de Jussy 29 – 1226 Thônex
www.ateliercana.ch

Journalistes
Bertrand Beauté, Stanislas Cavalier,
Ludovic Chappex, Gérard Duclos,
Blaise Duval, Raphaël Leuba,
Martin Longet, Grégoire Nicolet,
Gaëlle Sinnassamy, Julie Zaugg

Mise en page
Natalie Bindelli, Caroline Fischer,
Romain Guerini (CANA atelier graphique)

Correction
www.lepetitcorrecteur.com

Couverture
James Fryer

Photographies
AFP, Keystone, Getty images,
Istockphoto, Unsplash

IMPRESSION, RELIURE ET DISTRIBUTION

Stämpfli SA
Wölflistrasse 1 – 3001 Berne
www.staempfli.com

PUBLICITÉ

Infoplus AG
Traubenweg 51, CH-8700 Küsnacht
hans.otto@i-plus.ch

WEMF
REMP 2021 : 64'206 / Tirage : 100'000 ex



imprimé en suisse

ABONNEMENT
CHF 40.- pour 6 numéros
www.swissquote.ch/magazine/f/

CALIDA / DUOLINGO / ALAMY / KEYSTONE / ETINCELLE

SCANS

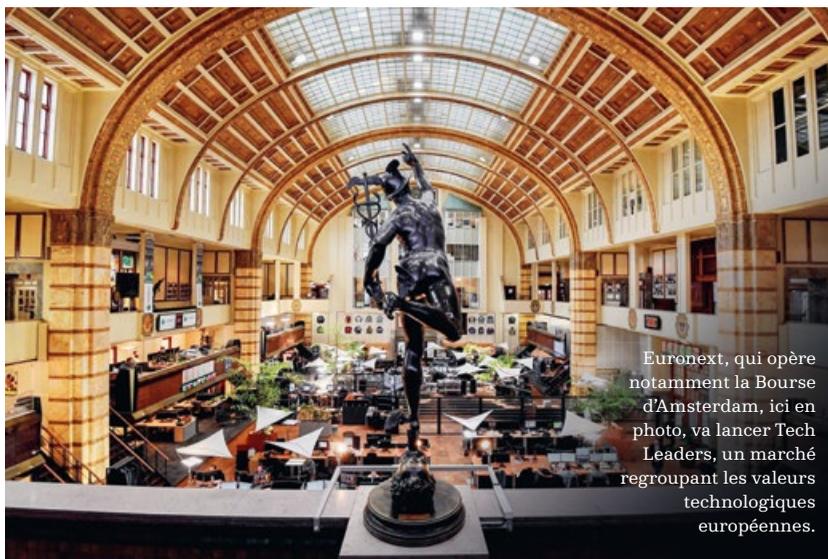


« Les journées de 9h à 17h, du lundi au vendredi, c'est terminé »

Stewart Butterfield, CEO de la messagerie Slack, le 9 mars sur la chaîne CNN.

bourse

NAISSANCE DU NASDAQ EUROPÉEN



Euronext, qui opère notamment la Bourse d'Amsterdam, ici en photo, va lancer Tech Leaders, un marché regroupant les valeurs technologiques européennes.

JOHN THYS / AFP

Initiative attendue depuis longtemps, l'opérateur boursier Euronext – qui regroupe les places financières de Paris, Amsterdam, Bruxelles, Dublin, Lisbonne, Milan et Oslo – va lancer au deuxième trimestre une nouvelle place de marché destinée à accueillir les entreprises à forte croissance du secteur technologique. Baptisée Tech Leaders, cette Bourse vise notamment à retenir les licornes européennes avant qu'elles ne cèdent aux sirènes du Nasdaq.

Dans cette optique, Euronext fournira aussi des services pré-IPO et post-IPO. La composition de l'indice doit être révélée au cours des prochains mois après approbation par le régulateur. Le choix se fera parmi les 763 entreprises cotées dans la tech que comptait la place paneuropéenne début février, mais l'indice devrait vite s'étoffer: l'an dernier, 50% des IPO chez Euronext ont concerné ce secteur, soit 212 au total, un record historique. — ENX

guerre

LES ENTRÉES EN BOURSE STOPPÉES NET



GETTY IMAGES

Au premier trimestre 2022, seules 321 sociétés ont fait leurs premiers pas sur les marchés financiers dans le monde, soit 37% de moins qu'en 2021 sur la même période, selon un rapport du cabinet EY publié le 31 mars. Ces IPO ont levé 54,4 milliards de dollars, contre 82 milliards l'an passé. « L'année avait pourtant commencé sur les chapeaux de roue, poursuivant sur la lancée du quatrième trimestre 2021, souligne EY, le mois de janvier 2021 ayant même enregistré le meilleur démarrage depuis vingt et un ans en termes de recette. » Et puis la guerre est arrivée et de nombreuses entreprises ont préféré repousser leur IPO, en raison de l'incertitude régnant sur les marchés.



40

Le nombre de satellites perdus par Starlink en raison d'une tempête géomagnétique en février.



-\$240 MRD

La perte de valorisation de Meta en une seule journée (3 février), un record dans l'histoire de la Bourse américaine.



« Un quatrième booster est nécessaire »

Le CEO de Pfizer, Albert Bourla, à propos du vaccin contre le Covid-19, sur la chaîne CBS le 13 mars.

réalité augmentée

SNAP SE RENFORCE DANS LES LUNETTES CONNECTÉES



NEXTMIND

Snap a racheté la société NextMind qui commercialise un bandeau connecté, prémices de futures lunettes.

Alors que les Ray-Ban connectées de Meta (ex-Facebook) arrivent sur le marché européen, Snap confirme ses ambitions sur ce marché en rachetant la start-up française NextMind pour un montant non divulgué. Spécialisée dans les neurosciences, NextMind commercialise depuis fin 2020 un bandeau équipé d'un encéphalographe permettant de lire les ondes émises par le cerveau et de contrôler ainsi l'interface d'un ordinateur

sans les mains. Des éléments de cette technologie seront probablement intégrés aux futures lunettes connectées de Snap, afin de faciliter la sélection ou la validation d'une option sans avoir recours aux mains ou à une commande vocale. En matière de contrôle pour la réalité augmentée, Meta avait acquis pour 1 milliard de dollars en 2019 la start-up CTRL-Labs qui a développé un bracelet détectant l'activité nerveuse au niveau du poignet. — SNAP

RANKING

TOP 5 DES FONDS D'INVESTISSEMENT SELON LE NOMBRE DE LICORNES DANS LEUR PORTEFEUILLE

1. TIGER GLOBAL MANAGEMENT 191
2. SOFTBANK VISION FUND 132
3. COATUE 99
4. ACCEL 91
5. SEQUOIA CAPITAL 84

Source: Crunchbase

TOP 5 DES CONSTRUCTEURS AUTOMOBILES EN 2021

(en nombre de véhicules vendus)

1. TOYOTA 9'562'483
2. VW 8'882'346
3. HYUNDAI KIA 6'668'037
4. GM 6'294'385
5. STELLANTIS 6'142'200

Source: Factorywarrantylist

TOP 5 DES PAYS EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

(selon le score de l'indice des Objectifs de développement durable de Cambridge University Press)

1. FINLANDE 85,90
2. SUÈDE 85,61
3. DANEMARK 84,86
4. ALLEMAGNE 82,48
5. BELGIQUE 82,19

Source: Rapport sur les objectifs de développement durable 2021 de Cambridge University Press

KICKSTARTER



ORU LAKE

ORU LAKE

LE KAYAK PLIABLE ENCORE AMÉLIORÉ

La société Oru Kayak continue de perfectionner son concept de kayak pliable, inspiré de l'origami japonais. L'entreprise californienne lance en effet sa 5^e campagne Kickstarter pour autant de modèles, et le dernier en date s'impose comme l'un des grands succès de la plateforme avec plus de 1,6 million de dollars levés. Pesant seulement 8 kg, Oru lake est ainsi plus léger que ses prédécesseurs et plus rapide à monter (ou à déplier) : l'opération s'effectue en moins de 2 minutes, voire 1 minute avec de la pratique. Ce modèle est destiné aux balades sur un lac et résiste à plus de 20'000 pliages et dépliages, selon ses concepteurs. Une fois replié, l'engin ne mesure que 107 x 25 x 46 cm et la pagaie démontable se glisse à l'intérieur. Le tout se range ainsi facilement dans un coffre de voiture – palliant l'un des gros inconvénients du kayak – et peut même être emporté dans une soute à bagages.

FONDS LEVÉS
\$1'638'564DISPONIBILITÉ
AOÛT 2022

semi-conducteurs

INTEL PREND SES QUARTIERS EN EUROPE



Située à Leixlip en Irlande, l'usine Fab 34 d'Intel devrait être opérationnelle en 2023.

INTEL

Intel a dévoilé la première étape de son vaste plan d'investissement en Europe d'un total de 80 milliards d'euros sur dix ans. Le fabricant américain de semi-conducteurs prévoit de construire son centre européen de R&D sur le plateau de Saclay, un pôle technologique situé au sud de Paris, souvent présenté comme la « Silicon Valley à la française ». L'usine principale

d'Intel sera, quant à elle, basée en Allemagne, à Magdebourg en Saxe-Anhalt. Elle comprendra deux unités de fabrication, ce qui devrait créer 3000 emplois permanents. Le géant américain compte par ailleurs agrandir son usine de Leixlip en Irlande avec un investissement de 12 milliards d'euros et travaille à la création d'un site de conditionnement et d'assemblage en Italie. — INTC

N

-200'000

Pour la première fois en plus de dix ans, Netflix a perdu des abonnés, plus précisément 200'000 sur les trois premiers mois de l'année.



« J'ai quitté la Russie. J'ai quitté Aeroflot. La vie d'avant est terminée. »

Andrei Panov, directeur adjoint d'Aeroflot, première compagnie aérienne de Russie, sur son mur Facebook le 12 mars dernier.

boom

EXPORTATIONS SUISSES : LES ÉTATS-UNIS DEVANCENT L'ALLEMAGNE

Une partie des vaccins contre le covid de la firme américaine Moderna est fabriquée en Suisse par Lonza, ce qui contribue à la hausse des exportations helvètes.

DAVIDE BONALDO / AFP



Au cours des vingt dernières années, les exportations suisses vers les États-Unis ont triplé, atteignant en 2021 la somme de 47 milliards de francs, selon un communiqué de l'Office fédéral des douanes publié début avril. Cela fait désormais du pays de l'Oncle Sam le premier destinataire des produits helvétiques, un rang jusqu'ici occupé par l'Allemagne. De 2001 à 2021, le commerce de marchandises avec les États-Unis a ainsi augmenté en moyenne de 6,3% par an, alors que les exportations vers l'Allemagne n'ont augmenté que de 2,1% en moyenne durant cette période, et les exportations vers l'Italie de 2%. Fait notable : cette situation peut être attribuée à un secteur, l'industrie pharmaceutique, désormais à l'origine de 64% des exportations suisses vers les États-Unis. L'une des raisons de la forte augmentation de l'année dernière est l'exportation de vaccins que Moderna fait fabriquer en Suisse par Lonza.



+41%

Les 100 principales apps par abonnement (hors secteur jeux) ont vu leurs dépenses de consommateurs augmenter de 41% en 2021 pour atteindre 18,3 milliards de dollars, contre 13 milliards en 2020.

be inspired

Davidoff
CIGARETTES

NEW

Davidoff
REACH FUSIONDavidoff
REACH PURPLEDISCOVER
REACH
GET YOUR FREE PACK NOW*

THE PREMIUM
CAPSULE CIGARETTES,
MODERN AND INNOVATIVE
IN EVERY WAY

- Modern, compact demi-slim format
- Trendy capsule flavours
- Firm-touch filter
- Reduced smoke smell

*Allgemeine Bedingungen auf davidoff-cigarettes.ch — Conditions générales sur davidoff-cigarettes.ch

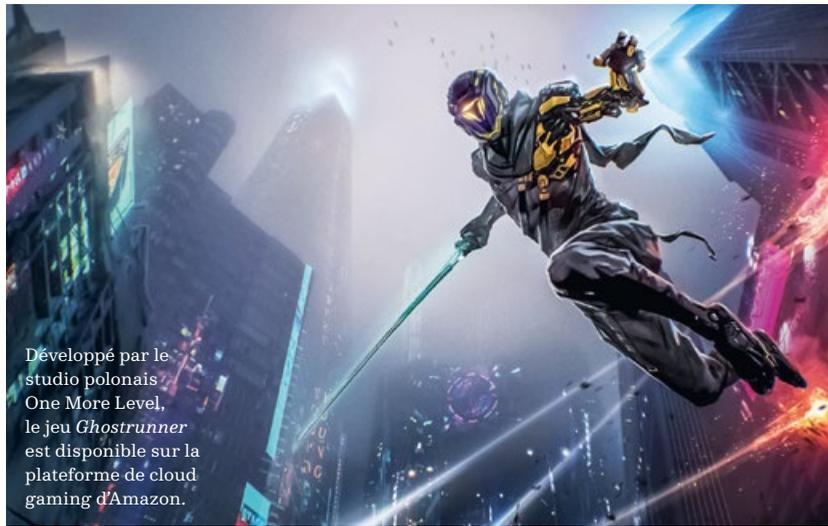
Rauchen fügt Ihnen und den Menschen in Ihrer Umgebung erheblichen Schaden zu.
Fumer nuit gravement à votre santé et à celle de votre entourage. Il fumo danneggia gravemente te e chi ti sta intorno.



6,4 MIO

Le nombre de kilomètres parcourus par les voitures autonomes sur les routes de Californie en 2021, soit presque le double de l'année précédente.

jeux vidéo MISE EN ORBITE DE AMAZON LUNA



Développé par le studio polonais One More Level, le jeu *Ghostrunner* est disponible sur la plateforme de cloud gaming d'Amazon.

GHOSTRUNNER

Après des mois de tests, Amazon a officiellement lancé sa plateforme de cloud gaming aux États-Unis. L'offre standard sera facturée 10 dollars par mois et offrira l'accès à plus d'une centaine de jeux en streaming 4k, dont *Devil May Cry 5* ou *Ghostrunner*. Ce lancement confirme les ambitions d'Amazon dans le secteur et survient après l'énorme succès de deux jeux dont il est l'éditeur : *New World* en 2021 et *Lost Ark* début 2022. À la différence de Google Stadia – largement

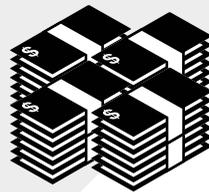
boudée par les joueurs –, Luna propose des exclusivités et la gratuité des jeux, alors qu'il faut les acheter sur Stadia pour pouvoir y jouer en sus de l'abonnement. Amazon aura néanmoins fort à faire face au Game Pass de Microsoft et son service Xbox cloud (ou Xcloud) dont le succès ne se dément pas, ce qui a d'ailleurs forcé Sony à revoir ses formules en ligne en fusionnant ses services Playstation Plus et Playstation Now qui deviendront PS Plus dès le mois juin. — AMZN

LE FLOP

Scandales alimentaires en cascade

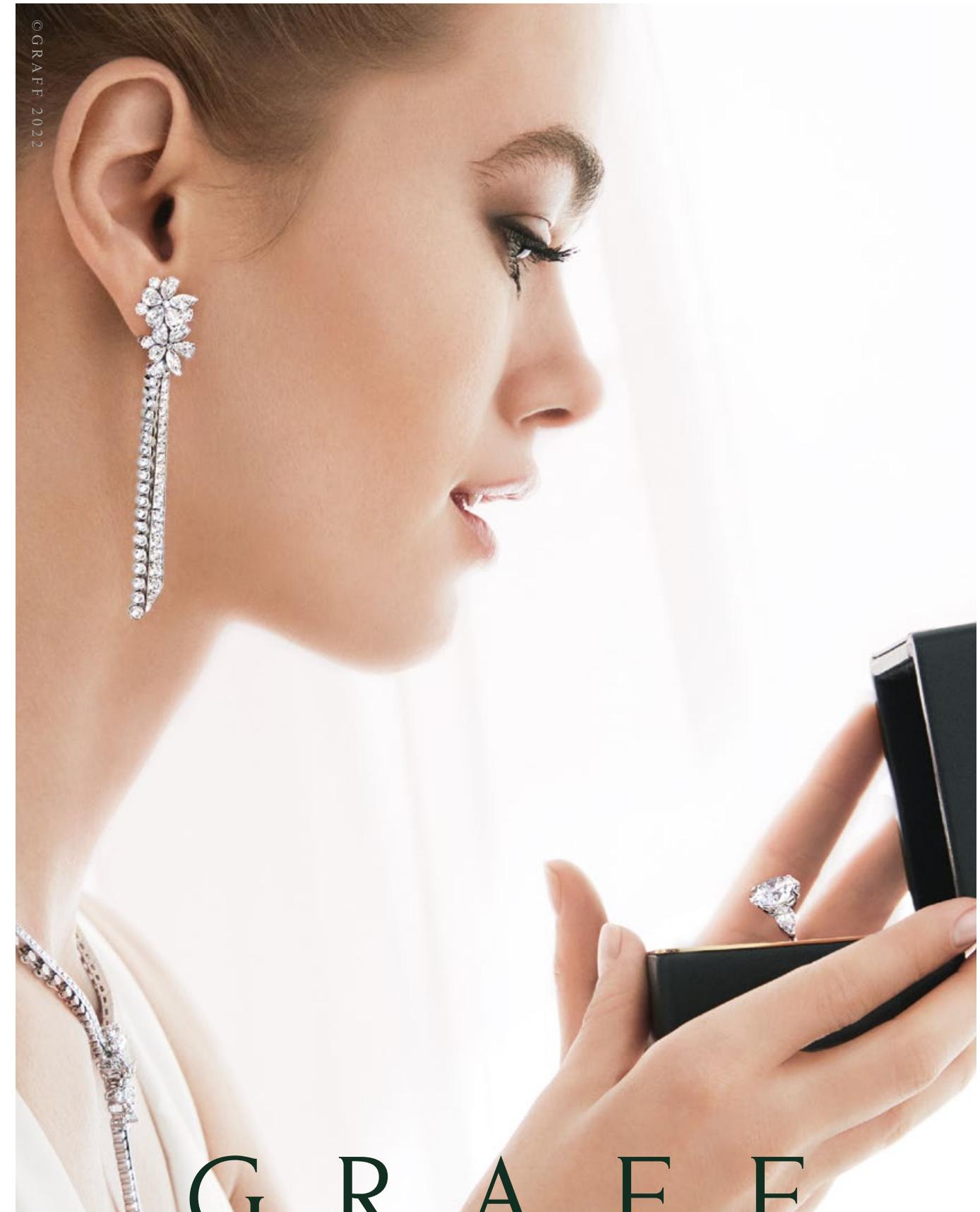
Cette année, les Kinder Surprise étaient les grands absents des traditionnelles chasses aux œufs de Pâques. À quelques jours de la fête, le géant des confiseries italien Ferrero a en effet dû lancer une vaste campagne de rappels de son produit phare dans neuf pays européens (Allemagne, Belgique, Espagne, France, Irlande, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas et Suède), en raison d'une contamination du chocolat à la salmonelle. Au 8 avril,

150 cas de contamination, principalement des enfants de moins de 10 ans, avaient été recensés par les autorités européennes. Quelques jours avant Ferrero, c'est un autre géant qui avait été touché : à la mi-mars, les pizzas Fraich'Up de Buitoni – marque du groupe Nestlé – ont en effet subi un rappel massif en raison d'une contamination à la bactérie *Escherichia coli*. Vingt-trois pays, dont la Suisse, étaient concernés par ce rappel.



\$30'000 MRD

La dette nationale américaine a dépassé cette somme le 31 janvier.



© GRAFF 2022

GRAFF

GRAFF.COM

capital-risque

LA FINANCE AU SECOURS DES RHINOCÉROS NOIRS



Un bébé rhinocéros noir se blottit entre les pattes arrière de sa mère, au Kenya.

DAVID CLODE

En préparation depuis cinq ans, le rhino bond est un nouveau type d'obligation qui permet au secteur privé d'investir dans la sauvegarde des rhinocéros noirs menacés d'extinction en Afrique du Sud. La Banque mondiale a ainsi émis un emprunt de 150 millions de dollars au moyen d'obligations à cinq ans. Au lieu de payer des intérêts aux détenteurs des obligations, les bénéfices iront au personnel du parc national Addo Elephant et de la ré-

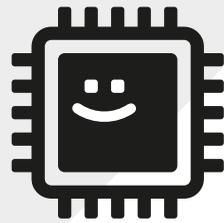
serve naturelle de Great Fish River afin de lutter contre le braconnage et d'améliorer les conditions des animaux. Les acquéreurs ne toucheront pas d'intérêts. Un bonus à échéance pourra toutefois être versé (d'un montant maximum de 13,76 millions de dollars au bout de cinq ans), à condition que la campagne de préservation de l'espèce soit un succès. Si la population de rhinocéros noirs stagne ou diminue, aucun paiement n'aura lieu.

L'ENTRÉE EN BOURSE

ALLEGRO CHARGE LA BOURSE NEW-YORKAISE

Spécialiste des bornes de recharge pour voitures électriques sur le continent européen, le néerlandais Allego a effectué une entrée en Bourse au NYSE le 17 mars via une fusion avec le SPAC Spartan Acquisition Corp. III affilié au fonds Apollo Global Management. L'opération s'est soldée par une valorisation de 2,7 milliards de dollars et 160 millions levés, bien loin des 702 millions espérés. Considérée néanmoins comme une réussite dans le climat

actuel, l'action avait déjà gagné près de 50% début avril. Les fonds levés serviront à Allego pour développer son réseau de 28'000 bornes publiques sur le marché européen où la demande devrait être multipliée par 8 d'ici à 2025 et par 30 d'ici à 2030. Surtout présente en Europe de l'Ouest et dans les pays nordiques, l'entreprise néerlandaise compte maintenant s'étendre en Europe centrale et dans les pays baltes à moyen terme. — ALLG



+\$769 MIO

Bosch a annoncé un investissement supplémentaire de 296 millions de dollars dans la production de semi-conducteurs, une somme qui vient s'ajouter aux 473 millions déjà prévus pour 2022.



« Nous aurons une autre pandémie. Ce sera un agent pathogène différent la prochaine fois. »

Bill Gates, lors de la Conférence de Munich sur la sécurité, le 18 février.



© GRAFF 2022

GRAFF

GRAFF.COM



la personnalité
SABRINA SOUSSAN

Une serial transformeuse chez Suez

Fonction
CEO

Âge
52 ans

Nationalité
française

Après vingt ans passés à l'international, la Française Sabrina Soussan revient au bercaïl pour diriger le nouveau Suez, rétréci de 60% suite à l'OPA réussie de Veolia. Loin du modèle des élites françaises, Sabrina Soussan est diplômée de l'école de mécanique et d'aérotechnique de Poitiers (Ensm). Cette ingénieure qui préférerait les grues aux poupées – comme elle le dit elle-même dans

un portrait que lui a consacré le journal *Les Échos* – a passé la majeure partie de sa carrière chez Siemens, où elle redressa différentes divisions en Allemagne et en Suisse. En 2017, elle prenait la codirection de Siemens Mobility, devenue la division star de la firme, aussi bien en termes de ventes que de rentabilité, suite aux innovations qu'elle avait engagées depuis 2013. Après un court passage en 2021 à la tête du suisse Dormakaba, elle a été rappelée au pays afin d'accompagner la transformation de ce nouveau Suez, recentré sur ses activités historiques de distribution et traitement de l'eau, de recyclage et de valorisation des déchets. Le groupe de 40'000 salariés a réalisé un chiffre d'affaires de 6,3 milliards d'euros en 2021.



le pays
GRÈCE

Le secteur tech décolle

La Grèce est presque aussi connue pour ses difficultés financières que pour ses plages, mais la situation pourrait changer. En témoigne l'intérêt grandissant de firmes étrangères pour son secteur technologie. JPMorgan a en effet acquis une participation minoritaire (49%) dans la fintech Viva Wallet, valorisant la société à 2 milliards de dollars et offrant à la Grèce sa première « licorne » tech. Meta serait également en train de mettre la main sur Accusonus, une start-up dont le logiciel audio est utilisé par Shakira et Bob Dylan. En 2021, les investissements dans les start-up tech ont

atteint le chiffre record de 1 milliard de dollars, le double de la somme de 2020 et presque dix fois plus qu'en 2015, lorsque la Grèce flirtait avec la banqueroute. Ces chiffres sont évidemment bien loin des 25 milliards de dollars levés par des start-up à Londres en 2021 et le secteur ne représente que 3% du PIB, mais cela indique que les mesures prises depuis 2019 par le gouvernement conservateur, qui a fait de la transformation numérique une priorité, commencent à payer.

Population
10'715'549
(2020)

PIB par habitant
\$17'622,541
(2020)

Croissance
-9,019% (2020)

Principaux secteurs de l'économie
tourisme et marine marchande.

HUBLOT



HUBLOT

hublot.com • f • t • i • g

BIG BANG INTEGRAL
TIME ONLY

Boîtier avec bracelet intégré en titane.
Mouvement automatique.

ANALYSES

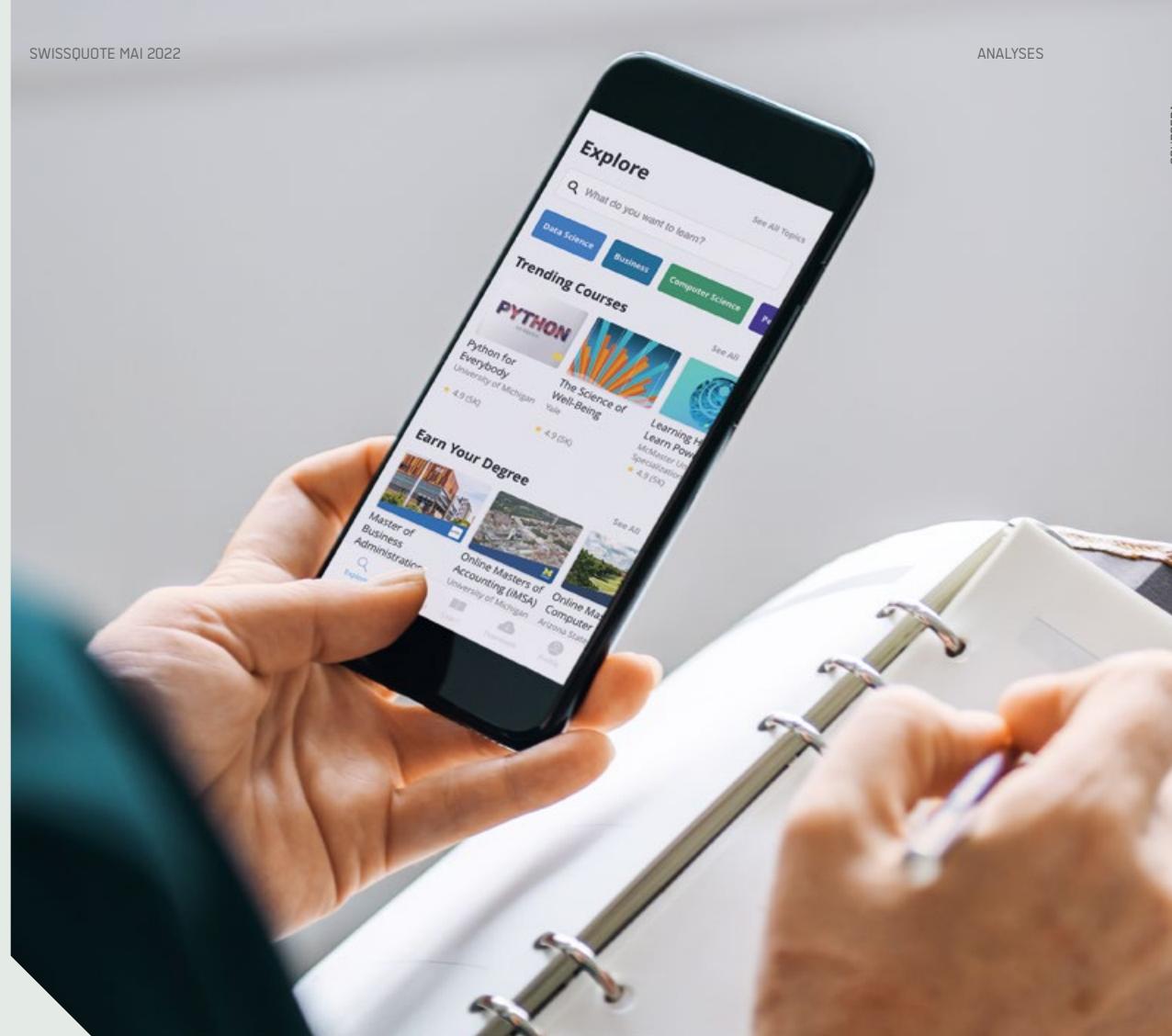
LE POINT DE VUE DES SPÉCIALISTES

INTERVIEW

« Apprendre à distance est désormais valorisé »

Les plateformes d'éducation en ligne ont vu leur popularité exploser durant les confinements liés au Covid-19. Ces changements de comportements sont là pour durer.

PAR JULIE ZAUGG



COURSERA

La naissance de l'edtech

Le domaine de l'éducation en ligne – surnommé edtech – a commencé à décoller aux alentours de 2010, lorsque les premières plateformes ont vu le jour. Parmi elles figuraient les américaines Duolingo, Coursera et Course Hero. Ces firmes ont rapidement gagné des adeptes grâce à des effets de réseau. Leur émergence a en outre coïncidé avec la scolarisation de la première génération de « digital natives », des jeunes gens habitués à consommer des services en ligne. Ces plateformes ont depuis été rejointes par une cohorte de portails d'éducation en ligne, comme les indiens Byju's et Emeritus, les américains Udemy et Outschool ou l'autrichien GoStudent. Les revenus du secteur devraient presque doubler entre 2021 et 2025, passant de 227 à 400 milliards de dollars, selon le cabinet HolonIQ.

Deborah Quazzo dirige le fonds d'investissement américain GSV Ventures, spécialisé dans le domaine de l'éducation en ligne. Elle juge l'avenir du secteur prometteur, porté par les besoins de rattrapage liés aux retards scolaires causés par la pandémie et par la demande en provenance des pays émergents. Interview.

Qui sont les principaux clients des plateformes d'éducation en ligne ?

Ce type d'offre s'adresse à des clientèles diverses. Il y a des plateformes destinées aux écoliers proposant des cours de math, de lecture ou de préparation aux examens. Elles sont prisées en particulier dans les pays asiatiques, où les parents attachent une grande importance aux résultats scolaires et perçoivent le tutorat extracurriculaire comme un must pour réussir dans la vie. D'autres plateformes visent

les étudiants universitaires en leur proposant des MOOC (des cours en ligne, ndr), des outils de gestion des admissions ou des portails recensant les stages. Elles sont notamment populaires dans les pays en voie de développement, comme l'Inde, qui ne possède pas assez d'universités pour absorber l'immense demande émanant de leurs populations. Une troisième catégorie de plateformes s'adresse aux adultes en quête de formation continue, qui n'ont pas toujours le temps ou les moyens de retourner physiquement à l'université.

S'agit-il aujourd'hui d'un phénomène global ?

Oui, tout à fait. Alors que le secteur de l'éducation est traditionnellement très localisé – chaque pays a ses écoles et ses universités –, les plateformes d'éducation en ligne ne connaissent pas de frontières. Même celles

créées pour desservir une population particulière finissent par exporter leurs services loin à la ronde. Emeritus, un portail indien qui fournit des cours en ligne en partenariat avec des institutions prestigieuses comme le MIT ou l'Université de Cambridge, réalise aujourd'hui 30% de son chiffre d'affaires aux États-Unis et 50% dans le reste du monde (hors Inde). Les plateformes d'éducation en ligne ont même commencé à glaner des adeptes en Afrique, un continent dont le PIB par habitant est en hausse et qui a une population jeune et en pleine croissance.

Quel a été l'impact de la pandémie sur le secteur ?

Au printemps 2020, 1,6 milliard de personnes se sont subitement retrouvées plongées dans le monde de l'éducation en ligne. Cela a provoqué une explosion de la demande pour les

plateformes engagées dans cette industrie et a induit des changements de comportement irréversibles. Les écoles se sont rapidement rendu compte qu'elles ne disposaient pas du savoir-faire nécessaire pour transposer en ligne l'ensemble de leurs cours, une lacune que les portails d'edtech sont venus combler. Les universités étaient davantage en avance, ayant commencé à proposer des contenus en ligne il y a une décennie déjà, mais elles ont néanmoins massivement accru leur offre durant la pandémie. À terme, les programmes d'aide mis en place par de nombreux États pour permettre aux écoles de rattraper les retards accumulés par les élèves vont encore profiter aux plateformes d'éducation en ligne. En Inde, le gouvernement a par exemple introduit de nouvelles directives facilitant l'octroi de diplômes en ligne. Les États-Unis et les pays ▸

européens ont, de leur côté, octroyé d'importants subsides aux écoles, dont une partie sera investie dans la numérisation de leurs contenus.

Ces avancées ne risquent-elles pas d'être remises en cause, du fait de la réouverture des classes dans la plupart des pays ?

Certains de ces acquis seront durables. Je ne pense pas que les écoliers et les étudiants retourneront un jour à plein temps dans les salles de classe. Apprendre à distance est désormais entré dans les mœurs et est même valorisé. Les enseignants ont, pour leur part, accompli d'immenses progrès en la matière. Quant à la formation continue, son modèle est remis en question : l'époque où une entreprise envoyait ses employés suivre un cours dans une autre ville, prenant en charge ses frais de voyage et de logement, est révolue. On a compris que l'on pouvait obtenir le même résultat en ligne.

Quelles sont les entreprises qui dominent le secteur ?

Il y a une demi-douzaine de grands groupes cotés, à l'image des américains Coursera, Duolingo, Udemy et Course Hero ou de l'indienne Emeritus. À ces grandes firmes s'ajoutent des licornes qui vont sans doute faire leur entrée en Bourse sous peu, comme l'indienne Byju's qui était valorisée à plus de 20 milliards de dollars fin 2021, ou encore les américaines Chegg et Dutschool.

D'autres start-up proposent, quant à elles, des solutions spécifiques pour ce secteur, utilisées dans le cadre de l'enseignement en ligne. C'est par exemple le cas de Class, une salle de classe virtuelle utilisable sur Zoom, ou de ClassDojo, un outil de gestion des élèves qui leur permet de se choisir un avatar et d'interagir avec leurs enseignants à distance.

D'où viendra la croissance à l'avenir ?

Dans le domaine scolaire, elle résultera des importants retards accumulés par les élèves durant la pandémie, qui devront être comblés ces prochaines années. Du côté des universités, elle sera alimentée par la forte demande dans les pays en voie de développement. Quant à la formation continue, elle bénéficiera des besoins de perfectionnement liés aux exigences de l'économie 3.0. À cet égard, une plateforme comme l'américaine Guild, qui forme les employés de Disney, Walmart ou Amazon, est emblématique.

Qu'en est-il de la Chine, où le gouvernement a mené une grande offensive contre les plateformes d'edtech à l'été 2021, leur interdisant de réaliser des profits ?

Le marché chinois est très particulier : les entreprises qui y opèrent ne sont en général pas présentes dans d'autres pays. Inversement, les groupes occidentaux d'éducation en ligne ne possèdent pas d'antenne en Chine. L'offensive du gouvernement n'a donc pas eu de répercussions sur le plan global. Elle a en revanche fait perdre presque toute leur valorisation aux grandes plateformes chinoises comme New Oriental, TAL Education et Gaotu.

Quels sont les prochains défis pour les plateformes d'éducation en ligne ?

L'exemple chinois le montre : il y a toujours des tensions entre les entreprises privées et les instances à but non lucratif dans le domaine de l'enseignement. L'Inde et les États-Unis ont tous deux signalé leur volonté de davantage réguler le secteur. Pour l'heure, il n'y a rien de concret mais sur le moyen-long terme, les nombreuses plateformes d'edtech basées dans ces deux pays pourraient être impactées. **Le succès de ces plateformes repose en outre sur l'accès de tous à un internet à haut débit**, ce qui n'est pas encore le cas dans de nombreux pays en Afrique. Le coût relativement élevé des services proposés par ces plateformes est un autre obstacle à leur expansion, mais plusieurs d'entre elles ont récemment commencé à casser les prix, à l'image de l'indienne Physics Wallah dont les services de préparation aux examens sont 80% moins chers que ceux de la concurrence.

Que diriez-vous à un investisseur qui souhaite s'exposer au secteur ?

Je lui conseillerais de garder un œil sur les licornes qui vont bientôt s'introduire en Bourse, comme l'indienne Byju's. Je suis très optimiste également quant aux perspectives de croissance des américaines Coursera et Duolingo, qui sont bien établies dans le secteur et ont une importante base d'utilisateurs fidèles. ▲



DEBORAH QUAZZO
DIRECTRICE ASSOCIÉE
GSV VENTURES

IWC TOP GUN.



Pilot's Watch Chronograph 41 TOP GUN Ceratanium®. Ref. 3881: Le boîtier, la couronne et les poussoirs en Ceratanium®, un matériau développé et breveté par IWC, rendent ce chronographe TOP GUN à la fois léger, solide et résistant aux rayures,

tout en lui conférant un design noir mat unique. Le fond en verre saphir teinté permet d'admirer à loisir le fonctionnement du calibre de manufacture IWC 69385 – à l'image de la visibilité requise dans le cockpit. **IWC. MANUFACTURE DE RÈVES DEPUIS 1868.**

TÉLÉCHARGEZ L'APPLICATION IWC POUR UN ESSAYAGE VIRTUEL

Calibre de manufacture IWC 69385 · Affichage du jour et de la date · Fonction stop heure, minute et seconde · Fond transparent en verre saphir · Étanche 10 bar · Diamètre 41 mm

IWC BOUTIQUE · RUE DU RHÔNE 48 · 1204 GENÈVE

IWC
SCHAFFHAUSEN

INTERVIEW

Un franc suisse si convoité

Le franc se renforce inexorablement par rapport à l'euro. Jusqu'où la devise helvétique peut-elle s'apprécier face à la devise européenne ? Avis d'experts.

PAR LUDDOVIC CHAPPEX

Sur fond d'inflation galopante dans la zone euro et d'incertitudes liées à la guerre en Ukraine, le franc joue à plein son rôle de valeur refuge, au point que la paire euro/CHF frôle désormais la parité. Certains spécialistes estiment même que le franc est encore nettement sous-évalué, à l'image de l'économiste allemand Klaus Wellershoff, qui voit la devise helvétique atteindre d'ici deux ans la valeur de 0,80 franc pour un euro, comme il l'a expliqué dans une interview à *Finanz und Wirtschaft* le 19 mars dernier. Du côté des grands établissements bancaires, les prévisions sont plus consensuelles, ces derniers fixant la juste valeur du franc autour de 1,05 franc pour un euro en moyenne. Les pronostics varient donc sensiblement, en fonction des indicateurs privilégiés. Nous avons donné la parole à deux experts aux avis contrastés : Michel Girardin, chargé de cours au Geneva Finance Research Institute, et Richard Benson, Co-CIO de Millennium Global Investments.

Les deux interviews ont été réalisées séparément.

Comment voyez-vous le franc évoluer par rapport à l'euro ?

Michel Girardin : La valeur du franc est appelée à se renforcer étant donné que l'inflation augmente nettement plus vite dans la zone euro. Si l'on se base sur l'indice des prix à la production, qui progresse actuellement à une vitesse folle dans la zone euro, la juste valeur du franc devrait s'établir à environ 0,90 franc pour un euro. À titre indicatif, les prix à la production ont bondi de +31% en janvier dans la zone euro, contre seulement +3,5% en Suisse. Cet indicateur me paraît plus pertinent que celui des prix à la consommation.

Le renforcement du franc est également lié au défaut probable de la Russie sur sa dette qui,

par effet de contagion, pourrait entraîner une réévaluation du risque de crédit sur la dette de différents États. Le franc joue son rôle de valeur refuge car on sait que la situation de la Suisse est pérenne de ce point de vue, avec seulement 40% de dette par rapport au PIB. Les investisseurs se replient sur une monnaie pour laquelle ils savent qu'il n'y a pas de risque de défaut sur la dette souveraine.

Richard Benson : Nous estimons que le franc est surévalué d'environ 20% par rapport à l'euro. La situation actuelle résulte des tensions géopolitiques, mais à moyen terme, si le brouillard de la guerre se dissipe, nous nous attendons à ce que l'euro s'apprécie. Nous pensons que la BCE relèvera ses taux en septembre de cette année et que la BNS ne réagira pas – notamment parce qu'un franc fort permet de compenser les hausses des prix de l'énergie. Ce contexte devrait soutenir l'euro par rapport au franc. Si la BCE est en mesure, du point de vue de la croissance, de relever ses taux d'intérêt une fois par trimestre, je vois l'euro se rapprocher de 1,10 franc.

Quelle est la marge de manœuvre de la Banque centrale européenne (BCE) face à l'inflation ?

M.G. La BCE est confrontée à un dilemme car la lutte contre l'inflation constitue une menace pour la croissance. Étant donné la forte inflation dans la zone euro, la BCE va être amenée à resserrer sa politique monétaire avant la BNS, qui elle, ne bougera pas. Mais l'action de la BCE renforcera-t-elle l'euro face au franc

suisse ? Si l'on se fie aux événements passés, la réponse est non. Peu importe que le taux d'intérêt du franc soit plus faible, voire négatif. Quand on a le statut d'une valeur refuge, cet argument ne fonctionne pas. Dans les années 1970, la BNS avait fait office de pionnière en introduisant des taux d'intérêt négatifs. Les étrangers devaient payer pour obtenir du franc. Les taux négatifs se montaient à près de -2% par trimestre, et cela n'avait pas empêché le franc de demeurer très fort par rapport au Deutsche Mark.

R.B. Le spectre de la stagflation – une forte inflation conjuguée à une faible croissance – existe bel et bien. Mais il faut aussi souligner que la croissance dans la zone euro est actuellement assez élevée car Omicron avait pesé lourdement au tournant de l'année.

Je pense que l'action de la BCE consistera à relever les taux de façon extrêmement modérée, de l'ordre de 1% ou 1,5% au cours des deux prochaines années, ce qui signifie que les taux d'intérêt dans la zone euro resteront très bas, puisqu'ils se situent actuellement à un niveau négatif (-0,5%). Par conséquent, je ne crois pas que ces mesures, à elles seules, provoqueront une récession. Il s'agira davantage d'une normalisation que d'un resserrement.

En outre, l'expérience nous montre que passer de taux d'intérêt négatifs à des taux d'intérêt positifs, même si ce chiffre est relativement faible, a un impact beaucoup plus important

qu'une augmentation dans les mêmes proportions au-dessus de zéro.

Le franc fort protège-t-il l'économie suisse de l'inflation ?

M.G. Le franc fort est en effet un garde-fou. C'est la raison principale qui fait que la Suisse est épargnée par l'inflation. Mais cette politique a un coût pour la BNS. Les euros s'accumulent dans son bilan qui représente bientôt 150% du produit intérieur brut de la Suisse. La BNS est aujourd'hui la banque centrale la plus agressive du monde. En théorie, une telle création de monnaie devrait provoquer de l'inflation, or ce n'est toujours pas le cas. L'inflation est actuellement liée aux coûts et non à l'action de la BNS.

R.B. La situation de la BNS n'a en effet rien de commun avec celle des autres banques centrales. Dans la zone euro, le taux d'inflation est trois fois supérieur à l'objectif. La BCE fait face à de fortes pressions inflationnistes, notamment en raison de l'explosion du prix du gaz naturel russe et de l'exposition de l'Allemagne à cette ressource. Cette situation représente aussi une menace pour la croissance. ▽



MICHEL GIRARDIN
CHARGÉ DE COURS
GENEVA FINANCE RESEARCH INSTITUTE



RICHARD BENSON
CO-CIO
MILLENNIUM GLOBAL INVESTMENTS



la crypto-chronique

Bitcoin : la controverse écologique

Détracteurs et défenseurs du BTC s'écharpent sur son caractère polluant.
Le minage vert mettra-t-il tout le monde d'accord ?

PAR LUDDVIC CHAPPEX

Les prises de position anti-bitcoin se multiplient depuis quelques mois. Émanant aussi bien d'ONG que d'instances politiques, de groupes de chercheurs ou d'économistes, une forme d'unanimité semble s'installer dans l'espace public pour condamner le coût écologique injustifiable, selon ces critiques, du BTC. Les arguments sont connus : le minage des cryptomonnaies qui utilisent le protocole de la preuve de travail (Proof-of-Work) nécessite des ressources informatiques colossales, génératrices de CO₂. Comme le rappelle une tribune publiée en février par l'Institut Rousseau, un think tank français qui promeut l'écologie politique, la consommation électrique annuelle induite par le minage de cryptomonnaies est supérieure à celle de pays comme la Suisse ou la Belgique. Ce texte, signé par plus de 170 économistes, experts et personnalités scientifiques, est emblématique d'une multitude d'initiatives du même type. Dernier éclat médiatique en date : la campagne « Change the code, not the climate »

lancée à la fin mars par Greenpeace, avec le soutien du cofondateur de Ripple (XRP) Chris Larsen, exigeant que les mineurs de bitcoins abandonnent la preuve de travail pour se tourner vers un procédé plus écologique (appelé preuve d'enjeu ou Proof-of-Stake).

Le minage du bitcoin représente moins de 0,1% du total de la consommation énergétique de la planète

Des voix s'élèvent néanmoins, moins nombreuses et moins visibles, pour contester cette vision jugée trop réductrice et refuser le passage au Proof-of-Stake. L'argument central des défenseurs du BTC consiste à évaluer son coût énergétique à l'aune de son utilité, comparative-ment à d'autres sources de pollution : « L'énergie actuellement consommée par le bitcoin est similaire à celle de l'industrie des croisières en bateau, mais le bitcoin est utilisé

par davantage de gens », argue ainsi l'ingénieure et économiste Lyn Alden dans une longue publication riche-ment sourcée et au titre militant : « Bitcoin's Energy Usage Isn't a Problem. Here is Why. » Cette jeune conseillère en investissement, suivie par 400'000 personnes sur Twitter, ne nie pas que le bitcoin consomme énormément d'énergie, mais elle relève au passage que c'est aussi le cas de YouTube, Netflix, Facebook et Amazon, ou des illuminations installées durant les fêtes de Noël, ou encore des jets privés sur le plan mondial. Autrement dit, se focaliser sur la seule consommation en valeur brute du BTC reviendrait à regarder le problème par le petit bout de la lorgnette.

Pour mettre les choses en perspective, le minage de bitcoin représente actuellement moins de 0,1% du total de la consommation énergétique de la planète.

Selon le Bitcoin Electricity Consumption Index de l'Université de Cambridge, un indice de référence,

le bitcoin consomme actuellement 142,84 térawattheures d'électricité à l'année. C'est à la fois bien peu, ou déjà beaucoup trop, selon les points de vue.

Face à la polémique, l'industrie ne reste pas les bras croisés. Pour réduire l'empreinte environnementale du processus Proof-of-Work, les fabricants de microprocesseurs ont commencé à optimiser leurs produits dédiés. Intel a fait grand bruit en annonçant au début avril le lancement d'une nouvelle puce, baptisée ASIC Blockscale, estimée 15% plus économe en énergie que les solutions professionnelles concurrentes.

Mais la vraie révolution – celle qui pourrait réconcilier partisans et détracteurs du bitcoin – passera vraisemblablement par un recours systématique aux énergies vertes, ou à des surplus d'énergie, pour toutes les opérations de minage de BTC. Parmi les expérimentations en cours, la compagnie pétrolière ExxonMobil mène depuis le début de l'année un projet pilote dans le

Dakota du Nord, consistant à utiliser le surplus de gaz naturel qu'elle produit, selon une information du média CNBC publiée à la fin mars. Ce gaz est conduit vers des générateurs qui le transforment en électricité, laquelle est utilisée pour alimenter des fermes de minage installées dans des conteneurs. D'ordinaire, le surplus de gaz est brûlé autour des puits de pétrole, selon une technique appelée torchage (ou *flaring*), du fait de l'absence d'un pipeline permettant de l'acheminer vers un autre endroit. ExxonMobil souhaiterait par la suite reproduire ce programme à l'international si l'essai s'avérait concluant.

Dans un registre plus écologique, l'emploi de sources d'énergies vertes est également en voie de généralisation. En effet, l'utilisation de surplus d'énergie hydroélectrique pour alimenter des fermes de minage est désormais une pratique répandue dans le secteur.

Début avril, une nouvelle étape a été franchie avec l'annonce de la création au Texas d'un centre de

minage de bitcoins entièrement alimenté à l'énergie solaire. Le projet, qui sera lancé en juin, est mené conjointement par les sociétés technologiques Blockstream et Block (ex-Square). Et ce n'est autre que Tesla qui fournira les panneaux solaires et le système de batteries pour alimenter l'installation. L'objectif est que le centre utilise les capacités excédentaires d'énergie, l'essentiel de l'électricité produite se destinant à la consommation des particuliers et entreprises. L'une des originalités du concept tiendra à la mise à disposition du public d'un tableau de bord accessible en ligne. Il affichera en continu des informations comme le nombre de bitcoins minés, la production d'énergie et la consommation électrique. Une philosophie résumée dans un communiqué par Adam Back, le CEO de Blockstream : « C'est une étape pour prouver notre thèse selon laquelle l'exploitation minière de bitcoins peut financer des infrastructures électriques à zéro émission, et générer une croissance économique pour l'avenir. » Ne reste plus qu'à recevoir la caution de Greenpeace. ▲



Calida, la quête du cool

La marque lucernoise est en train de se départir de son image désuète. Elle a opéré un recentrage radical de ses activités dans le domaine des sous-vêtements et de l'athlisure, et mise sur les ventes en ligne.

PAR JULIE ZAUGG

Lors de la présentation des résultats pour l'année 2021, le CEO de Calida, Timo Schmidt-Eisenhart, n'a pas masqué son enthousiasme. «L'année 2021 entrera dans les annales comme la plus réussie de l'histoire de notre entreprise», a-t-il déclaré. Les ventes ont en effet progressé de 20% et les profits de 43%, alors que la marge d'exploitation grimpeait à 8,1%.

Il faut dire que la société basée à Sursee, dans le canton de Lucerne, est en pleine refonte. En 2019, elle a revendu la marque de vêtements d'alpinisme Eider, en 2020 la marque de surf Oxbow, puis au début 2022 le spécialiste des équipements de montagne Millet, mettant ainsi fin à une quinzaine d'années de diversification. Le groupe a en revanche conservé dans son portefeuille les marques Calida, Aubade et Lafuma Mobilier. ▶



Un cliché maison issu d'une récente campagne de presse de Calida.

CALIDA

EN CHIFFRES

1941

La date de fondation.

27%

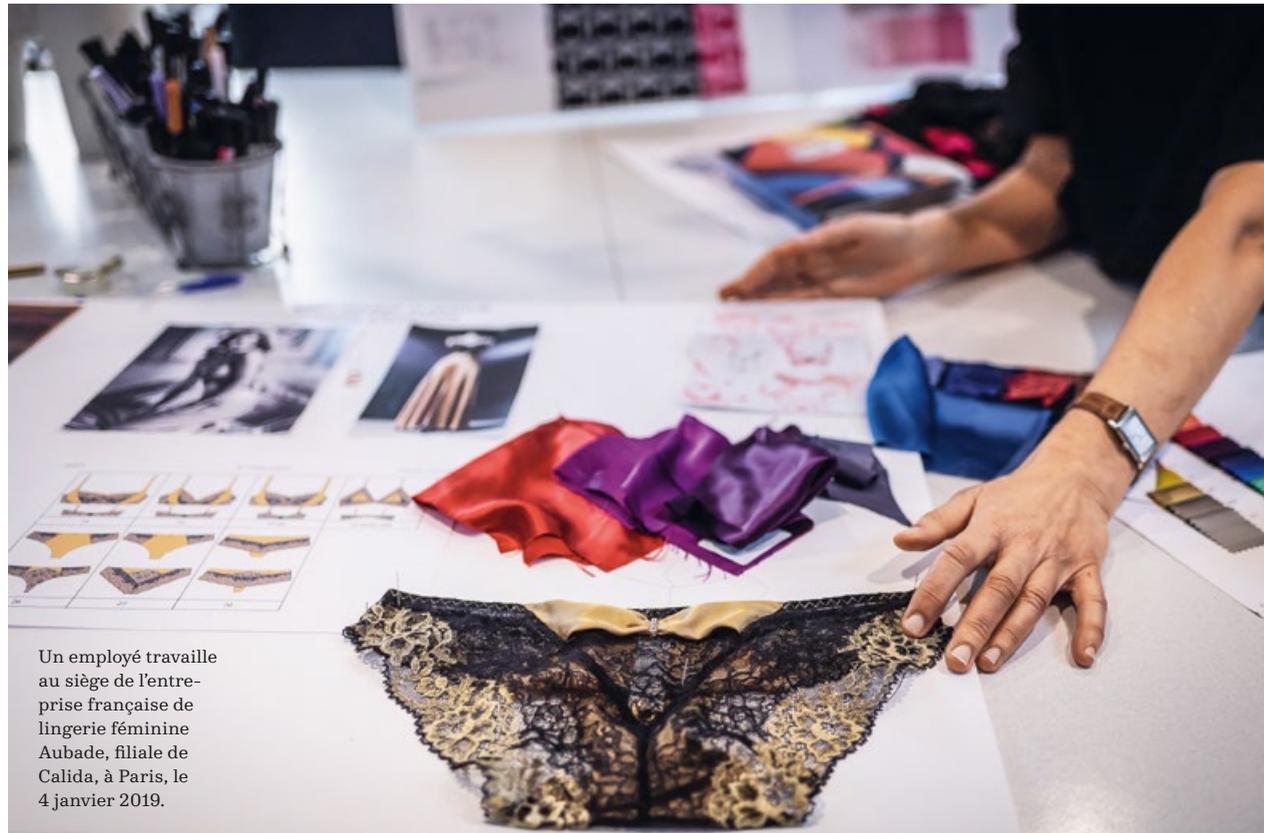
La part des ventes réalisées en ligne, en hausse de 26,7% par rapport à l'année précédente.

CHF 298 MIO

Les revenus réalisés en 2021, ayant conduit à un bénéfice record de 24,3 millions de francs.

+37%

La hausse enregistrée par l'action Calida entre mars 2021 et 2022.



Un employé travaille au siège de l'entreprise française de lingerie féminine Aubade, filiale de Calida, à Paris, le 4 janvier 2019.

LIONEL BONAVENTURE / AFP

« Nous voulons nous concentrer sur nos compétences de base dans le domaine de la lingerie et des sous-vêtements, explique Timo Schmidt-Eisenhart. Cela nous permettra de renforcer nos marques et de créer des synergies entre elles. » En 2021, la marque Calida a enregistré des ventes de 152,7 millions de francs (+12,8%) et Aubade de 72,2 millions de francs (+28,8%). À elles deux, elles représentent trois quarts des rentrées du groupe.

Quant à Lafuma Mobilier, seul outsider du lot, il reste pour l'heure entre les mains de Calida en raison de sa grande rentabilité. « Ce segment tire la croissance du groupe entier vers le haut, lui permettant de réaliser des chiffres qui seraient difficiles à obtenir si Calida opérait uniquement sur le marché saturé de la mode », relève l'analyste Gian Marco Werro de la Banque cantonale de Zurich, qui couvre Calida. Ce dernier pense toutefois que l'entreprise finira par s'en défaire pour se

focaliser sur ce qu'elle fait le mieux, à savoir les sous-vêtements, leggings, pyjamas, et loungewear.

« Les sous-vêtements se prêtent bien aux achats en ligne »

Gian Marco Werro, analyste à la Banque cantonale de Zurich

La révolution en cours chez Calida a aussi pour but de rajeunir le groupe. Née au cœur de la Seconde Guerre mondiale pour écouler des tricots destinés à protéger les Suisses du froid, l'entreprise s'est fait connaître par la suite pour ses sous-vêtements pratiques – slips kangourou pour les hommes, brassières et culottes en coton aux coupes confortables pour les femmes – ainsi que pour ses fameux pyjamas unicolores ornés d'une

bordure élastique qui leur permet de rester collés au corps durant les longues nuits d'hiver.

Mise à mal par la concurrence des groupes de fast fashion comme H&M à la fin des années 1990, Calida a déplacé l'ensemble de sa production en Hongrie en 2003. Elle a aussi entamé une stratégie de diversification qui a abouti au rachat des sociétés de vêtements de sport dont elle vient de se défaire, et s'est progressivement émancipée de son esprit originel : « Calida souffrait jusqu'à récemment d'une image un peu vieillotte, celle du pyjama « pratique » que maman offre à papa pour Noël, souligne Suzanne De Freitas, une designer indépendante basée à Genève. Mais cela a commencé à changer. Cette marque a beaucoup innové ces dernières années en misant sur des matières plus féminines comme la dentelle et des coupes sexy comme le slip tanga, détaille la designer. Elle a aussi engagé des collaborations

avec des marques de haute couture connues pour leur style extravagant et avant-gardiste comme Viktor & Rolf. » La collection produite par la maison néerlandaise en 2020 comprend notamment des pyjamas garnis de volants, l'une de ses marques de fabrique, des pulls ornés du slogan « Nous voulons un monde meilleur » et des caleçons de couleurs vives avec des motifs géométriques. Calida a aussi investi la tendance de l'athlisure, qui a encore gagné en importance durant les confinements liés à la pandémie, avec des pantalons de yoga, des brassières de sport et des pulls à capuche.

Quant à la marque parisienne Aubade, acquise en 2005, elle sert de segment sexy à Calida, lui permettant de toucher un autre public sans pour autant trop diluer son identité fondée sur le confort et le naturel. « Aubade est associée à une image de luxe, d'attention au détail et de sophistication, indique la designer Laurie van Jonsson, spécialiste de la lingerie. Elle opère sur le même segment que la marque italienne La Perla mais à des prix légèrement inférieurs. » Aubade multiplie elle aussi les collaborations avec des maisons de premier plan, comme Karl Lagerfeld, ou des designers en vue, comme Iris van Herpen.

Pour séduire une clientèle jeune et urbaine, Calida mise en outre sur l'e-commerce. « Le groupe a racheté en 2017 la société allemande Reich Online Services, spécialisée dans les ventes de lingerie en ligne, ce qui lui a permis d'acquérir de vastes compétences en la matière et de mettre en place une stratégie ambitieuse d'e-commerce », dit Gian Marco Werro de la Banque cantonale de Zurich. La maison suisse écoule désormais près d'un tiers de ses produits par ce biais, contre un dixième en 2018, une proportion particulièrement élevée dans l'univers de la mode. À l'étranger, elle réalise même 84% de ses ventes en ligne.



Le pyjama selon Calida, période Seventies.

CALIDA

« Les sous-vêtements se prêtent bien aux achats en ligne, souligne l'analyste. Dès lors que l'on connaît sa taille, on n'a en général pas besoin de les essayer et il s'agit de produits qui sont souvent achetés pour offrir. » Calida enregistre un taux de retours très bas, de l'ordre de 8 à 14%, contre 25 à 40% pour les autres marques de vêtements vendus en ligne, précise-t-il.

« Nous avons investi très tôt dans le développement de nos capacités d'e-commerce, explique le CEO Timo Schmidt-Eisenhart. Cette stratégie a notamment porté ses fruits durant la pandémie, lorsque les magasins sont restés fermés. » Mais le groupe n'a pas non plus renoncé à ses enseignes et à la vente en gros. « Nous avons mis en place une stratégie sur plusieurs canaux pour servir les »

besoins de nos clients au mieux», glisse le CEO, en précisant toutefois que le groupe aimerait atteindre 50% de ventes en ligne à l'horizon 2026.

T-SHIRT BIODÉGRADABLE

Autre virage amorcé par la maison lucernoise qui emploie 2820 personnes dans le monde: l'écologie et le commerce éthique. Calida a fait office de pionnière en mettant sur le marché en 2018 son premier t-shirt entièrement biodégradable. S'est ensuivi le lancement d'une ligne 100% naturelle en tencel lyocell, une matière fabriquée à partir de pulpe de bois issue de forêts durables, commercialisée par la firme autrichienne Lenzing. Elle nécessite moins d'eau et d'énergie que d'autres fibres synthétiques et s'avère 100% compostable – encres, fils et étiquettes compris. Une fois le produit en fin de vie, on peut simplement le mettre au compost et il se transforme en nutriment biologique en l'espace de quelques mois.

Près de la moitié des produits (42%) de la marque Calida sont aussi certifiés par le label Made in Green by Deko-Tex. «Ce label va beaucoup plus loin que ceux adoptés par la concurrence, note l'analyste Gian Marco Werro. Il permet de retracer toute la chaîne de production, c'est-à-dire de savoir quels ingrédients entrent dans



Un emballage Calida pour sous-vêtements, 100% compostable.

KEYSTONE

la composition des tissus, ou quelles sont les conditions de travail dans les usines du groupe et celles de ses fournisseurs.» Un QR Code propre à chaque vêtement permet même de retracer les étapes de sa fabrication.

Aubade a de son côté mis en vente une ligne Softessence, composée de matériaux 100% recyclés. Et Lafuma Mobilier se distingue en proposant des pièces de rechange pour ses meubles afin d'éviter à ses clients d'en acheter des neuves.

La société helvétique se montre ambitieuse pour les prochaines

années. Elle vise un doublement de sa croissance organique, à 4-6%, et une marge d'exploitation de 10% d'ici à 2026. Pour ce faire, elle doit ravir des parts de marché à la concurrence, composée de marques comme Schiesser, Hanro, Calzedonia, Lululemon ou H&M pour Calida et de la Perla, Agent Provocateur, Etam ou Victoria's Secret pour Aubade.

«Nous allons accroître nos investissements dans nos marques clefs de l'ordre de 30%, pour favoriser leur expansion à l'international», relève Timo Schmidt-Eisenhart. La maison exporte ses biens dans 70 pays mais elle réalise actuellement plus de 70% de ses ventes en Suisse, en Allemagne et en France.

Calida souhaite également procéder à des acquisitions ciblées, «en priorité des marques à forte croissance dans le domaine de la lingerie et des sous-vêtements», selon son CEO. En février, le groupe a déjà repris la start-up allemande Erlich Textil pour 10 millions de francs. Avec ses produits vendus exclusivement en ligne, ses garanties environnementales et ses mannequins de toutes les tailles et formes – un prérequis pour la génération Z –, elle colle parfaitement aux aspirations de l'entreprise suisse. ▲

connu une croissance importante ces dernières années. L'analyste se montre plus prudent quant à la croissance organique de 4 à 6% visée par le groupe, la jugeant optimiste, et relève une certaine faiblesse dans la stratégie de communication de la firme sur les réseaux sociaux, en comparaison avec ses concurrents. Il a néanmoins émis une recommandation BUY et estime que l'action pourrait grimper jusqu'à 66 francs, contre 52 francs actuellement.

— CALIN

L'AVIS DE L'ANALYSTE

«L'ACTION POURRAIT GRIMPER À 66 FRANCS»

Le recentrage opéré par Calida aura un impact positif sur sa croissance à moyen terme. «Le groupe s'est trouvé une niche, qu'il exploite habilement, à savoir celle des sous-vêtements caractérisés par une forte attention à la qualité et à la durabilité, et il a mis en place un système de distribution omnicanal qui lui permet d'écouler ses produits de façon efficiente», dit Gian Marco Werro, analyste à la Banque cantonale zurichoise. Cela devrait lui permettre de pousser à la hausse ses marges, qui ont déjà

Ensemble, allons de l'avant

Les meilleurs résultats sont rendus possibles lorsque tout est réuni. Une expérience grâce au passé, et un regard sur l'avenir. Diverses perspectives pour entrevoir toutes les possibilités. Nous avons une histoire tournée vers l'avenir et plus de 3 000 solutions dans le monde.

Allons de l'avant ensemble : www.invesco.com/ch/en/advance.html



DOSSIER

LA GUERRE QUI MENACE LE MONDE

L'invasion de l'Ukraine par la Russie a engendré un nouveau choc pour l'économie mondiale qui se remettait à peine de la pandémie. Quelle que soit l'issue du conflit, rien ne sera plus comme avant.

PAR BERTRAND BEAUTÉ

- 32. Les firmes suisses face à la guerre
- 42. Interview de Johann Reiter, CEO de Vetropack
- 48. Infographie : l'insolente résilience des marchés
- 50. Atterrissage brutal en vue pour l'économie
- 54. Infographie : la Russie, un géant des matières premières
- 56. Interview de Clive Burstow, Head of Global Resources chez Barings

Dans le brouillard de la guerre, il est difficile de faire des prévisions. Les économistes en sont réduits à dessiner des pistes de réflexion. Cinq scénarios sont envisagés : accord de paix négocié, effondrement de l'armée ukrainienne, défaite de la Russie, enlèvement du conflit et enfin, scénario du pire, un élargissement de la guerre à d'autres pays. La probabilité que l'une ou l'autre de ces hypothèses se réalise évolue au gré des nouvelles venues du champ de bataille, des confidences des services de renseignement et des maigres avancées diplomatiques.

Dans ses dernières prévisions, le Centre de recherches conjoncturelles (KOF) établit ainsi deux possibilités : une croissance économique pour la Suisse de 2,9% dans le cas du scénario favorable (la guerre reste limitée au deuxième trimestre 2022), mais de seulement 1% si le scénario défavorable advient (enlèvement de la guerre avec un arrêt complet de toutes les exportations russes d'énergie et de matières premières). « La guerre en Ukraine représente un risque

conjoncturel majeur, prévient Heiner Mikosch, économiste au KOF, dans un communiqué. Si cette guerre ainsi que les sanctions s'étendent et que les exportations de matières premières de la Russie vers l'Europe cessent, une forte récession frappera l'Europe. »

Malgré cette incertitude, tous les analystes s'accordent sur un point : « Si la situation reste très imprévisible et les perspectives extrêmement incertaines, le conflit a d'ores et déjà des conséquences économiques très graves », pour reprendre les mots de Kristalina Georgieva, directrice générale du FMI. Et ces conséquences seront durables : « Même si la guerre devait connaître une prochaine désescalade, tout ne redeviendrait pas comme avant », souligne Stéphane Monier, Chief Investment Officer chez Lombard Odier, dans une note publiée mi-mars par la banque. Les pays occidentaux ont en effet modifié radicalement leurs positions stratégiques en matière de défense et d'énergie. Par ailleurs, estime Stéphane Monier, « une partie des sanctions ne seront pas levées tant que M. Poutine restera au Kremlin ». ▲

LES FIRMES SUISSES FACE À LA GUERRE

Les conséquences économiques du conflit en Ukraine réservent des fortunes diverses aux entreprises helvétiques. Tour d'horizon.

PAR BERTRAND BEAUTÉ

Impact probable sur le chiffre d'affaires



Négatif



Modéré



Positif

Novartis

Une pharma engagée

Le géant des médicaments a cessé ses investissements en Russie, mais continue d'y livrer ses traitements pour le bien des patients.

« Novartis condamne la guerre en Ukraine. Cet acte de violence non provoqué nuit à des personnes innocentes. » Le géant pharmaceutique bâlois a clairement pris parti contre la Russie dans un communiqué publié le 4 mars. Si Novartis continue de livrer des médicaments au pays des tsars, l'entreprise y a suspendu ses investissements, ses activités promotionnelles et publicitaires, ainsi que le lancement de nouveaux essais cliniques. Elle possède un site de production à Saint-Petersbourg, qui compte près de 2000 employés. Par ailleurs, Novartis compte environ 500 salariés en Ukraine. Pour des raisons éthiques – les patients ont besoin de leurs médicaments partout dans le monde –, les sanctions occidentales ne visent pas l'industrie pharmaceutique, qui représente 52% des exportations suisses vers la Russie (voir l'infographie en p. 51). À l'instar de Novartis, les plus grands laboratoires mondiaux, comme Roche et Sanofi, continuent donc d'expédier leurs produits vers Moscou.

FONDATION
1976

SIÈGE
BÂLE (BS)

EFFECTIF
108'000

CHIFFRE D'AFFAIRES
2021
\$51,63 MRD

NOVN



KEYSTONE

Des ouvriers assemblent un wagon dans l'usine de Stadler Rail, située à Fanipol en Biélorussie, en 2014.

Stadler Rail

Un train de sanctions

Le constructeur de matériel ferroviaire thurgovien a commencé à délocaliser une partie de la production de son usine biélorusse vers la Pologne et la Suisse.

Mardi 15 mars, lors de la présentation de ses résultats annuels, le fabricant de trains Stadler Rail avait un flot de bonnes nouvelles à annoncer aux investisseurs : carnet de commandes plein à craquer (17,9 milliards de francs, en hausse de 11% sur un an), chiffre d'affaires réjouissant (3,6 milliards, en

hausse de 18%) et solide bénéfice (224 millions, en hausse de 6,2%). Mais ces résultats séduisants ont été occultés par l'actualité et, en particulier, par la présence décriée de Stadler Rail en Biélorussie – pays allié de Moscou et soumis à des sanctions internationales.

Le constructeur thurgovien possède en effet une usine à Fanipol, à une trentaine de kilomètres de la capitale, Minsk, qui emploie plus de 1000 personnes. Ouvert il y a une dizaine d'années dans un climat de « rapprochement politique », précise l'entreprise, ce site fabrique des trains et des trams principalement pour les pays de l'ex-URSS. Il contribue pour un peu moins de 10%

à la capacité totale de production de l'entreprise. Malgré la pression internationale, « Stadler n'abandonnera pas ses employés et conservera donc son usine », écrit la société dans son rapport annuel.

Néanmoins, la situation actuelle oblige le groupe à s'adapter, notamment parce que les sanctions internationales interdisent à Stadler d'envoyer des composants électroniques vers son usine. Le fabricant a mis en place un plan social sur son site biélorusse, dont une partie de la production est en train d'être relocalisée dans l'usine polonaise de Siedlce et en Suisse. De quoi retarder les livraisons à venir ? « Moins de 2% du carnet de com-

mandes de Stadler Rail, qui s'élève à 17,9 milliards de francs, est fabriqué localement, ce qui peut être encore réduit pour s'assurer que la production se fait dans les délais via une relocalisation », rassure l'entreprise dans son rapport annuel.

La société, qui ne possède aucune transaction en provenance de la Russie et de l'Ukraine dans son carnet de commandes, pourrait toutefois être impactée par le renchérissement des matières premières et l'inflation liés à la guerre. Au final, « l'impact financier ne peut pas encore être complètement évalué et dépend grandement de l'évolution de la situation », conclut le groupe dans son rapport annuel.

FONDATION
1942

SIÈGE
BUSSNANG (TG)

EFFECTIF
13'000

CHIFFRE D'AFFAIRES
2021
CHF 3,6 MRD

SRIL



Kühne+Nagel

Un navire dans la tempête

Le géant de la logistique a interrompu ses livraisons de marchandises vers et depuis la Russie.

Ports russes non desservis, centaines de bateaux bloqués en mer Noire, interdiction du survol de la Russie, flambée des prix du carburant... Les répercussions du conflit sont nombreuses et perturbent l'ensemble du transport mondial de marchandises. Actif dans la logistique pour le transport aérien, maritime, ferroviaire et routier, le géant suisse Kühne+Nagel, qui a réalisé une année 2021 record, se montre très prudent pour 2022. « Jusqu'à présent, les perspectives étaient favorables, a expliqué Detlef Trefzger, CEO de Kühne+Nagel, lors de la présentation des résultats annuels de l'entreprise le 2 mars. Mais les actes de guerre de la Russie ont mis en lumière la nature imprévisible de la géopolitique, dont les effets sur le développement économique ne peuvent encore être évalués. »

À l'instar du danois Maersk, leader mondial du fret maritime, Kühne+Nagel a annoncé qu'il suspendait toutes ses opérations en Ukraine, ainsi que

le transport de et vers la Russie, sauf pour les produits pharmaceutiques, médicaux et humanitaires. Si Kühne+Nagel n'a pas donné de chiffres précis, on sait que pour son concurrent français CMA CGM, par exemple, l'activité en Russie, en Ukraine et en Biélorussie représente environ 600'000 conteneurs EVP (équivalent 20 pieds) par an, soit 2% de son chiffre d'affaires annuel.

Mais les conséquences dépassent les frontières de ces pays. « La fermeture des couloirs aériens au-dessus de la Russie et de l'Ukraine et l'interdiction faite aux avions russes d'accéder aux espaces aériens nord-américain et européen ont entraîné des restrictions de capacité et un allongement des délais de livraison, certains vols long-courrier, en particulier dans l'hémisphère eurasiatique, augmentant de trois heures », souligne Kühne+Nagel. La compagnie a par ailleurs dû cesser d'accepter les réservations pour les transports ferroviaires (Eurasia Express) à destination et

en provenance de l'Europe, car ces transports passent par la Fédération de Russie.

Dans le domaine maritime, le conflit en Ukraine risque en outre de créer des pénuries de main-d'œuvre, a alerté le 11 mars l'International Chamber of Shipping (ICS), qui représente 80% de la flotte marchande mondiale. En effet, 14,5% des marins de la marine marchande mondiale, soit 1,89 million de personnes, sont soit Ukrainiens, soit Russes. Or une partie de ces professionnels, bloqués dans leurs pays respectifs, ne peut plus travailler. De quoi freiner l'économie mondiale : 90% des marchandises sont en effet acheminées par la mer. Pour le moment, la crise n'a, en revanche, pas suscité un envol des prix du transport. Selon l'indice Freightos Baltic, le prix moyen pour le transport d'un conteneur de 20 pieds sur les principales routes maritimes s'élève aujourd'hui à 9300 dollars. C'est six fois plus qu'en 2020, mais au même niveau qu'en janvier 2022.

FONDATION
1890

SIÈGE
SCHINDELLEGI (SZ)

EFFECTIF
78'000

CHIFFRE D'AFFAIRES
2021
CHF 32,8 MRD

KNIN

Le fret maritime est affecté par l'envolée du prix des carburants, les sanctions commerciales et une possible pénurie de marins liée à la guerre. Ici, le terminal à conteneurs Altenwerder, à Hambourg, l'un des ports où opère Kühne+Nagel.

Glencore

Un moral d'acier

Le géant du négoce et de l'extraction bénéficie de la flambée du cours des matières premières.

Depuis le 24 février, jour de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, le titre de Glencore s'est apprécié de près de 25%. Il faut dire que le plus grand groupe de négoce au monde exploite des mines de cobalt, de nickel ou encore d'aluminium – métaux dont les cours se sont envolés depuis le début du conflit (voir l'infographie en p. 54). De quoi booster les bénéfices de l'entreprise, d'autant que le géant zougois ne possède pas de mines en Russie ou en Ukraine qui pourraient être menacées par le conflit. « Glencore n'a pas d'empreinte opérationnelle en Russie et notre exposition commerciale n'est pas significative », écrit le groupe dans un communiqué publié le 1^{er} mars.

Subsistent néanmoins quelques zones d'ombre : la société suisse reste un gros négociant de l'aluminium produit par la société Rusal,

et elle négocie d'autres matières premières russes, en particulier du pétrole. Glencore possède par ailleurs 10,55% du producteur d'aluminium En+ et 0,57% du pétrolier Rosneft – deux groupes russes sous pression en raison des sanctions internationales. « Nous réexaminons toutes nos activités dans le pays, y compris nos participations dans En+ et Rosneft », précise le groupe. Le 28 février dernier, la valeur de ces participations s'élevait à 645 millions de dollars pour En+ et 183 millions de dollars pour Rosneft. Elles semblent désormais difficiles à vendre : depuis le 3 mars, la cotation de ces deux entreprises est suspendue sur le London Stock Exchange.

FONDATION
1974

SIÈGE
BAAR (ZG)

EFFECTIF
135'000

CHIFFRE D'AFFAIRES
2021
CHF 203,8 MRD

GLEN

En raison notamment de la guerre en Ukraine, les cours du cuivre atteignent des sommets. Ici, une exploitation de cuivre de Glencore, à Altonorte au Chili.



Un ouvrier travaille dans l'une des usines de la firme Komax.



Komax

Une demande en hausse

Ce fournisseur incontournable de l'industrie automobile bénéficie indirectement de l'arrêt des usines ukrainiennes.

L'an dernier, l'équivalent de 760 millions d'euros de câbles électriques destinés notamment au secteur de l'aéronautique et au marché automobile européen ont été fabriqués en Ukraine, selon l'association des équipementiers automobiles européens (Clepa). Ce type de composant est crucial pour l'industrie. À titre d'exemple, une limousine telle que la Porsche Panamera contient

plusieurs kilomètres de faisceaux de câbles. Problème : la guerre a mis de nombreuses usines ukrainiennes à l'arrêt, tarissant la principale source européenne de câbles.

Cette situation profite indirectement à la firme lucernoise Komax, leader mondial des machines permettant le sertissage, la découpe et le test de câbles électriques (un marché appelé « wire processing »). En effet, pour les fabricants de câbles fortement implantés en Ukraine, il y a urgence à se doter de nouvelles machines afin d'augmenter leur production sur d'autres sites. Quelques jours avant

Alcon

Un œil sur le conflit

Le spécialiste genevois des dispositifs ophtalmiques poursuit ses activités en Russie.

À l'heure d'écrire ces lignes, le géant genevo-texan des dispositifs ophtalmiques Alcon ne s'est pas prononcé officiellement sur les conséquences de la guerre sur ses affaires. Tout juste sait-on que l'entreprise possède un site de production de lentilles pour la chirurgie de la cataracte à Zelenograd, près de Moscou, ainsi qu'un site en Ukraine. Comme le reste de l'industrie pharmaceutique, Alcon devrait maintenir ses activités dans ces pays, pour des raisons éthiques.

FONDATION
1945

SIÈGE
VERNIER (GE)

EFFECTIF
24'000

CHIFFRE D'AFFAIRES
2021
\$8,29 MRD

ALC

le début de la guerre, l'irlandais Aptiv a par exemple déplacé sa production de câbles vers la Pologne, la Roumanie et la Serbie. « La situation actuelle en Ukraine entraîne une forte demande de machines de remplacement de la part des clients », confirme Komax dans un communiqué publié le 15 mars, précisant que, pour cette raison, « il n'est actuellement pas possible de faire une prévision quantitative pour l'exercice 2022 ».

FONDATION
1975

SIÈGE
DIERIKON (LU)

EFFECTIF
2120

CHIFFRE D'AFFAIRES
2021
CHF 421 MID

KOMN

INTERVIEW

« Pas d'alternative aux actions »

Alors que de nombreux voyants sont au rouge, la valorisation des actions a progressé depuis le début de la guerre. L'avis des spécialistes.

PAR BERTRAND BEAUTÉ

Un petit mois. C'est le temps qu'il a fallu au SMI – l'indice phare de la Bourse suisse qui regroupe les 20 plus grosses capitalisations helvètes – pour digérer le déclenchement de la guerre en Ukraine. Le 23 mars, il dépassait déjà les 12'000 points, soit une hausse de quelque 2% par rapport à sa valeur du 23 février, veille de l'invasion russe en Ukraine. La plupart des indices européens et américains ont également recouvré leur niveau d'avant-crise, avec un petit temps de retard sur le SMI. Une tendance durable ? Les experts consultés pour ce numéro répondent.

Comment expliquer que les actions continuent de progresser dans un contexte incertain, marqué par l'inflation et la guerre en Ukraine ?

« Le rendement des obligations d'État, qui sont habituellement des valeurs refuges en période de crise, était très bas ces dernières années en Europe et aux États-Unis. Résultat : ils offrent moins de qualité de valeur refuge aujourd'hui que lors des cycles précédents. À titre d'exemple, les rendements des obligations des États-Unis sur dix ans sont actuellement de 2,36%, ce qui, compte tenu de l'inflation, correspond à une perte réelle pour les investisseurs à l'échéance, répond Alan Mudie, Chief Investment Officer chez Woodman Asset Management. Dans ce contexte, même si les

actions sont risquées, elles sont privilégiées par les investisseurs faute d'autres solutions. En d'autres termes, c'est l'acronyme bien connu TINA, « There Is No Alternative », qui explique en partie la hausse du marché des actions. »

La hausse va-t-elle se poursuivre ?

« Si l'inflation diminue et que les banques centrales continuent d'augmenter leurs taux, les obligations d'État de bonne qualité pourraient redevenir intéressantes à terme », estime Mabrouk Chetouane, Head of Global Market Strategy, chez Natixis Investment Managers. En outre, les actions pourraient être pénalisées si la récession s'installe : « Il n'est pas certain que la croissance mondiale soit suffisante pour tirer les valorisations vers le haut en 2022 », souligne Hubert Lemoine, directeur des investissements chez Schelcher Prince Gestion.

Faut-il privilégier les actions suisses ?

« En période de crise, la Bourse suisse représente par sa qualité une place défensive qui sert de refuge aux investisseurs, répond Eleanor Taylor Jolidon, coresponsable actions suisses et mondiales à l'Union Bancaire Privée (UBP). Cela explique en partie pourquoi les actions suisses ont mieux résisté au déclenchement de la guerre que leurs homologues européennes. Géographiquement éloignés du conflit, les titres amé-

ricains ont également été moins impactés. »

Quelle gestion adopter ?

« Les indices comme le SMI masquent les différences, particulièrement pendant cette période de crise durant laquelle la disparité de performance entre chaque action est importante, souligne Eleanor Taylor Jolidon. Les investisseurs devraient donc se détourner des indices pour adopter une gestion active. Il faut regarder chaque titre en fonction de sa qualité, de sa dépendance aux matières premières, de sa capacité à répercuter la hausse des prix, de son exposition au marché russe, etc. » À titre d'exemple, l'action du groupe pharmaceutique Roche s'est appréciée de près de 15% entre le 23 février, veille de l'invasion, et le 15 avril, alors que celle de Geberit a plongé de 6,5% sur la même période.

Quels secteurs privilégier ?

« On imagine que cette crise va pousser l'Europe à réinvestir, notamment dans les secteurs de la défense et de l'énergie, relève Hubert Lemoine. De ce point de vue, la guerre a constitué un soutien aux valeurs actives dans les énergies renouvelables (ENR). On peut en effet imaginer que la crise actuelle constitue un accélérateur de la transition énergétique, voire un virage inexorable vers les ENR. Mais le solaire et l'éolien ne suffiront pas. D'autres secteurs, comme le nucléaire, l'hydrogène vert et le gaz naturel liquéfié vont en profiter également. »

Zurich Insurance

Un logo siglé d'un Z

Si l'exposition de l'assureur au marché russe est faible, il a été touché par les effets indirects de la guerre.

L'histoire pourrait faire sourire, si elle n'était liée au conflit meurtrier qui se joue en Ukraine. Dimanche 27 mars, Zurich Insurance a annoncé retirer temporairement son logo des réseaux sociaux – un Z blanc sur fond bleu – pour ne pas être suspecté de soutenir Moscou. Il faut dire que la lettre Z, apposée sur les véhicules militaires russes utilisés dans le conflit, est devenue depuis l'emblème du soutien aux forces armées de la Fédération de Russie.

Au-delà de cette anecdote, l'assureur suisse semble peu exposé au marché russe. En 2014, l'entreprise avait vendu une partie de ses activités destinées aux clients privés en Russie à OLMA Group et s'est retirée en 2021 du projet gazoduc Nord Stream 2. L'assureur, qui conserve une clientèle d'entreprises en Russie, affirme agir « rapidement pour assurer être en conformité totale avec le régime de sanctions

en évolution, quelles que soient les complications opérationnelles et les implications financières ». Si Zurich Insurance ne donne pas de chiffres précis, le français Axa et le suisse SwissLife ont souligné que leur exposition aux marchés russes était minime, respectivement de 200 millions d'euros et 60 millions de francs.

Néanmoins, la plupart des assureurs pourraient subir les conséquences indirectes du conflit, notamment en raison de leur clientèle d'entreprises des domaines de l'aviation ou de la marine, secteurs impactés par les sanctions internationales. À titre d'exemple, l'assureur Lloyd's of London, dont seulement 1% du chiffre d'affaires dépend directement de l'Ukraine et de la Russie, estime ainsi que la guerre aura des conséquences « majeures » sur l'industrie de l'assurance dont il est « difficile d'évaluer l'impact financier complet à ce stade précoce ».

FONDATION
1872

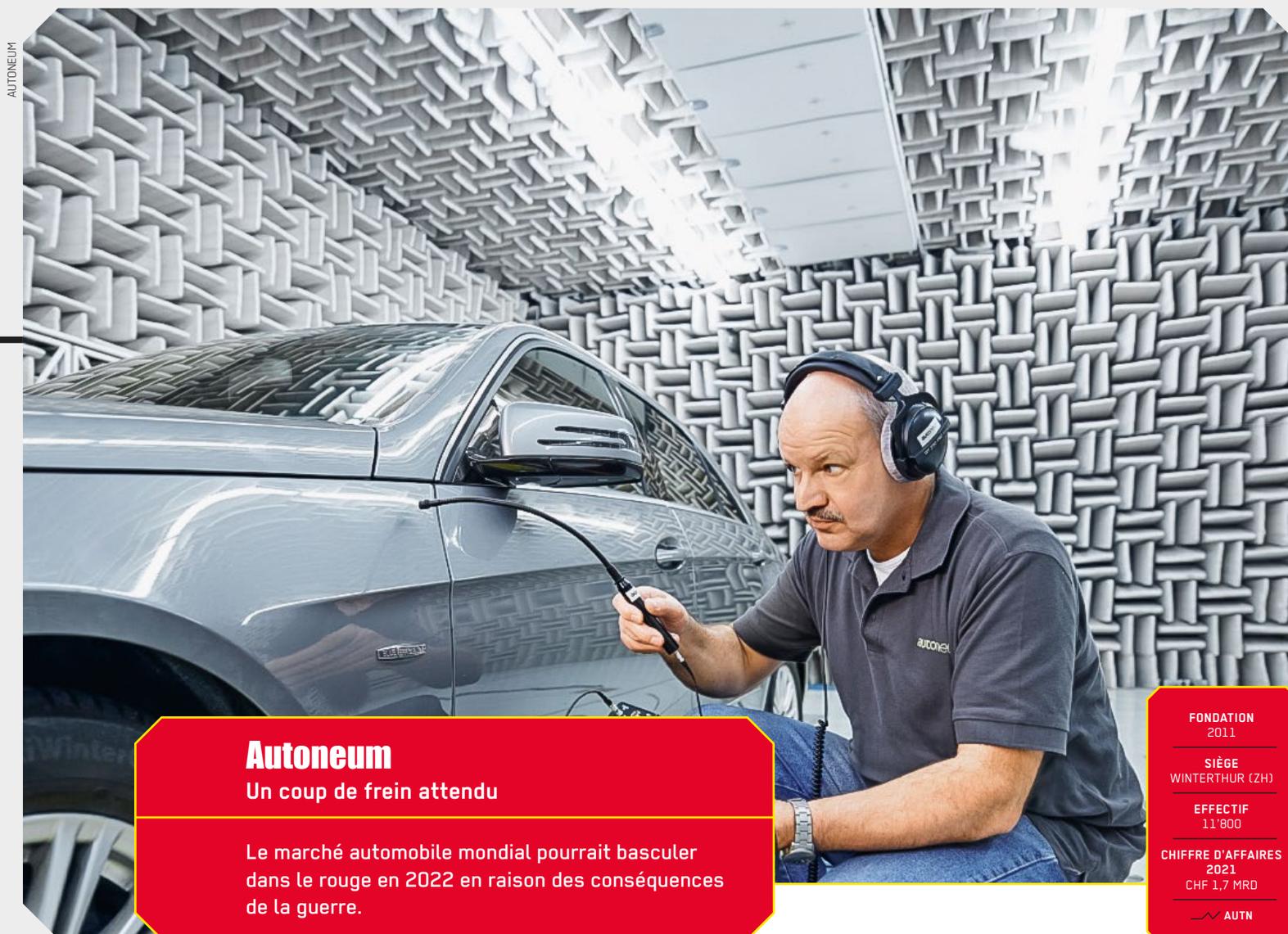
SIÈGE
ZURICH (ZH)

EFFECTIF
56'000

CHIFFRE D'AFFAIRES
2021
CHF 70,07 MRD

ZURN

Un ouvrier de l'équipementier Autoneum, spécialiste de l'isolation acoustique et thermique des voitures, mesure le bruit extérieur d'un véhicule.



Autoneum

Un coup de frein attendu

Le marché automobile mondial pourrait basculer dans le rouge en 2022 en raison des conséquences de la guerre.

FONDATION
2011

SIÈGE
WINTERTHUR (ZH)

EFFECTIF
11'800

CHIFFRE D'AFFAIRES
2021
CHF 1,7 MRD

AUTN

ABB

Une décision rapide

Le groupe d'ingénierie et d'automation zurichois a été parmi les premiers à cesser ses activités en Russie.

« En raison de perturbations de la chaîne d'approvisionnement et d'autres aspects logistiques, ABB a temporairement interrompu la prise de nouvelles commandes et toute activité opérationnelle en provenance et à destination de la Russie, de l'Ukraine et de la Biélorussie. » Dès le mercredi 2 mars, la firme zurichoise annonçait à la plateforme Swissinfo son retrait de ces différents marchés, devenant l'un des premiers industriels à réagir officiellement. L'entreprise possède deux sites de production en Russie, qui contribuent à hauteur de 1 à 2% à ses revenus, ainsi que deux succursales en Ukraine, à Kiev et Lviv.

FONDATION
1988

SIÈGE
ZURICH (ZH)

EFFECTIF
105'000

CHIFFRE D'AFFAIRES
2021
\$28,9 MRD

ABB

Dans son rapport annuel, publié le 2 mars, l'équipementier suisse Autoneum dit s'attendre à ce que le marché automobile augmente de 9% en 2022 par rapport à 2021 et que, par conséquent, son chiffre d'affaires progresse dans les mêmes proportions. Problème : ces prévisions ont été réalisées début février, avant l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Tiennent-elles encore aujourd'hui ? « Les sous-traitants de l'industrie automobile sont dépendants à 100% des ventes des constructeurs, rappelle Eleanor Taylor Jolidon, coresponsable actions suisses et mondiales à l'Union Bancaire Privée (UBP). Or la crise

ukrainienne risque de peser sur les ventes, qui étaient déjà basses depuis le début de l'année en raison de la pénurie de composants. »

À titre d'exemple, Autoneum est un fournisseur de Renault qui a dû quitter en catastrophe la Russie en mars. Le groupe français y possède trois usines d'assemblage, où sont fabriquées 500'000 voitures par an. Le spécialiste suisse de l'isolation acoustique et thermique des voitures a également pour clients les groupes allemands Volkswagen et BMW, qui ont déjà dû stopper temporairement certains de leurs sites de production en raison de ruptures d'appro-

visionnement de câbles provenant d'Ukraine. Selon une note du cabinet Standard & Poor's (S&P), publiée le 22 mars, les ventes mondiales de véhicules devraient baisser de 2% en 2022, contre une augmentation de 4 à 6% prévue avant la guerre.

Par ailleurs, Autoneum possède un site de production en Russie à Riazan, à 200 kilomètres de Moscou, dont le fonctionnement pourrait être perturbé par les sanctions internationales. « Pour le moment, l'impact de la crise en Ukraine sur nos affaires ne peut pas être estimé », conclut Autoneum dans son rapport annuel.

Clariant

Un labo arrêté net

Le groupe de chimie bâlois doit composer avec la hausse des prix de l'énergie.

Clariant, l'un des leaders mondiaux dans le domaine des produits chimiques et des pigments pour le textile, a annoncé le 4 mars suspendre avec effet immédiat toutes ses activités en Russie. Cela inclut un bureau de ventes et un laboratoire à Moscou, qui contribuent à hauteur de 2% au chiffre d'affaires de l'entreprise. Clariant possède également un site de production de catalyseurs dans la région ukrainienne de Louhansk, où les combats font rage, qui emploie 146 salariés. Au-delà de ses activités directement perturbées

par la guerre, l'entreprise suisse doit également s'adapter à la hausse des prix de l'énergie. L'industrie chimique est en effet l'une des plus énergivores, car elle utilise le gaz et le pétrole à la fois comme sources d'énergie et comme matières premières. En décembre 2021 déjà, Clariant avait dû relever ses tarifs de 25 à 35% dans la zone EMEA (Europe, Moyen-Orient et Afrique), afin de prendre en compte la hausse des coûts des matières premières, de l'énergie et du transport.

FONDATION
1995

SIÈGE
MUTTENZ (BL)

EFFECTIF
18'000

CHIFFRE D'AFFAIRES
2021
CHF 4,37 MRD

CLN

Bucher

Un agriculteur préservé

La guerre en Ukraine a des répercussions sur l'ensemble du monde agricole, avec une flambée du prix des céréales et des engrais.

Lors de la présentation des résultats annuels début mars, la direction du fabricant de machines agricoles Bucher Industries s'est voulue rassurante: le conflit en Ukraine ne constitue pas une menace directe pour la santé financière de l'entreprise. L'an dernier, Bucher a totalisé 70 millions de francs de ventes en Russie et en Ukraine, sur un chiffre d'affaires de 3,2 milliards. La société possède une unité de production et de montage en Russie qui emploie 140 collaborateurs et un centre de distribution en Ukraine où travaillent une trentaine d'employés.

Néanmoins, si elle est peu touchée directement par le conflit, l'entreprise

zurichoise pourrait subir des effets à long terme de la crise. En effet, le monde agricole dans son ensemble est frappé par l'envolée du prix de l'énergie et des engrais. « En 2021, la Russie était le premier exportateur d'engrais azotés et le deuxième fournisseur d'engrais potassiques et phosphorés », rappelle l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Avec leurs marges rognées par les hausses de prix, les agriculteurs pourraient reporter l'achat de matériel agricole, ce qui risque de peser sur les affaires de Bucher.

FONDATION
1807

SIÈGE
NIEDERWENINGEN
(ZH)

EFFECTIF
13'000

CHIFFRE D'AFFAIRES
2021
CHF 3,18 MRD

BUCH

Un ouvrier contrôle la qualité des modules solaires dans le laboratoire d'essai de Meyer Burger, à Freiberg en Allemagne.



Meyer Burger

Une place au soleil

Le spécialiste bernois des modules solaires devrait bénéficier de la forte demande pour les énergies renouvelables.

Depuis le début de la crise, tous les compteurs s'affolent dans l'énergie. Le prix du baril de pétrole s'est durablement installé au-dessus de la barre symbolique des 100 dollars (avec des pics proches des 140) et le gaz atteint des niveaux exorbitants sur les marchés. « La guerre en Ukraine a mis en lumière la dépendance forte de l'Europe au pétrole et au gaz russes, souligne Hubert Lemoine, directeur des investissements chez Schelcher Prince Gestion. Les pays de la zone euro importent 40% de leur gaz de Russie – un chiffre qui grimpe à près de 60% dans le cas de l'Allemagne. »

Depuis le début du conflit, l'Europe tente donc de se débarrasser de cette encombrante dépendance. Et une partie de la solution viendra des énergies renouvelables. Les investisseurs ne s'y sont d'ailleurs pas trompés. « Les actions des spécialistes des énergies renouvelables ont été les premières à profiter de la crise », poursuit Hubert Lemoine. Le titre du chinois JinkoSolar, plus grand fabricant mondial de panneaux solaires, est par exemple passé de 40 dollars le 23 février – un jour avant l'invasion

– à 50 dollars le 28, soit une hausse de 25% en cinq jours. Sur la même période, le spécialiste danois des parcs éoliens offshore Orsted a vu sa valeur bondir de 30%.

Même le spécialiste suisse des modules solaires Meyer Burger, dont les résultats financiers inquiètent, a connu un sursaut notable. Son titre s'est envolé de 25% entre le 23 et le 28 février, alors même que le groupe bernois, en pleine restructuration, s'enfonce dans les chiffres rouges. L'an dernier, le chiffre d'affaires de l'entreprise a été divisé par deux, tandis que les pertes nettes se sont creusées, passant de 64,5 millions en 2020 à 100,5 millions de francs. Meyer Burger pourrait néanmoins renouer avec les chiffres noirs: « Avec la crise ukrainienne, le secteur solaire est considéré comme une nécessité stratégique pour réduire considérablement la dépendance aux combustibles fossiles. Le secteur bénéficie du soutien croissant des politiques de l'Union européenne et des États-Unis (...), écrit l'entreprise dans son rapport annuel. Par conséquent, Meyer Burger bénéficie d'un fort vent arrière. »

FONDATION
1953

SIÈGE
GWATT (BE)

EFFECTIF
800

CHIFFRE D'AFFAIRES
2021
CHF 39,9 MIO

MBTN

Un chasse-neige de la firme Bucher. L'entreprise suisse a totalisé 70 millions de francs de ventes en Russie en 2021.



INTERVIEW

Vetropack, une usine sous les bombes

Le site ukrainien du fabricant suisse d'emballages en verre a été fortement endommagé par les combats. Johann Reiter, CEO du groupe, s'est confié à Swissquote Magazine.

PAR LUDDOVIC CHAPPEX

Gostomel. Il y a encore quelques mois, peu de personnes connaissaient cette ville de 18'000 habitants, située dans l'oblast de Kiev. Et puis la guerre a éclaté. Ce point d'accès géostratégique vers la capitale, abritant de surcroît une base militaire, a été l'un des premiers objectifs visés lors de l'invasion de l'Ukraine par les forces russes le 24 février. Les destructions ont été énormes. Parmi les sites touchés, l'usine de Vetropack, qui fabrique des emballages en verre pour l'industrie des aliments et des boissons, a été fortement endommagée, empêchant une reprise prochaine de la production. Heureusement, l'entreprise suisse avait pris soin de mettre son usine à l'arrêt dès les premières heures du conflit.

Et Vetropack n'en a peut-être pas fini avec la guerre. La firme fondée en 1911 possède également un site de production à Chişinău, la capitale de la République de Moldavie, où travaillent 500 personnes. Or ce pays abrite dans sa partie orientale la Transnistrie, un territoire séparatiste prorusse. En cas de dégradation de la situation dans la région, Vetropack dit se tenir prêt à suspendre la production. Les explications du CEO Johann Reiter.

Comment évolue la situation sur votre site ukrainien de Gostomel depuis le bombardement du 24 février ?

L'usine est toujours à l'arrêt. Il n'y a pas de changement, hormis le fait que les troupes russes ont officiellement quitté la région. Depuis le début de la crise, l'aspect le plus important pour nous est d'assurer la sécurité de nos employés. C'est la priorité absolue. Grâce à Dieu, nous avons pu évacuer l'usine avant les frappes et personne n'a été tué.



« Malheureusement, il n'existe aucune assurance couvrant des dégâts causés par la guerre »

Nous sommes évidemment en contact quotidien avec notre management en Ukraine qui nous tient informés de la situation. Nous allons pouvoir commencer à évaluer l'étendue exacte des dommages dans l'usine, mais nous n'en sommes qu'au début de ce processus.

Dans quelles proportions vos affaires sont-elles affectées par la mise à l'arrêt de cette usine ?

La production de ce site représente environ 10% de notre chiffre d'affaires. La majeure partie se destine au marché ukrainien, le reste à d'autres pays européens.

Est-ce que vous disposez d'une assurance permettant de couvrir ces dommages ?

Non, malheureusement. Il n'existe aucune assurance couvrant des dégâts causés par des bombardements en temps de guerre.

Les autorités politiques suisses pourraient-elles vous soutenir financièrement, étant donné le caractère exceptionnel de votre situation ? Dans la zone euro, des aides aux entreprises les plus touchées sont évoquées.

Nous entretenons tous les contacts possibles dans cette perspective. Mais il est prématuré d'en parler à ce stade.

Vous disposez également d'une usine en Moldavie. Est-ce que le retrait des troupes russes de l'Ouest de l'Ukraine est de nature à vous rassurer ?

Nous estimons en effet qu'il n'existe pas de gros risques actuellement.

L'usine que le groupe Vetropack exploite dans la banlieue de Kiev, photographiée ici avant l'invasion russe, a été endommagée par un bombardement.



VETROPACK

FONDATION
1911SIÈGE
SAINT-PREX (VD)EFFECTIF
3900CHIFFRE D'AFFAIRES
2021
CHF 816,5 MIO

VETN

Notre usine moldave continue de produire au maximum de ses capacités. Mais la situation peut changer très vite, comme nous l'avons constaté depuis le début de cette crise. Nous sommes donc préparés à toute éventualité.

Comment faites-vous face à l'augmentation des coûts de l'énergie, qui impacte fortement votre secteur d'activité ?

Il s'agit effectivement d'un facteur déterminant dans notre industrie, mais c'est aussi le cas dans les secteurs de l'acier ou de l'aluminium, par exemple. Il faut relever que l'augmentation des prix n'est

pas liée uniquement au conflit, mais qu'elle a déjà débuté l'an dernier. Nous expliquons au mieux à nos clients cette situation. Nous avons ainsi adapté notre modèle : nos prix ne sont plus fixés annuellement mais de façon trimestrielle ou mensuelle, en fonction de la variation des coûts de l'énergie.

Toutes ces raisons ont conduit plusieurs analystes financiers à abaisser sensiblement leur objectif de cours de l'action Vetropack. Une réaction ?

J'attire l'attention des analystes et de nos actionnaires sur le fait que nous sommes présents dans notre

secteur d'activité depuis plus de cent dix ans et que nos comptes sont solides, mais aussi que les perspectives à moyen-long terme pour le marché des emballages en verre s'avèrent très prometteuses. Il s'agit d'un matériau écologique d'avenir. Du reste, 55% de notre matière première est constituée de verre usagé recyclé. Nous sommes aujourd'hui pleinement concentrés sur le futur du groupe, comme en atteste la construction en cours d'un nouveau site de production en Italie, à Boffalora sopra Ticino, à proximité de Milan. Cette usine sera à la pointe en matière de développement durable et d'économie circulaire.

Geberit

Un cordon sanitaire

Le leader mondial des installations sanitaires a arrêté la production de son usine en Ukraine.

Dans un communiqué lapidaire de quatre lignes, le spécialiste des sanitaires Geberit a annoncé le 25 mars qu'il suspendait ses activités en Russie, s'abstenant de mentionner les motivations de sa décision. L'entreprise emploie 70 personnes dans le pays, qui continueront à être payés. Le groupe dispose par ailleurs d'une usine de céramique en Ukraine à Slavouta, à environ 300 kilomètres à l'ouest de Kiev, où travaillent 550 personnes. En raison du conflit, la production y est arrêtée depuis fin février. Geberit emploie aussi une quarantaine de personnes dans son bureau de représentation à Kiev. Au total, la société réalisait environ 2% de ses ventes en Ukraine et en Russie en 2021.



GEBERIT

FONDATION
1874

SIÈGE
RAPPERSWIL-JONA
(SG)

EFFECTIF
12'000

CHIFFRE D'AFFAIRES
2021
CHF 3,5 MRD

— GEBN

Une usine de Geberit, à Bromölla, en Suède. Le spécialiste des sanitaires a suspendu ses activités en Russie.

Burckhardt

Un gaz rare

Le spécialiste des compresseurs bénéficie de l'augmentation de l'utilisation de gaz liquéfié en Europe.

FONDATION
1844

SIÈGE
WINTERTHOUR (ZH)

EFFECTIF
2500

CHIFFRE D'AFFAIRES
2021
CHF 658,6 MRD

— BCHN

Le 14 mars, la société Burckhardt Compression a annoncé cesser avec effet immédiat ses ventes en Russie, qui représentaient entre 2 et 5% de son chiffre d'affaires. Pourtant, « les changements qui se dessinent nous offrent des opportunités », estime le CEO de Burckhardt Compression, Marcel Pawlicek, dans un entretien avec *Finanz und Wirtschaft*. En effet, depuis que l'Europe veut réduire sa dépendance au gaz naturel russe, elle lorgne sur le gaz naturel liquéfié (GNL) américain. Et c'est là que Burckhardt Compression intervient: les compresseurs à piston de l'entreprise sont effect utilisés lors de la liquéfaction du gaz, puis lors de son retour à un état gazeux. Après avoir doublé leurs livraisons ces derniers mois, les États-Unis ont promis de fournir 15 milliards de mètres cubes supplémentaires de GNL à l'Europe en 2022, ce qui augmentera la demande pour les compresseurs à piston de Burckhardt. Par ailleurs, l'entreprise suisse bénéficie également de l'essor de l'hydrogène vert, dont la production nécessite aussi l'utilisation de compresseurs.



Des manifestants brandissent une pancarte contre le géant suisse de l'agroalimentaire, lors d'une manifestation de soutien à l'Ukraine le 19 mars à Berne.

FABRICE COFFRINI / AFP

Nestlé

Un hashtag qui fait tâche

Sous la pression des réseaux sociaux, le géant de l'alimentation a dû réduire sa gamme de produits vendus en Russie.

À l'instar d'autres géants de l'alimentaire comme Danone ou Burger King, la multinationale veveysane a d'abord réagi avec retenue à l'invasion de l'Ukraine, se contentant de stopper ses activités publicitaires et ses investissements en Russie, ainsi qu'en cessant l'exportation de certains produits comme les capsules Nespresso. Des actions trop timides pour Volodymyr Zelensky, qui s'est fendu d'une réaction courroucée: « Bien manger. Bien vivre », c'est le slogan de Nestlé, votre compagnie qui refuse de quitter la Russie, a fustigé le président ukrainien le 20 mars, dans une vidéo adressée au peuple suisse. « Les affaires marchent en

Russie même quand nos enfants meurent et que nos villes sont démolies. » Sur les réseaux sociaux le hashtag « #boycottnestlé » s'est très vite propagé, à grand renfort d'images marketing détournées de l'entreprise, tel le logo de la marque maculé de sang ou arborant le Z symbole des troupes russes participant à l'invasion.

Afin de calmer cette fronde, Nestlé est sorti de son silence via un communiqué publié le 23 mars, clarifiant sa position. « Alors que la guerre fait rage en Ukraine, nos activités en Russie se concentreront sur la fourniture d'aliments essentiels, tels que les aliments pour nourrissons et la nutrition médicale/hospitalière, et non sur la réalisation de bénéfices, écrit la multinationale. Cette approche est conforme à notre objectif et à nos valeurs. Elle défend le principe de la garantie du droit fondamental

à l'alimentation. » Nestlé précise avoir suspendu en Russie la vente d'autres marques emblématiques, comme KitKat et Nesquik.

Au total, la multinationale suisse compte plus de 7000 employés en Russie et y possède six usines, dont une située à Perm (production de KitKat notamment), une autre à Samara (transformation de fèves de cacao), et une dernière à Timachiovsk (Nescafé). L'an dernier, Nestlé a réalisé 1,7 milliard de ventes dans ce pays, soit moins de 2% de son chiffre d'affaires qui s'élève à 87,1 milliards de francs. Le groupe possède également trois sites en Ukraine, dédiés à la production de plats cuisinés, de confiseries et de boissons, où 5800 employés opèrent.

FONDATION
1866

SIÈGE
VEVEY (VD)

EFFECTIF
273'000

CHIFFRE D'AFFAIRES
2021
CHF 87,1 MRD

— NESN

Holcim

Un cimentier sur le départ

Le premier producteur mondial de ciment doit faire face à la hausse des prix de l'énergie.

Fin mars, le numéro un mondial du ciment a finalement annoncé « entamer le processus de retrait du marché russe », où il exploite trois cimenteries, ainsi que trois carrières, et emploie plus de 1000 personnes. Un changement de cap pour la multinationale zougnoise qui assurait quelques semaines auparavant vouloir maintenir ses activités dans le plus grand pays du monde où l'entreprise a investi plus d'un milliard de francs ces dix dernières années. Si l'exposition directe à la Russie et à l'Ukraine d'Holcim ne dépasse pas 1% de ses ventes, le fabricant doit par ailleurs faire face à la hausse des prix de l'énergie et des matières premières – la fabrication du ciment étant particulièrement énergivore. En 2021, déjà, les fabricants de matériaux de construction avaient subi une inflation énergétique comprise entre 24 et 35%, selon les données de Morningstar. Jusqu'ici, Holcim a pu préserver sa marge bénéficiaire, grâce à la mise en place de tarifs plus élevés.

En effet, grâce au boom de la construction, la demande mondiale reste forte, permettant pour le moment aux cimentiers de répercuter 100% de l'inflation de leurs coûts. À terme, la situation va avantager les acteurs qui développent de nouveaux ciments verts moins énergivores, à l'image du béton EvopactZero, lancé par Holcim en 2020, ou du FutureCem développé par l'italien Cementir.

FONDATION
1912

SIÈGE
ZOUG (ZG)

EFFECTIF
70'000

CHIFFRE D'AFFAIRES
2021
CHF 26,8 MRD

HOLN

Swatch

Une montre bloquée

Le secteur du luxe a dû prendre ses distances avec la Russie, un marché qui représente 1 à 2% du chiffre d'affaires de cette industrie.

L'horloger biennois, propriétaire de 17 marques dont Breguet et Blancpain, a interrompu toutes ses exportations vers la Russie. Si le

groupe – de nature plutôt discrète – ne donne aucun chiffre sur l'impact de cette mesure sur ses comptes, la banque UBS estime que Swatch réalise 2 à 3% de ses ventes en Russie. Swatch n'est pas seul dans ce cas : depuis le début de la guerre, la plupart des marques de luxe ont quitté le pays des tsars, à l'instar du groupe genevois Richemont, ou des français LVMH, Kering et Hermès. Si la Russie peut apparaître comme une terre de

prédilection pour le luxe, elle ne représente en réalité qu'une part réduite du chiffre d'affaires du secteur : à peine 1 à 2%, selon les experts, loin derrière la Chine, principal moteur de cette industrie.

FONDATION
1983

SIÈGE
BIENNE (BE)

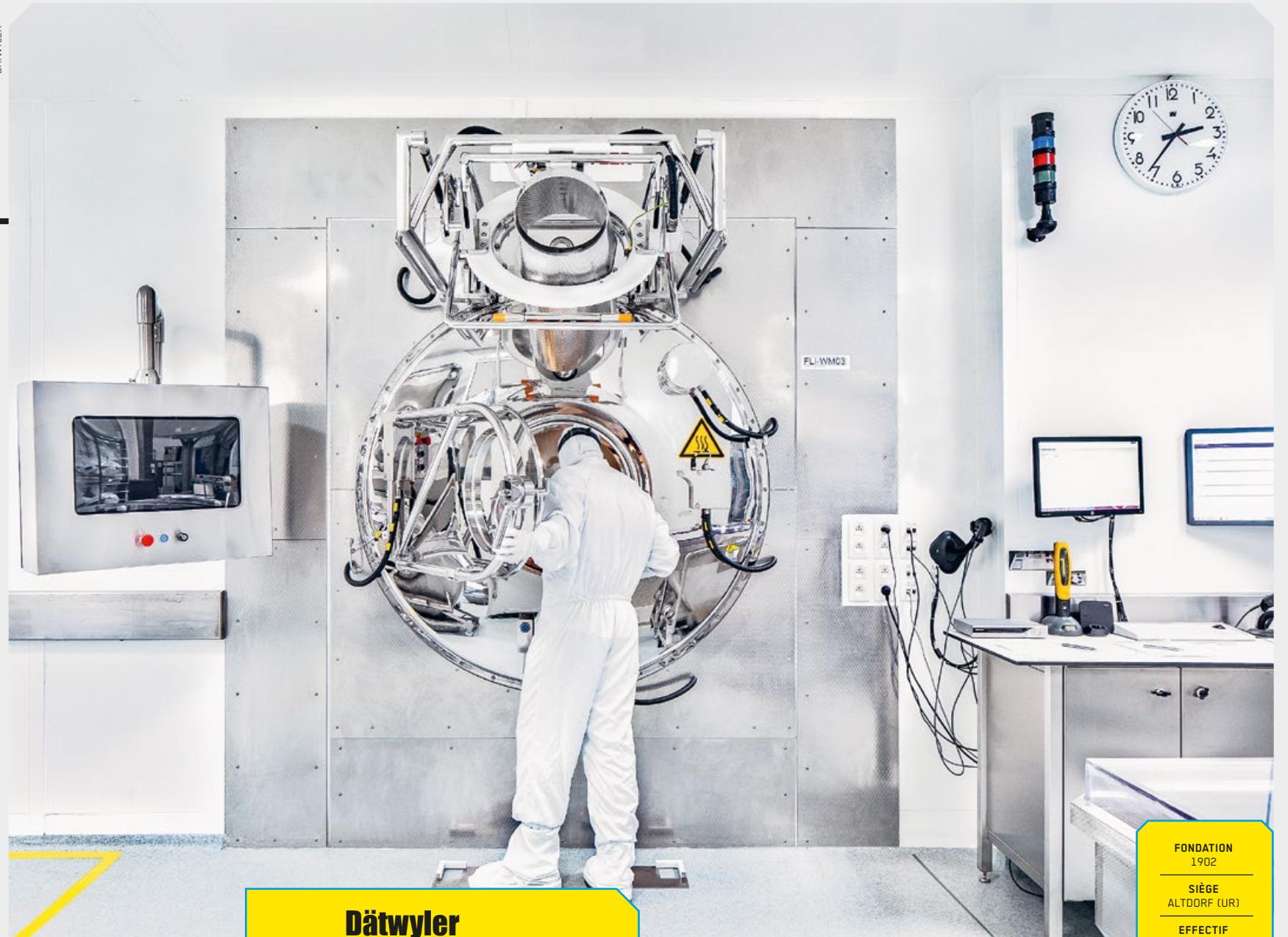
EFFECTIF
36'000

CHIFFRE D'AFFAIRES
2021
CHF 7,313 MRD

UHR

DÄTWYLER

Le conglomérat industriel Dätwyler possède un site en Ukraine. Ici, une usine de production d'élastomères pour l'industrie pharmaceutique de l'entreprise.



Dätwyler

Un site à l'arrêt

Le spécialiste des composants élastomères a interrompu la production de son usine ukrainienne.

Connu pour la fabrication des capsules Nespresso, le groupe uranais Dätwyler produit des composés élastomères pour les industries de l'automobile, de l'alimentation et de la santé, tels

que les systèmes d'étanchéité des seringues préremplies ou les fermetures des flacons de médicaments. L'entreprise possède notamment une usine à Malyn, dans le nord-ouest de l'Ukraine, qui fabrique des composants pour les clients industriels de l'entreprise. Ce site, où sont employés une centaine de collaborateurs, est à l'arrêt depuis le 24 février. Il contribue à hauteur d'environ 1% au chiffre d'affaires de Dätwyler.

FONDATION
1902

SIÈGE
ALTDORF (UR)

EFFECTIF
6900

CHIFFRE D'AFFAIRES
2021
CHF 1,1 MRD

DAE

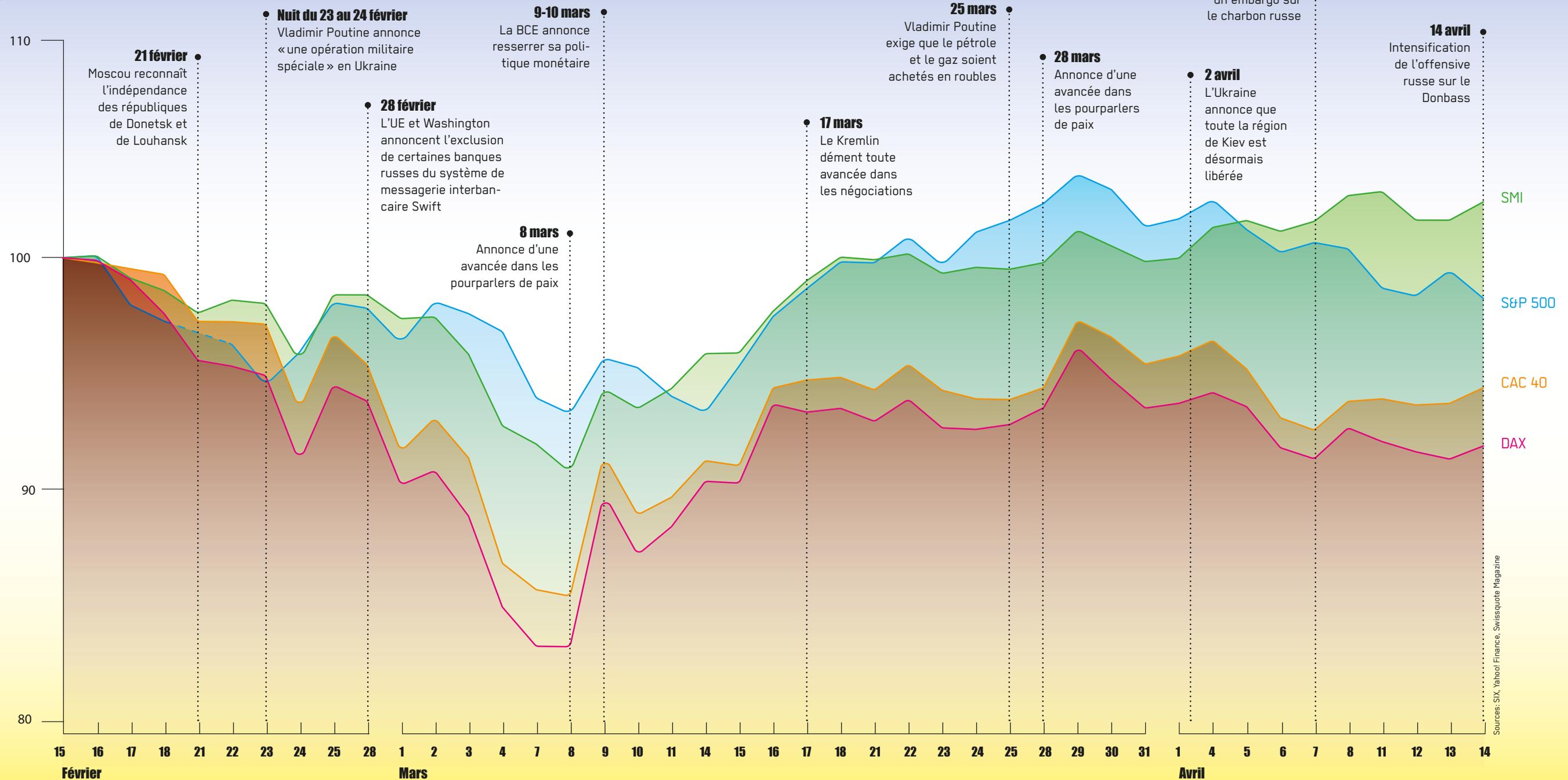
L'insolente résilience des marchés

Un mois après le début du conflit, les principaux indices boursiers avaient déjà retrouvé leur niveau d'avant la guerre.

PAR BERTRAND BEAUTÉ

COURBE DES INDICES DU 15 FÉVRIER AU 14 AVRIL

Chiffres en base 100, calculés en fonction du cours de clôture de chaque jour.



Atterrissage brutal en vue pour l'économie

La guerre en Ukraine aura des répercussions durables sur l'économie mondiale, dont l'ampleur reste, à ce jour, difficilement évaluable. Si les marchés ont recouvré leur niveau d'avant-crise, le spectre de la stagflation pèse sur le Vieux-Continent.

PAR BERTRAND BEAUTÉ

La guerre fait souffler le chaud et le froid sur les indices boursiers. « L'invasion de l'Ukraine a temporairement mis au second plan les fondamentaux, constate Mabrouk Chetouane, Head of Global Market Strategy, chez Natixis Investment Managers. Au début de la guerre, les marchés réagissaient aux déclarations plus ou moins anxieuses et à la succession de bonnes et de mauvaises nouvelles, plutôt qu'aux perspectives économiques et financières. »

L'annonce, le 8 mars, d'une avancée dans les pourparlers de paix entre les Russes et les Ukrainiens a, par exemple, fait bondir le STOXX Europe 600 de près de 5% en une journée. Quelques jours plus tôt, le 3 mars, ce même indice, qui regroupe les 600 principales capitalisations européennes, avait perdu 3,5%. La raison ? Après un entretien avec Vladimir Poutine, le président français Emmanuel Macron avait eu ces mots : « Le pire est à venir », alimentant le sauve-qui-peut à l'œuvre sur les marchés depuis le début de l'invasion le 24 février.

Signe de cette fébrilité, l'indice de volatilité européen VSTOXX – surnommé l'indice de la peur – s'est approché des 60 points le 7 mars, de loin son plus haut niveau depuis mars 2020, avant de repasser sous la barre des 30 points fin mars – son niveau pré-crise. « L'incertitude liée à l'évolution de la guerre a conduit à une certaine fébrilité des investisseurs en début de conflit. Mais la situation est en train de se normaliser, poursuit Mabrouk Chetouane. Les marchés s'habituent à tout. Ils se sont habitués au Brexit, à la guerre commerciale sino-américaine, au covid, à la guerre en Crimée... Il en sera de même avec cette crise. »

De fait, dès la fin du mois de mars, la plupart des indices européens avaient déjà effacé l'ensemble de leurs pertes subies depuis le 24 février – jour de l'invasion russe en Ukraine (voir l'infographie en p. 48). « Les investisseurs, qui craignaient au départ une rupture d'approvisionnement en gaz russe, une escalade du conflit en Europe, voire le déclenchement de la troisième guerre mondiale, ont été un peu

rassurés, constate Hubert Lemoine, directeur des investissements chez Schelcher Prince Gestion. Ils ont accepté l'idée d'un conflit long qui reste cantonné à l'Ukraine, avec un règlement diplomatique à plus ou moins long terme. »

« Nous allons vers des niveaux d'inflation encore plus élevés »

Alan Mudie, Chief Investment Officer chez Woodman Asset Management

Mais cet optimisme boursier semble décorrélé de la réalité économique, particulièrement en Europe, région en première ligne dans ce conflit en raison de sa dépendance à la Russie en matière énergétique. « Avant la guerre, l'inflation menaçait déjà. L'invasion en Ukraine n'a fait qu'aggraver la situation, souligne Mabrouk Chetouane. Selon nos projections, l'inflation devrait atteindre 5% en 2022 sur la zone euro

et 2,9% en 2023. Des niveaux jamais atteints. » Selon Eurostat, le taux d'inflation dans la zone euro s'est ainsi élevé à 7,5% au mois de mars en rythme annuel, après une hausse de 5,9% au mois de février. Du jamais vu depuis le début de cet indicateur créé en 1997.

En cause : le prix des matières premières, de l'énergie et des denrées alimentaires qui a bondi depuis le début du conflit (lire en p. 54). « Nous allons vers des niveaux d'inflation encore plus élevés, prévient Alan Mudie, Chief Investment Officer chez Woodman Asset Management. Il faut garder à l'esprit que cette crise géopolitique est là pour durer. L'Europe veut réduire massivement ses importations d'énergie de Russie, mais cela prendra du temps : 40% du gaz naturel consommé dans l'Union

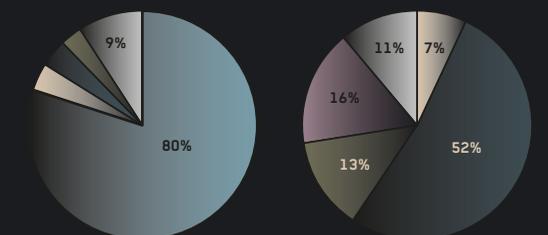
européenne provient de Russie, ça ne se remplace pas comme ça ! Les prix de l'énergie risquent de rester élevés pour longtemps. »

Un avis partagé par Mabrouk Chetouane, pour qui « le pic d'inflation est devant nous et devrait arriver au deuxième trimestre ». Selon

les économistes de Goldman Sachs, l'inflation atteindra ainsi un maximum de 7,7% en juillet dans la zone euro. « Nous serons confrontés à court terme à une inflation plus élevée et à une croissance plus lente », a confirmé Christine Lagarde, la présidente de la Banque centrale européenne (BCE), le 30 mars. ▶

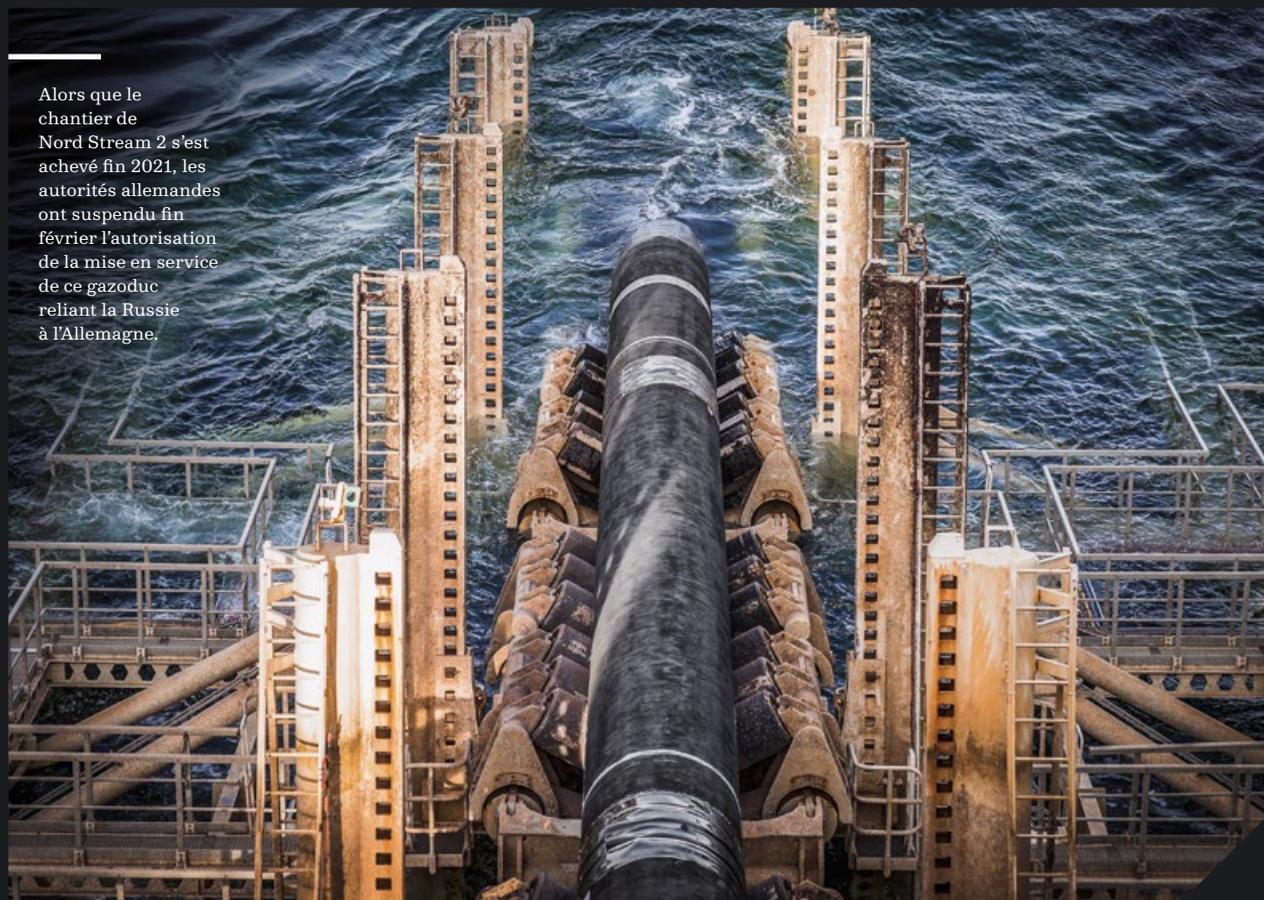
ÉCHANGES COMMERCIAUX ENTRE LA SUISSE ET LA RUSSIE

- Métaux précieux
- Agriculture
- Pharma et chimie
- Électronique
- Horlogerie, bijouterie
- Autres



Importations / CHF 3,4 MRD Exportations / CHF 1,4 MRD

Sources : Office fédéral des douanes, RTS



GETTY IMAGES

Alors que le chantier de Nord Stream 2 s'est achevé fin 2021, les autorités allemandes ont suspendu fin février l'autorisation de la mise en service de ce gazoduc reliant la Russie à l'Allemagne.

Confrontés à un renchérissement des prix à la consommation, les ménages risquent en effet de freiner leurs dépenses et les entreprises de limiter leurs investissements. Le tout entraînant une diminution de la croissance économique. Dans cet environnement, le FMI a ramené ses prévisions de croissance 2022 pour la zone euro à 2,8% contre 3,9% lors de ses prévisions de janvier. Mais Bank of America estime d'ores et déjà que la hausse du PIB européen ne dépassera pas 2,4%. En ce qui concerne la Suisse, l'institut économique KOF s'attend à une hausse du PIB de 2,9% en 2022.

Des estimations qui pourraient être encore revues à la baisse au cours de l'année. « Les économistes ne souhaitent pas annoncer de perspectives trop sombres, trop rapidement, pour ne pas effrayer les investisseurs, commente Hubert Lemoine.

En réalité, le risque de stagflation en Europe, période où une forte inflation se conjugue avec une croissance économique atone comme lors des deux premiers chocs pétroliers de 1973 et 1979, est fort. Et si nous ne sommes pas encore en récession, nous n'en sommes pas loin. Un atterrissement violent de l'économie est à redouter. »

La réorganisation des approvisionnements est un processus par lequel tout le monde va devoir passer

Une perspective qu'a confirmée à demi-mot Christine Lagarde: « Plus la guerre durera, plus les coûts économiques seront élevés et plus la probabilité que nous devons faire face

à des scénarios plus défavorables sera forte », a estimé la présidente de la BCE, le 30 mars. Le risque est d'autant plus grand que l'inflation n'est pas le seul mal engendré par la guerre. Pour leur approvisionnement en matières premières, les industriels doivent apprendre à se passer de la Russie. Une gageure tant Moscou est un pourvoyeur important de minerais pour l'Europe (voir l'infographie en p. 54). À titre d'exemple, Airbus et Boeing importaient respectivement 50% et 30% du titane de leurs avions de Russie. Après avoir rompu leur contrat avec le géant russe VSMPO-Avisma, premier producteur mondial de titane, les deux avionneurs devront trouver d'autres fournisseurs.

Dans un autre domaine, la firme genevoise Richemont, propriétaire notamment de la maison de joaillerie Cartier, a cessé de s'approvisionner

en Russie pour ses diamants. Là encore, il faudra trouver une alternative, sachant que la compagnie minière russe Alrosa détient 28% du marché mondial. La réorganisation des approvisionnements est un processus par lequel « tout le monde va devoir passer », a expliqué Cyrille Vigneron, le directeur général de Cartier, lors du salon horloger de Genève fin mars. « Cela a un prix que nous ne connaissons pas encore. »

D'autres entreprises occidentales ont dû fuir le marché russe en catastrophe, généralement sous la pression populaire, alors qu'elles y réalisaient une part substantielle de leurs revenus, à l'instar du constructeur automobile Renault pour qui le pays de Vladimir Poutine représentait 18% des ventes et 12% de la marge opérationnelle. Un cas extrême, certes. La plupart des industriels européens restent peu exposés aux marchés russe et ukrainien qui ne représentent tout au plus que quelques pourcents de leur chiffre d'affaires.

Les exportations helvètes vers Moscou, par exemple, ne pesaient que 3,4 milliards de francs en 2021, soit moins de 1% du total. « Mais l'économie suisse est une économie globale, fortement liée au reste du monde, rappelle Eleanor Taylor Jolidon, coresponsable actions suisses et mondiales à l'Union Bancaire Privée (UBP). Le ralentissement de la croissance mondiale aura des conséquences négatives pour les entreprises suisses. »

Car au-delà des conséquences directes, tous les acteurs économiques subissent les effets secondaires de la guerre: l'inflation, mais aussi les perturbations de la chaîne d'approvisionnement. L'Ukraine assure par exemple 70% de la production de néon, un gaz essentiel pour la fabrication des semi-conducteurs, ce qui pourrait conduire à des pénuries. Dans une note publiée le 22 mars, Allianz Research estime ainsi que « les impacts indirects du conflit

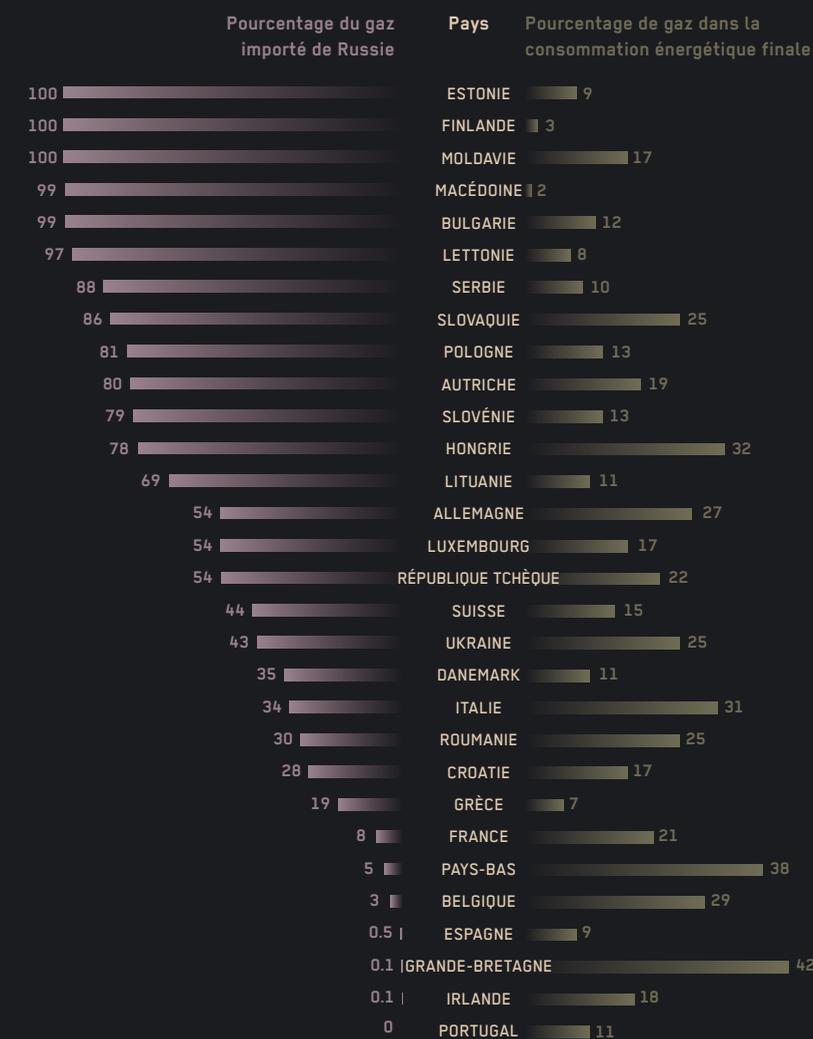
seront planétaires, massifs et immédiats. Toute l'économie mondiale va souffrir de l'envolée des prix de l'énergie et des matières premières, ainsi que des problèmes supplémentaires des chaînes d'approvisionnement. »

Selon une étude publiée le 16 mars par la faîtière economiesuisse, près d'une entreprise suisse sur trois estime que le conflit leur cause déjà des difficultés d'approvisionnement et 50% d'entre elles que la guerre aura un impact sur leur chiffre d'affaires. Parmi les biens qui font défaut sont mentionnés l'aluminium et le bois, mais aussi les équipements

de production, les machines et les semi-conducteurs.

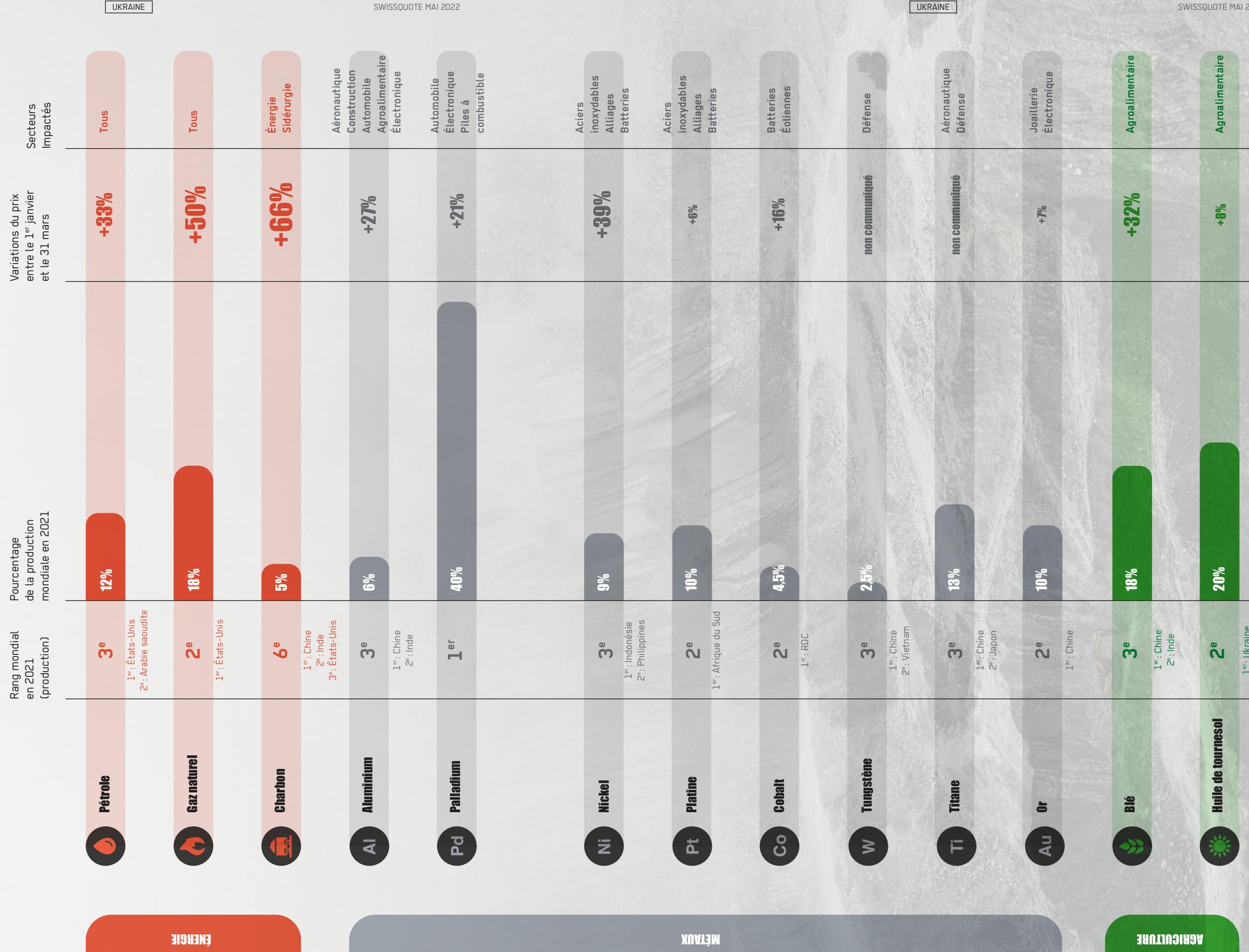
La plupart des sociétés que nous avons suivies pour ce numéro affirment qu'elles ne sont pas en mesure, pour le moment, de chiffrer l'impact de la guerre sur leurs finances (lire les portraits d'entreprises en p. 32 à 47). « Lorsque les sociétés cotées publieront leurs résultats du premier trimestre, et surtout ceux du deuxième trimestre, note Hubert Lemoine, les investisseurs pourront savoir plus précisément quelles entreprises ont été les plus impactées par la crise. »

L'EUROPE DOPÉE AU GAZ RUSSE



La Russie, un géant des matières premières

Fort d'un territoire immense, Moscou possède des ressources minières indispensables à l'économie mondiale.



UKRAINE

SWISSQUOTE MAI 2022

UKRAINE

SWISSQUOTE MAI 2022

Sources: International Energy Agency (IEA), United States Geological Survey (USGS), London Metal Exchange (LME), Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO), Statista

La transition énergétique en mode accéléré

L'approvisionnement en matières premières de l'Europe est appelé à se transformer radicalement. Les explications de Clive Burstow, spécialiste de l'industrie minière chez Barings.

PAR BERTRAND BEAUTÉ

C'est l'une des conséquences les plus préoccupantes de la guerre en Ukraine : les prix des matières premières, dont les Russes sont de grands producteurs, sont en train de flamber, ce qui attise une inflation déjà record. Et cette situation va durer, selon Clive Burstow, Head of Global Resources de la société américaine de gestion de placement Barings.

La guerre a entraîné une hausse des prix de l'énergie. Le pétrole et le gaz vont-ils rester durablement chers ?

Oui. Il faut se rappeler que les prix de l'énergie étaient déjà en hausse avant la guerre – le pétrole ayant par exemple grimpé de plus de 40% en 2021. La raison ? Après la pandémie, le rebond économique a stimulé fortement la demande alors que, côté offre, le secteur souffrait d'un sous-investissement chronique. Dit autrement : la production peinait à répondre à la demande, or il faut du temps pour augmenter les volumes. Et puis la guerre en Ukraine est venue s'ajouter à cette situation déjà tendue. Cette tragédie a montré à quel point l'approvisionnement en énergie est fragile, non seulement en Europe mais dans le monde entier.

La normalisation des relations avec l'Iran et le Venezuela – deux pays producteurs de pétrole frappés par des embargos – pourrait-elle rééquilibrer l'offre et la demande ?

Ces deux pays suscitent un grand intérêt dans le contexte actuel mais, quand bien même les embargos seraient levés, la situation resterait compliquée. Le Venezuela ne possède pas la capacité d'augmenter sa production de pétrole en raison du manque d'investissements dans ses infrastructures. Il faudra des années pour que ce pays retrouve une production significative. En Iran, en revanche, les capacités restent intactes et prêtes à être exploitées. Le problème est d'ordre géopolitique. Comment réagira l'Arabie saoudite si l'Iran augmente sa production ? Que se passera-t-il si l'Iran souhaite commercer avec la Russie ?

L'Union européenne a prononcé le 7 avril un embargo sur le charbon russe à partir du mois d'août. Comment interpréter cette sanction, alors que le gaz et le pétrole sont épargnés ?

Cette réponse de l'UE à l'agression de la Russie est un changement tactique à court terme, qui s'inscrit dans un changement structurel à plus long

terme. Avant la guerre, nous étions déjà en train de nous éloigner d'un système fortement dépendant des combustibles fossiles pour nous tourner davantage vers les énergies renouvelables. Mais cela prenait du temps. Avec le déclenchement de la guerre, l'ordre établi a été bouleversé : les pays européens ont décidé d'accélérer ensemble leur transition énergétique. Même si l'UE ne peut se passer immédiatement du gaz et du pétrole russes, elle le fera progressivement. La décennie à venir sera fascinante parce que nous allons assister à une accélération phénoménale de la transition énergétique. La guerre en Ukraine joue, de ce point de vue, un rôle moteur.

Mais cette transition nécessite des métaux dont la Russie est également un gros fournisseur...

En effet, pour une même quantité d'énergie produite, un parc éolien installé en mer nécessite par exemple cinq fois plus d'acier en moyenne

« Cette tragédie a montré à quel point l'approvisionnement en énergie est fragile »

qu'une centrale électrique terrestre à combustible fossile. Et la Russie produit de nombreux métaux comme l'aluminium, le palladium ou le nickel. Le palladium russe, par exemple, est nécessaire pour réduire les émissions de CO₂ du secteur automobile. Le conflit va entraîner une réorganisation mondiale des filières d'approvisionnement. Tous les États vont chercher à sécuriser leurs sources de métaux.

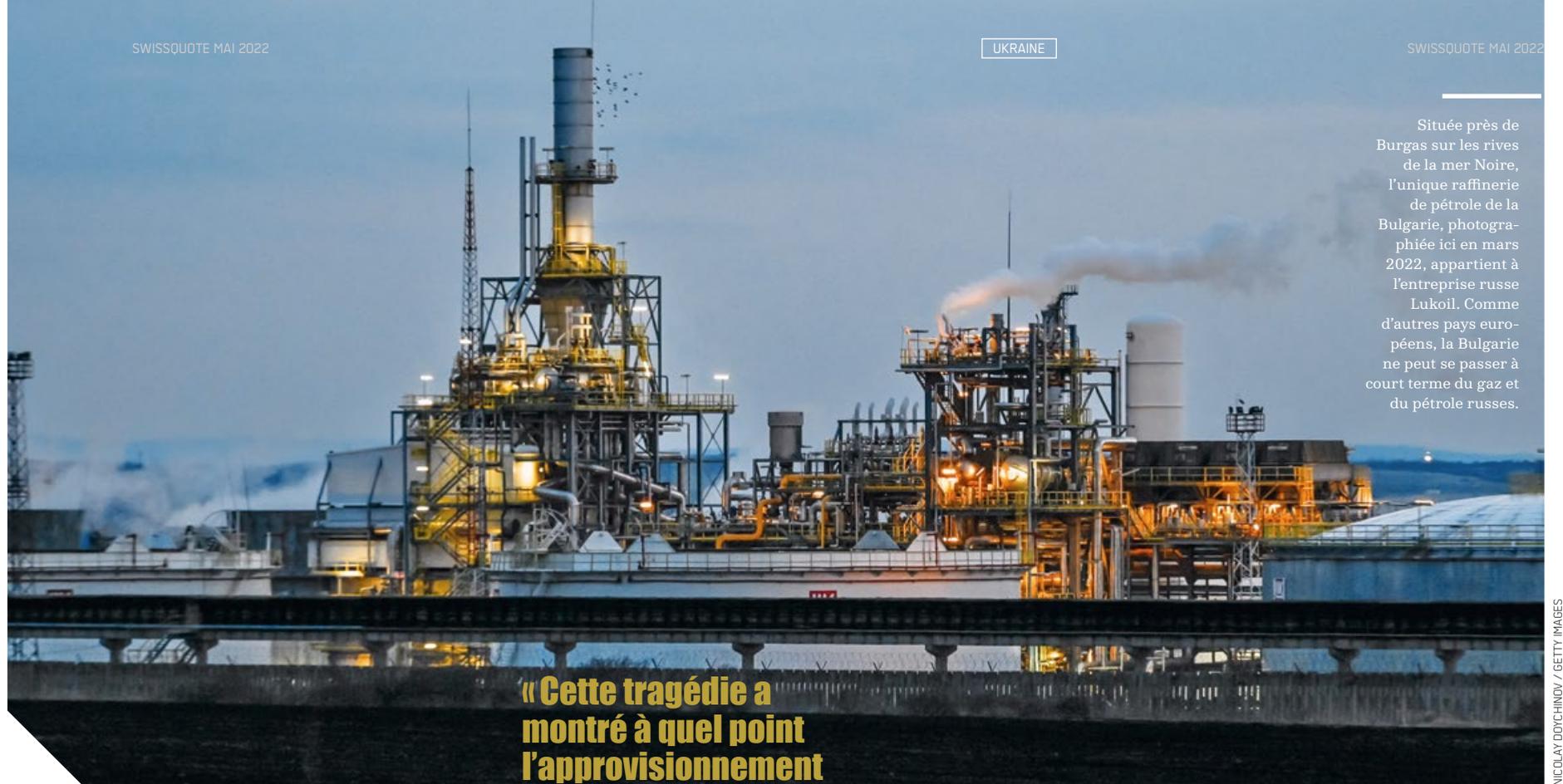
L'UE étudie cette question très attentivement. Elle a dressé une liste de matériaux critiques pour lesquels elle veut devenir moins dépendante de l'extérieur, soit en disposant de stocks plus importants, soit en assurant sa propre production. Mais pour le moment, l'UE n'a pas les capacités minières pour atteindre cet objectif. Il lui est possible d'économiser ou de recycler des métaux pour combler ce

manque, mais cela ne suffira pas. Et même au niveau mondial, la production de métaux reste insuffisante pour assurer la transition énergétique. La réalité, c'est qu'il faudra que les métaux atteignent des prix encore plus élevés afin d'encourager une augmentation des capacités minières globales.

Les sociétés minières constituent donc de bons investissements ?

Les grands producteurs comme l'australien BHP ou le britannique Anglo American vont bénéficier de la transition énergétique. Ce qui est intéressant, c'est que l'industrie minière a longtemps été mal perçue du point de vue des critères ESG parce qu'il s'agit d'une industrie à forte intensité de carbone. Mais aujourd'hui, les investisseurs commencent à se rendre compte que le secteur des ressources naturelles fait partie des solutions plutôt que du problème au changement climatique. Parce que sans mines et sans métaux, on ne

Située près de Burgas sur les rives de la mer Noire, l'unique raffinerie de pétrole de la Bulgarie, photographiée ici en mars 2022, appartient à l'entreprise russe Lukoil. Comme d'autres pays européens, la Bulgarie ne peut se passer à court terme du gaz et du pétrole russes.



NICOLAY DODCHINOV / GETTY IMAGES

Les Bourses chinoises prêtes pour le rebond ?

Les actions des firmes chinoises, malmenées depuis plusieurs mois, font à nouveau les yeux doux aux investisseurs. Mais la reprise de l'épidémie de covid en Asie risque de gâcher la fête.

PAR BERTRAND BEAUTÉ



La Chine pourrait être la grande gagnante de l'année boursière 2022. Pour Hubert Lemoine, directeur des investissements chez Schelcher Prince Gestion, l'heure est venue de s'intéresser de nouveau aux actions chinoises. «Elles ont beaucoup baissé depuis 2021 et un rebond est désormais attendu», justifie le spécialiste. Un avis partagé par BNP Wealth Management: «Nous voyons de très bonnes opportunités de revalorisation des actions chinoises et du marché du crédit chinois, dans le courant de l'année», écrit la banque dans une note publiée le 21 mars.

Il faut dire que les titres chinois sont au plus bas. Sur les trois premiers mois de l'année 2022, l'indice CSI 300, qui regroupe les 300 principales capitalisations des Bourses de Shanghai et Shenzhen, a plongé de plus de 13%, soit davantage que les grands marchés mondiaux pourtant malmenés par l'invasion russe en Ukraine. Le décrochage est d'autant plus violent qu'il intervient

après une année 2021 déjà difficile, avec une baisse de 5% du CSI 300. À titre d'exemple, l'action du géant de l'e-commerce Alibaba a perdu plus de 50% de sa valeur sur un an (au 31 mars).

L'action du géant de l'e-commerce Alibaba a perdu plus de 50% de sa valeur sur un an

Face à cette débâcle, Pékin a décidé de reprendre les choses en main. Mi-mars, le gouvernement a annoncé «mettre en place des politiques favorables aux marchés» et «soutenir l'économie». «La Banque centrale chinoise a beaucoup plus de marge de manœuvre que ses homologues occidentales puisqu'elle n'a pas, jusqu'ici, adopté de mesures chocs

pour contrer les effets de la pandémie», précise Hubert Lemoine.

Suite à ces annonces, l'indice CSI 300 a immédiatement repris 4,3%. Feu de paille ou reprise durable? Les avis divergent. «Les annonces du gouvernement étaient bienvenues. Elles ont été saluées par les investisseurs», souligne Alan Mudie, Chief Investment Officer chez Woodman Asset Management. Mais les inquiétudes sur la croissance chinoise demeurent. «La banque Lombard Odier, par exemple, anticipe une croissance de 4,7% en 2022, inférieure à l'objectif de 5,5% fixé par les autorités chinoises. Pour mémoire, la croissance chinoise s'était élevée à 8,1% en 2021.

Trois périls menacent en effet la reprise. D'abord, et c'est le plus préoccupant, alors que les pays occidentaux ont relâché toutes leurs mesures de lutte contre le coronavirus, Pékin s'accroche à sa stratégie «zéro covid». Il en résulte des confinements à répétition et des fermetures d'usines,

à mesure que les courbes de contamination grimpent. Dimanche 27 mars, par exemple, Pékin a ainsi décidé de reconfiner Shanghai, l'un des plus importants ports de fret maritime du monde. «L'impact du covid sur la croissance économique de la Chine demeure incertain et pousse les investisseurs à rester prudents sur ce marché», souligne Hubert Lemoine. Ensuite, le spectre d'une crise immobilière plane toujours. Le 21 mars, le géant chinois de l'immobilier Evergrande, en grande difficulté, a une nouvelle fois suspendu sa cotation sur les marchés de Hong Kong, faisant craindre l'explosion d'une bulle immobilière. «Le gouvernement va prendre rapidement des mesures énergiques et efficaces pour prévenir et résoudre les risques dans le secteur immobilier», tempère néanmoins BNP Paribas.

Dernier écueil: «Les marchés chinois sont beaucoup moins fréquentables pour les investisseurs étrangers depuis que Pékin a décidé il y a deux ans de reprendre en main les géants de la tech, et de mettre fin aux activités jugées non souhaitables comme l'éducation en ligne», souligne Alan Mudie. Le gouvernement semble néanmoins avoir pris la mesure des dégâts occasionnés auprès des investisseurs par ses réformes parfois brutales, indiquant que désormais «toute politique ayant un impact sur les marchés financiers devra d'abord être coordonnée avec les régulateurs financiers». Malgré cette annonce, «l'incertitude réglementaire persiste», souligne BNP Paribas.

AMBIVALENCE FACE À MOSCOU

Reste le contexte géopolitique. Depuis le début du conflit opposant l'Ukraine à la Russie, la Chine n'a cessé de marcher sur un fil, s'abstenant de condamner Moscou tout en ménageant ses relations avec le bloc occidental. Une position ambivalente qui, selon certains spécialistes, devait faire de Pékin «le grand gagnant de la guerre». Mais «l'opération militaire spéciale» en Ukraine n'a pas engendré les effets escomptés – les États-Unis avertissant Pékin, dès le début du conflit, des conséquences d'un soutien trop prononcé à Moscou. «Je ne crois pas beaucoup à un soutien inconditionnel de Pékin à Moscou. La Chine est beaucoup trop imbriquée dans l'économie mondiale pour prendre le risque de subir des sanctions internationales, poursuit Alan Mudie. Sa politique repose sur la poursuite de la croissance du niveau de vie de sa population, ce qui nécessite des échanges commerciaux internationaux soutenus.» Pour Pékin, le calcul est simple: la Chine a exporté environ 68 milliards de dollars de marchandises vers la Russie l'an dernier, tandis que ses exportations vers les États-Unis et l'UE dépassent largement les 1000 milliards de dollars, selon les chiffres du cabinet de conseil financier Gavekal, basé à Hong Kong. Dit autrement: la Chine aurait énormément à perdre économiquement en se coupant de ses clients occidentaux. Aux yeux de Pékin, une désescalade des tensions géopolitiques, couplée à une sortie de la pandémie, serait la meilleure nouvelle pour doper sa croissance. ▲



L'essor du nucléaire de poche

Le power module contenant le mini-réacteur de la firme américaine NuScale. Ce cylindre de seulement 23 m de hauteur pour 4,50 m de diamètre offre une puissance de 77 MW. À titre de comparaison, une éolienne fournit une puissance comprise entre 1 et 3 MW.



Plus simples à financer et à construire que leurs gigantesques ancêtres, les mini-réacteurs nucléaires suscitent les espoirs de la filière. Explications.

PAR JULIE ZAUGG

Quand on songe à un réacteur nucléaire, on imagine en général un méga-projet dont la construction a pris une décennie et englouti plusieurs dizaines de milliards de francs. Mais une nouvelle génération de mini-centrales appelée «SMR» (small modular reactors), entend révolutionner le domaine. Dotées de réacteurs compacts (16 m x 4 m en moyenne), elles tiennent sur une surface équivalente à deux terrains de football, soit un dixième de l'espace occupé par un réacteur conventionnel. Leur construction ne devrait pas durer plus de cinq ans, pour un coût oscillant entre 1 et 2,5 milliards de francs, contre 24 à 26 milliards prévus pour le projet de méga-centrale à Hinkley Point en Angleterre.

Le secteur est en pleine effervescence : l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) a répertorié 72 modèles de SMR en cours de développement dans le monde à des stades plus ou moins avancés. Hormis le mini-réacteur déjà opérationnel du russe Rosatom, les premiers prototypes devraient voir le jour avant la fin de la décennie. Le marché pour ces modèles réduits pourrait atteindre 250 à 400 milliards de livres (307 à 491 milliards de francs) d'ici à 2035, selon Rolls-Royce, l'une des entreprises engagées dans ce domaine. Mais d'autres acteurs se montrent beaucoup plus prudents. Dans une étude publiée en décembre dernier, le cabinet américain Allied Market Research prévoit que le marché des SMR atteindra 18,8 milliards de dollars en 2030. Quant à l'Agence pour l'énergie nucléaire de l'OCDE, elle estime que dans le scénario le plus favorable, les SMR généreront 21 gigawatts (GW) d'électricité en 2035, soit 3% des capacités nucléaires mondiales pour un chiffre d'affaires dépassant les 100 milliards de dollars.

Bien que ces centrales de taille réduite affichent une puissance mo-

deste – entre 50 et 300 mégawatts (MW) seulement, alors que leurs grands cousins tels les EPR français peuvent dépasser les 1600 MW – elles présentent de nombreux avantages : « Comme les mini-centrales peuvent être construites plus rapidement, on minimise les risques financiers liés à des retards ou à des dépassements de coûts, relève Amjad Ghori, directeur de la société de conseil Agias Advisory, spécialisée dans le nucléaire. Rolls-Royce va même bâtir les siennes sous un dôme pour éviter les interruptions liées à la météo, qui provoquent 40% des retards sur les chantiers enregistrés au Royaume-Uni. »

« La quantité d'énergie produite peut être adaptée à la hausse ou à la baisse pour coller aux besoins du réseau »

Amjad Ghori, directeur d'Agias Advisory

Ces mini-réacteurs sont en outre complètement modulables. « On peut fabriquer leurs composants dans une usine, puis les acheminer en camion

sur le site de la centrale où il ne reste qu'à les assembler, explique Robin Grimes, professeur de physique des matériaux à l'Imperial College London. Cela permet de réaliser d'importantes économies d'échelle. »

Cette maîtrise des coûts rend le financement de ces centrales plus aisé. « Il est plus facile de convaincre des investisseurs de miser sur un projet à 2 milliards de dollars qu'à 20 milliards de dollars, glisse Fiona Reilly, qui a présidé un groupe d'experts mis sur pied par le Royaume-Uni pour étudier le financement des miniréacteurs nucléaires. Les consommateurs bénéficieront aussi de ces frais de mise en service plus bas, par le biais de réductions sur leur facture d'électricité. » GE Hitachi estime que le coût du mégawatt généré par son miniréacteur sera 60% moins élevé que celui produit par une centrale nucléaire conventionnelle.

Du côté des mégacentrales, justement, l'étape de la construction relève généralement du parcours du combattant, notamment en raison d'innombrables normes de sécurité à respecter. De nombreux projets lancés ces dix dernières années ont accumulé les déboires et se sont



Le futur de l'énergie nucléaire selon la firme NuScale. Ici, un rendu artistique d'un centre de production regroupant jusqu'à 12 mini-réacteurs nucléaires, pour une puissance totale de 924 MW.

NUSCALE

enfoncés dans les chiffres rouges. Le projet Vogtle de la firme américaine Westinghouse Electric Company en Géorgie, par exemple, a vu son coût s'envoler de 14 à 28,5 milliards de dollars. Cette centrale n'est d'ailleurs toujours pas entrée en service alors que le projet devait s'achever en 2017. Situation comparable en France où EDF a annoncé en janvier 2022 reporter une nouvelle fois le lancement de l'EPR de Flamanville. Quant à l'EPR finlandais Olkiluoto-3, situé à 270 kilomètres d'Helsinki, il vient tout juste d'être mis en service à la mi-mars, avec douze ans de retard. La facture, évaluée au départ à 3,4 milliards d'euros, s'élève au final à 11 milliards d'euros.

Dans un tel contexte, le déploiement d'une flotte de petites centrales apparaît comme une solution opportune, d'autant que la plupart des États ont pris des engagements forts pour réduire leurs émissions de CO₂ mais que ces objectifs ne pourront pas être atteints uniquement avec des énergies renouvelables. « Le Royaume-Uni et la Pologne ont prévu de remplacer une partie de leurs centrales fonctionnant au gaz et au charbon par

des mini-réacteurs nucléaires », indique Jeremy Rayner, un expert du secteur de l'énergie de l'Université du Saskatchewan, au Canada.

Cette approche leur permettra non seulement de remplir leurs objectifs environnementaux, mais aussi d'accroître leur indépendance énergétique. Ces deux pays, à l'instar de leurs pairs européens, dépendent en effet lourdement du gaz russe, un assujettissement devenu intenable au vu des récents événements en Ukraine.

Un complément aux renouvelables

Les experts relèvent aussi l'intérêt potentiel de mini-centrales nucléaires en complément du solaire et de l'éolien. « La quantité d'énergie que produisent les mini-réacteurs peut être adaptée à la hausse ou à la baisse pour coller aux besoins du réseau, ce qui n'est pas possible avec les grands réacteurs dont la production de courant doit rester stable, explique Amjad Ghori de Agias Advisory. Les mini-réacteurs peuvent ainsi servir d'appoint et combler les lacunes des énergies renouvelables, dépendantes du soleil et du vent. »

Leur faible puissance permet également aux SMR de décentraliser la production électrique et, ainsi, d'alimenter directement un site industriel, sans passer par le réseau électrique. « Ces mini-réacteurs sont extrêmement flexibles, confirme Alastair Evans, directeur des relations d'affaires et gouvernementales pour le projet de mini-réacteur de Rolls-Royce. On peut s'en servir pour produire de l'hydrogène par électrolyse, pour désaliniser de l'eau, pour alimenter des processus industriels gourmands en énergie ou encore pour fabriquer des carburants synthétiques pour l'aviation. »

Dernier argument capital, les mini-réacteurs seraient moins dangereux que ceux des centrales nucléaires conventionnelles. « Ils opèrent à une plus basse température et concentrent moins de matériel radioactif », détaille Jeremy Rayner de l'Université du Saskatchewan. Les plus avancés, comme ceux dans lesquels le combustible se présente sous forme liquide, dissous dans du sel fondu, présentent un risque encore moindre. En cas d'explosion, celui-ci se solidifierait et resterait



Une vue d'artiste de la future mini-centrale nucléaire de Rolls-Royce.

ROLLS-ROYCE

sur place au lieu de se transformer en nuage radioactif.

NuScale Power, une société basée à Portland, dans l'Oregon, remportera sans doute la course, selon les experts

Pour l'heure, trois entreprises se trouvent en première ligne pour développer le premier mini-réacteur nucléaire. NuScale Power, une société basée à Portland, dans l'Oregon, remportera sans doute la course, selon les experts (lire le portrait ci-contre). « Son modèle est le plus avancé et il a déjà obtenu les autorisations nécessaires aux États-Unis », note Jeremy Rayner. L'entité responsable de l'électricité dans l'Utah s'est engagée à acheter six de ses miniréacteurs. La firme américaine a également signé des accords avec la Pologne, la Roumanie, la Bulgarie, le Kazakhstan et l'Ukraine.

Mais Rolls-Royce et GE Hitachi la talonnent de près. « Nous prévoyons de mettre en service notre premier réacteur au début des années 2030 », détaille Alastair Evans de Rolls-Royce. Il sera capable de générer 470 mégawatts d'électricité, de quoi alimenter un million de foyers. » À terme, la firme prévoit d'en déployer jusqu'à 16 au Royaume-Uni. Elle vient d'obtenir un investissement de 490 millions de livres (594 millions de francs) pour mener à bien son programme, dont près de la moitié provient du gouvernement britannique.

Quant à GE Hitachi, une coentreprise créée en 2007 à Wilmington, en Caroline du Nord, elle a décroché un contrat pour déployer ses mini-réacteurs dans l'Ontario, au Canada. Elle s'est aussi engagée à en fournir une dizaine à des entreprises polonaises et a signé un accord de coopération avec l'agence nationale chargée de l'électricité en République tchèque. De son côté, le français EDF vise le lancement d'un premier chantier de SMR autour de 2030.

Une poignée d'entreprises, parmi lesquelles figurent les américains Westinghouse, TerraPower – un projet financé par Bill Gates – Radiant et

LES ENTREPRISES À SUIVRE

NUSCALE POWER

La tête de file

Cette firme issue de l'Université de l'Oregon est née pour commercialiser des mini-réacteurs nucléaires. Son modèle est pour l'heure le plus avancé. Il est fondé sur une technologie éprouvée, celle des réacteurs à eau légère, ce qui facilitera sa construction et son approbation. Il est par contre légèrement moins modulable que ceux de ses concurrents, ce qui pourrait lui valoir des surcoûts. NuScale Power est entrée au Nasdaq fin 2021 par l'entremise d'un véhicule SPAC, ce qui l'a valorisée à 1,9 milliard de dollars. Les analystes y voient un investissement risqué mais qui pourrait générer des retours sur plusieurs décennies une fois le premier réacteur mis en service.

FONDATION: 2007

SIÈGE: PORTLAND, OREGON (US)

EFFECTIF: 150

CHIFFRE D'AFFAIRES 2020: NON DISPONIBLE

SMR

ROLLS-ROYCE

Le poids lourd

Fort de plus de cinquante ans d'expertise en matière de fabrication de réacteurs nucléaires, notamment ceux utilisés pour propulser des sous-marins, Rolls-Royce était un candidat idéal pour développer une mini-centrale nucléaire. Le groupe britannique bénéficie en outre d'un soutien important de la part de l'État britannique, ce qui lui permet d'assurer ses arrières en cas d'imprévus. Son modèle de réacteur, caractérisé par une grande simplicité, peut être construit à 90% en usine, ce qui permettra de réaliser d'importantes économies d'échelle. Il s'agit néanmoins d'un pari sur l'avenir, selon les analystes, qui ne commencerait à porter les résultats du groupe qu'à partir de 2030.

FONDATION: 1906

SIÈGE: LONDRES, ROYAUME-UNI

EFFECTIF: 50'000

CHIFFRE D'AFFAIRES 2020: 611,2 MRD

RR

Vision futuriste d'une mini-centrale abritant le mini-réacteur BWRX-300 de GE Hitachi.



GE HITACHI

X-energy, se sont, quant à elles, lancées dans le développement de centrales nucléaires de très petite taille, un produit de niche destiné aux zones reculées dont plusieurs modèles ont déjà vu le jour. Celle de Radiant est si compacte qu'elle peut être placée dans un container de shipping.

«Leurs réacteurs génèrent environ 30 mégawatts d'électricité, soit un trentième de la puissance d'une centrale conventionnelle, relève Jeremy Rayner. Cela les rend particulièrement bien adaptés à des régions isolées qui n'ont pas accès au réseau électrique, comme certaines communautés indigènes ou villes minières au Canada.» Elles pourraient aussi alimenter en courant un data center ou une base militaire.

En Russie, en Chine et au Danemark, des projets sont même en cours pour développer des centrales nucléaires flottantes, hébergées sur des barges.



Changement d'échelle avec l'EPR finlandais Olkiluoto-3, un réacteur nucléaire «classique» de dernière génération, entré en service à la mi-mars.

ANTTI YRJONEN / AFP

Celle du russe Rosatom a été connectée au réseau électrique de Pevek, une cité arctique, à la fin 2019. Dans

un monde qui cherche à se défaire des énergies fossiles, le nucléaire n'a pas dit son dernier mot. ▽

UNE RENTABILITÉ À DÉMONTRER

À la fin des années 1970, la France – pays le plus nucléarisé au monde – avait déjà esquissé un projet de mini-réacteur. Il fut rapidement abandonné, les experts de l'époque estimant que la rentabilité ne serait jamais atteinte. La donne aurait-elle changé en cinquante ans? La réponse n'est pas aussi évidente que ne le laissent penser les promoteurs des SMR (small modular reactors). Un rapide calcul s'impose: pour remplacer un EPR de 1650 MW, il faudrait une dizaine de mini-réacteur de 170 MW. À 1,2 milliard de dollars l'unité, cela représente une facture de 12 milliards – un chiffre pas si éloigné des 13 milliards d'euros qu'aura coûté la construction de l'EPR de Flamanville.

L'argument des économies d'échelle dues à une fabrication en usine ne suffit pas à convaincre

M. V. Ramana, spécialiste de l'industrie nucléaire à l'Université de Colombie-Britannique, au Canada: «Le prix à l'unité de ces mini-réacteurs ne baissera que s'ils sont produits en très grand nombre, or je doute que la demande soit suffisante pour absorber cette offre. Et cela, d'autant plus si différents modèles sont en compétition, ce qui aura pour effet de segmenter le marché.» Il estime que le coût du kilowattheure atteindra 15'000 à 20'000 dollars, contre 8000 à 10'000 dollars pour une centrale nucléaire conventionnelle.

En outre, la filière naissante des SMR est encore trop dépendante de généreuses subventions étatiques. Aux États-Unis, le Département de l'énergie a versé 1,2 milliard de dollars à cette industrie entre 2011 et 2019, dont 540 millions de subventions directes. Et en France, le pré-

sident-candidat Emmanuel Macron a annoncé en octobre 2021 un milliard d'euros d'investissement d'ici à 2030 afin de «faire émerger en France des réacteurs de petite taille innovants».

Ces modèles «made in France» se destineront à l'exportation. Une vision en phase avec les prévisions de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), qui écrit dans son rapport 2021: «Les réacteurs de faible ou moyenne puissance ou petits réacteurs modulaires suscitent un intérêt considérable et croissant, en particulier en vue d'une implantation dans des lieux isolés ou dans les pays dotés d'un réseau de faible capacité. Néanmoins, ce sont les grands réacteurs avancés refroidis par eau qui devraient représenter la majeure partie des nouvelles capacités au cours des trente prochaines années.»

RADO

SWITZERLAND

MASTER OF MATERIALS

RADO.COM



CAPTAIN COOK HIGH-TECH CERAMIC DIVER

Feel it!

LES START-UP SUISSES DU NUMÉRO

PAR GRÉGOIRE NICOLET

DÜBENDORF
ZÜRICH

MORGES

GENLOTS

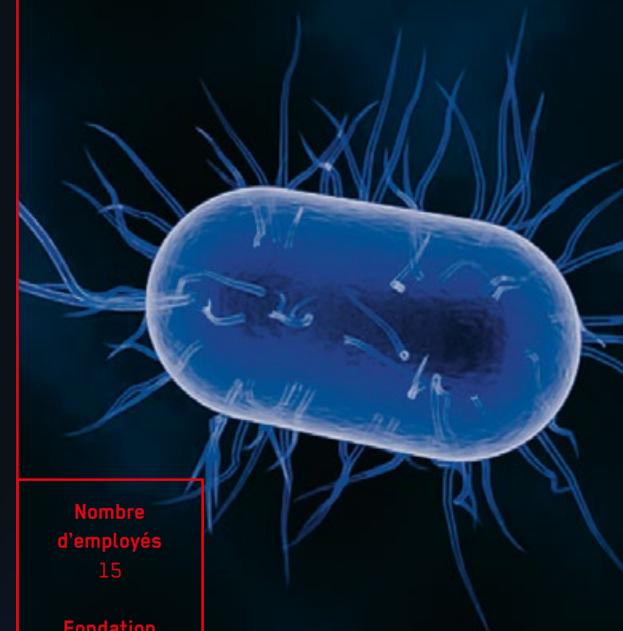
L'OPTIMISATION DES CHÂÎNES LOGISTIQUES

Alors qu'il étudiait à l'EPFZ, Simon Schenker, cofondateur de GenLots, s'est rendu compte que les logiciels permettant aux entreprises de planifier leurs achats (progiciels de gestion ou ERP) n'avaient pas évolué depuis leur apparition il y a une trentaine d'années. Fort de ce constat, il a développé une plateforme entièrement dédiée à la planification des approvisionnements au moyen d'un nouveau modèle de calcul des coûts et surtout d'une intelligence artificielle qui élabore au cas par cas des stratégies d'approvisionnement optimales : « Cette meilleure planification permet de réduire tant les livraisons entrantes que les stocks, respectivement jusqu'à 50% et 30% – ce qui a un impact positif sur l'empreinte CO₂ – et nous parvenons surtout à tirer le meilleur parti des remises négociées par les services d'achats », assure son autre cofondateur Arnaud Alves de Sousa. GenLots a levé un total de 1,5 million de francs, notamment auprès du berlinois Fly Ventures, et la Commission européenne lui a accordé son label Seal of excellence en 2019, un certificat récompensant les idées dignes d'être financées.

Nombre
d'employés
5Fondation
2017

NEMIS TECHNOLOGIES

LA TRAQUE AUX BACTÉRIES PATHOGÈNES

Nombre
d'employés
15Fondation
2018

Chaque année, l'industrie agroalimentaire effectue environ 1,4 milliard de tests pour détecter des bactéries pathogènes telles que Salmonelle, Listeria ou E. coli. Un marché gigantesque auquel la start-up Nemis s'est attaquée en misant sur des tests moins chers, plus faciles à utiliser et délivrant des résultats plus rapides. Sa technologie, qui a déjà obtenu le certificat AOAC (le principal organisme de certification de ce secteur), permet d'effectuer les tests directement sur site, sans avoir à passer par un laboratoire.

La pandémie aura toutefois ralenti les premiers pas sur le marché suisse, de nombreux producteurs alimentaires ayant interdit les visites d'usine, retardant de fait la réalisation d'essais pilotes. Pas de quoi décourager Arnaud Muller, le CEO de Nemis : « Malgré ces défis imprévus, nous avons gagné 25 clients en 2021 et nous nous étendons avec succès à cinq marchés européens clés ». Les 7,7 millions de francs suisses levés en février (Série A) doivent permettre de continuer cette expansion à l'international.

9T LABS

DU CARBONE AU LIEU DU MÉTAL

La société 9T Labs occupe les meilleures places du top 100 des start-up de Venturelabs depuis sa fondation en 2018 (10^e en 2019; 6^e en 2020; 3^e en 2021). Ce spin-off de l'EPFZ s'est spécialisé dans la conception et le moulage de pièces composites en fibres de carbone aussi solides que celles en acier ou en aluminium. « Notre technologie permet de réduire de moitié le coût de production d'une pièce identique, et surtout de réduire son poids jusqu'à 80%, un avantage précieux pour les industries aéronautiques ou automobiles, où nous comptons nos principaux clients », déclare son CEO Martin Eichenhofer.

9T Labs a également la particularité de tout développer et fabriquer elle-même : imprimantes 3D, presses pour le moulage par compression et programmes permettant de concevoir des pièces extrêmement complexes. Une frénésie d'innovation qui se traduit par plus de 35 brevets et familles de brevets déposés. Grâce aux 17 millions de dollars levés au cours de sa Série A en février (22 millions au total depuis sa fondation), la start-up compte recruter une dizaine de personnes et s'étendre à l'international avec, en priorité, le marché nord-américain.

Nombre
d'employés
40Fondation
2018



Générer un revenu passif grâce à vos cryptos

Avis aux « holders » de cryptomonnaies : Swissquote propose désormais le « staking », une stratégie d'épargne performante qui consiste à bloquer ses tokens contre rémunération. Les explications de Jan De Schepper, Chief Sales and Marketing Officer.

swissquote.com/staking

Le staking de cryptomonnaies est désormais disponible chez Swissquote. De quoi s'agit-il ?

Ce processus permet à nos clients d'immobiliser un crypto-actif durant une certaine période, au terme de laquelle un pourcentage prédéfini de ce même crypto-actif leur est reversé. C'est en quelque sorte l'équivalent de l'épargne mais transposé dans l'univers des cryptomonnaies, à la différence notable que les pourcentages reversés sont ici nettement plus importants ! Par exemple, la récompense s'élève à 13,95% brut annuel dans le cas du token Polkadot (DOT).

Comment s'explique cette récompense ?

Elle tient au fait que les crypto-actifs bloqués sont utilisés pour garantir la sécurité du réseau et la validité de chaque nouvelle transaction. C'est pourquoi on parle aussi de « validateurs » pour désigner les stakers de cryptomonnaies. Ces derniers reçoivent de nouveaux jetons en échange du blocage de leurs actifs et des services fournis à la blockchain. Le versement se fait à chaque cycle de validation. Pour DOT, un cycle est égal à environ 24h.

À noter que la technologie utilisée, appelée « Proof of Stake », ne nécessite pas de calculs informatiques énergivores. Elle s'avère nettement plus écologique que le minage classique de cryptomonnaies.

Quelle est la procédure à suivre pour les clients de Swissquote ?

Nos clients ont la possibilité d'activer cette option très facilement depuis leur compte de trading. Swissquote prend en charge tous les aspects techniques. Le client n'a pas besoin de s'en préoccuper. Il suffit de posséder un crypto-actif pour lequel ce service est disponible. Il est par ailleurs possible de simuler les revenus pour une période donnée. Nous proposons déjà le staking avec Tezos (XTZ), Polkadot (DOT) et envisageons de l'étendre prochainement aux tokens Ethereum (ETH), Cardano (ADA), Solana (SOL), Cosmos (ATOM) et Algorand (ALGO).

Est-ce qu'une durée minimale de staking est exigée ?

Non, la durée choisie est flexible. Le client peut staker ou unstaker à tout moment. Mais il est important de noter qu'une période de blocage de

deux jours ouvrés intervient lors du staking et de l'unstaking afin de traiter la demande. S'y ajoute une période de blocage imposée par la blockchain au moment de l'unstaking. La durée de ce « lock » dépend du token choisi. Dans le cas du Polkadot, par exemple, le blocage exigé est de 28 jours.

Quels sont les risques à prendre en compte ?

Étant donné la forte volatilité des prix des cryptomonnaies, le token que l'on a choisi de staker peut voir son cours plonger durant la période de blocage. Toutefois, sur le moyen-long terme, l'approche BUY and HOLD a jusqu'ici clairement fait ses preuves sur ce marché. Le staking permet d'y ajouter un revenu supplémentaire. J'y vois plutôt une opportunité de faire coup double. En outre, le staking permet également de se prémunir de l'inflation induite par la création de cryptomonnaies pour sécuriser le réseau. ▲



JAN DE SCHEPPER
CHIEF SALES AND MARKETING
OFFICER



Ukraine: mobilisons-nous!

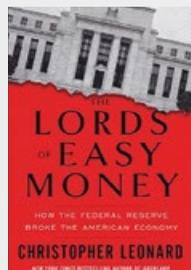
Faire un don



Croix-Rouge suisse



À LIRE, À TÉLÉCHARGER



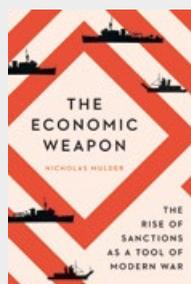
CHF 20.-

THE LORDS OF EASY MONEY

HOW THE FEDERAL RESERVE BROKE
THE AMERICAN ECONOMY

Par Christopher Leonard
Simon & Shuster, 2022

Alors que l'inflation devrait atteindre des taux record aux États-Unis en 2022, ce nouveau livre de Christopher Leonard, journaliste au *New York Times*, sonne comme une critique sans appel de la politique menée par la Fed depuis dix ans. Selon l'auteur, la pratique continue des quantitative easings, qui a quadruplé la masse monétaire aux États-Unis, a conduit l'économie américaine dans une bulle au bord de l'implosion, et n'a fait que creuser l'écart entre riches et pauvres au lieu de créer des emplois et de la croissance, comme prévu initialement.



CHF 30.-

THE ECONOMIC WEAPON

THE RISE OF SANCTIONS AS A TOOL
OF MODERN WAR

Par Nicholas Mulder, Liam Gerrard
Yale University Press, 2022

Publié quelques semaines avant le déclenchement de la guerre en Ukraine, cet ouvrage vient à point nommé pour se plonger dans l'histoire des sanctions économiques et juger de leur véritable efficacité au cours de l'histoire. Conçues dans leur version moderne comme une alternative aux conflits armés, les sanctions économiques font pourtant partie de l'arsenal des démocraties modernes et sont calquées sur des techniques de guerre dévastatrices. Remontant le fil de l'histoire, l'auteur présente différents exemples, tels que les blocus de la Première Guerre mondiale ou les sanctions de la Ligue des nations contre Mussolini lors de son invasion de l'Éthiopie en 1935.



Google Play,
App Store
Gratuit, achats
intégrés

ELO AUDIO

LE LECTEUR DE DOCUMENTS

Le concept d'Elo Audio est simple: plutôt que de se contraindre à lire un document, pourquoi ne pas l'écouter? C'est ce que propose cette application au design fluide et facile d'utilisation, capable de lire à peu près tous les formats de documents existants dans 12 langues, dont le français et l'allemand.



Google Play,
App Store
Gratuit, achats
intégrés

ACTUFLOW

SE LIBÉRER DU SMARTPHONE

Voici une app parfaite pour rester maître du temps que l'on passe sur son mobile. Une fois activée, Actuflow demande à l'utilisateur à chaque déblocage d'écran de motiver les raisons de sa demande, puis établit des statistiques et rapports d'utilisation.



App Store,
9 CHF

EŌN BY JEAN-MICHEL JARRE

LA RAVE INFINIE

Cette app conçue par Jean-Michel Jarre ravira les amateurs de musique électronique de qualité. Plutôt que de proposer un catalogue fini et unique, EōN offre une expérience musicale en constante évolution: l'app génère elle-même de la musique aussi longtemps qu'elle est ouverte, ainsi que des visuels psychédéliques évoluant au rythme des sons générés.



Google Play,
App Store
Gratuit, achats
intégrés

CARBO

CROQUIS EN HAUTE RÉOLUTION

Dans le domaine des apps de prise de notes à la main, Carbo est en train de devenir la nouvelle référence, notamment grâce à ses options de vectorisation et un rendu de haute qualité des images, qui peuvent facilement être retravaillées avec des programmes de création graphique. L'app est particulièrement optimisée pour une utilisation avec l'Apple Pencil.

Bitcoin Crypto Assets

GARDEZ LA MAIN SUR LES TENDANCES!



Profitez de la volatilité des cryptos en un tournemain,
avec la sécurité d'une banque suisse.



swissquote.com/crypto

Swissquote



AUTO

L'électrochoc

PAR RAPHAËL LEUBA

Ce break électrique n'est peut-être pas le modèle le plus charismatique de Porsche. Mais il transpose dans un monde de silence toute la rigueur et le dynamisme de la marque.

Le communiqué de presse nous promet «la plus polyvalente des voitures électriques», rien de moins. À l'heure où l'offre de modèles ne cesse de s'étoffer, l'annonce de Porsche peut sembler péremptoire. À quoi ressemble donc cette perle rare ? Fondamentalement, la Taycan est une routière sportive qui refait le coup de la Panamera, mais en abandonnant les V6 et V8 sur l'autel de la bonne conduite. En version Turismo, elle gagne un hayon et un coffre plus spacieux qui l'assimilent à un break, très élégant au demeurant. Enfin, le suffixe Cross l'affuble de protections supplémentaires évoquant la grande aventure. Porsche pousse néanmoins la démarche au-delà du seul aspect extérieur, comme en

attestent les quatre roues motrices et la garde au sol variable.

AMBIANCE INTIMISTE ET SPORTIVE

En dépit d'une numérisation poussée, l'habitacle des Taycan reste plutôt conventionnel dans son agencement. Une fois identifié le sélecteur de marche, ancré au tableau de bord, on trouve rapidement ses repères ainsi qu'une position de conduite optimale. Mais l'imposante console médiane mange beaucoup d'espace alors que l'habitabilité est plutôt quelconque pour une voiture frôlant les 5 mètres. En particulier aux places arrière. Bon point en revanche pour le coffre, modulable et profond sur ce «break de chasse» Cross Turismo. Un deuxième com-

partiment est aussi aménagé sous le capot avant. La finition intérieure souffre moins de la chasse aux kilos que sur d'autres voitures électriques du groupe VW. Néanmoins, les gâchettes de portes ou les tissus très synthétiques dénotent un certain souci d'économie. Et cela, malgré les 34'000 francs d'options ajoutés au coût de l'exemplaire d'essai, une entrée de gamme qui tutoie alors les 150'000 francs. Pour ce prix, il y a heureusement de quoi se régaler ; le grand toit panoramique, l'éclairage d'ambiance sophistiqué, la dalle d'instrumentation elliptique et les galbes saillants des ailes qui donnent l'impression de conduire un concept-car futuriste. Tout aussi captivantes, les deux trappes des prises électriques – une sur chaque aile avant pour offrir davantage de souplesse – s'ouvrent sur simple effleurement. Et puis vient l'essentiel...

2245 KILOS À VIDE

Difficile de parler de sportivité quand la cavalerie est muette, et pourtant ! Plus encore que par l'impressionnante et immédiate poussée des deux moteurs électriques – un par essieu pour une puissance cumulée de 380 ch (boostée à 476 ch avec le launch control activé) –, la Taycan 4 Cross Turismo subjugue par la qualité de ses trains roulants. Les suspensions pneumatiques offrent un maintien de caisse optimal et parviennent à supprimer tous les défauts de la route malgré les pneus taille basse d'au moins 275 mm (à l'arrière). La distribution vectorielle du couple sur chaque roue, associée à un essieu arrière directionnel, confère une agilité insoupçonnée à ce vaisseau de 2245 kilos à vide qui ne fait résolument pas son poids. De plus, la voiture braque très court en manœuvre, comme pour racher sa piètre visibilité vers l'arrière. Caméra de recul indispensable !

Alors même que l'onctuosité de la propulsion électrique incite à la «coolitude» et au respect des limitations, on prend très vite goût



Le SUV Tesla Model X, autre proposition originale sur le marché.

UNE CONCURRENCE CLAIRESMÉE

Dans cette interprétation Cross Turismo, la Porsche Taycan est un objet plutôt unique sur le marché. Ce, d'autant qu'elle propose des niveaux de puissance rarement atteints (625 ch en Turbo S) en électrique, hormis sur le monumental Tesla Model X (illustration). Cette exclusivité se paye au prix fort, surtout avec les innombrables options coutumières du premium allemand. En ce sens, Porsche est l'exact opposé du leader californien, qui fait du «all inclusive» son cheval de bataille en réduisant à l'extrême les possibilités de personnalisation. En version d'accès, la Taycan Cross Turismo croisera sur sa route une concurrence de crossovers électriques clairsemée, qui se résume aujourd'hui à l'Audi e-tron S Sportback, voire aux plus compacts Jaguar I-PACE et Mercedes EQC 400.

à l'attaque dans les enchaînements de virages, en sélectionnant les modalités sportives, y compris l'abaissement de la caisse. Au même titre que la direction, ultraprécise et peu parasitée par les assistances à la conduite, le freinage témoigne lui aussi d'une mise au point impeccable. Ainsi les transitions entre phases de régénération et action des étriers à six pistons passent-elles totalement inaperçues. Le conducteur ne peut pas intervenir sur l'intensité de la récupération – ou sa force de décélération –, mais celle-ci est finement gérée par la voiture. Sinon, un bouton au volant permet de privilégier une logique de roue libre lorsque le trafic et le relief s'y prêtent.

RECHARGE RAPIDE

Il est aussi possible d'enclencher une bande-son artificielle, pas très utile dans la mesure où il n'y a aucun bruit désagréable de roulement ou de vent à couvrir.

En ce sens, la Taycan 4 Cross Turismo offre un vrai confort de limousine ! Une limousine par ailleurs capable d'affronter les mauvais chemins grâce à sa garde au sol variable et aux programmes de conduite pour sable et gravier. Certes, avec une batterie de 93,4 kWh (capacité nette de 83,7 kWh) et une consommation d'essai de 25 kWh/100 km en conditions variées, l'expédition n'ira pas au-delà de 350 km. Mais il est possible de recharger la batterie à 80% en une vingtaine de minutes sur une borne rapide de 270 kW en courant continu – une sacrée performance là aussi. Il faut compter cinq heures avec du 22 kW en courant alternatif.

En conclusion, si la notion de polyvalence admet un léger déficit de sens pratique au profit d'un gros supplément de dynamisme, la Taycan 4 Cross Turismo se pose bel et bien comme l'une des électriques les plus complètes du moment. ▲

PORSCHE TAYCAN 4 CROSS TURISMO

MOTEUR :

2 MOTEURS ÉLECTRIQUES SYNCHRONES ;

BATTERIE DE 93,4 KWH

PUISSANCE :

280 KW (380 CH), 500 NM

ACCÉLÉRATION :

5,1 S DE 0-100 KM/H

AUTONOMIE :

DE 419 À 453 KM (NORME WLTP)

PRIX :

DÈS 115'100 CHF

VOYAGE

Échappées créatives

Sélection de cinq séjours pour donner libre cours à sa fibre artistique, tout en déconnectant.

PAR GAËLLE SINNASSAMY



BIARRITZ (FRANCE)

Fabriquer sa planche de surf

À la Shaper House de Biarritz, il est possible de créer de toutes pièces sa planche de surf ou son stand up paddle, accompagné par des professionnels. Après avoir imaginé et dessiné un modèle sur un logiciel 3D, les participants se lancent dans la confection, entre effluves de résine et bourdonnement de machines. On débute par la mise en forme du pain de mousse en polyuréthane. La planche est ensuite recouverte de fibre de verre, puis de résine, avant l'étape finale du ponçage. L'opération exige trois ou quatre demi-journées de travail pour une planche de surf, et quatre jours complets pour un stand up paddle. « Notre but était de rendre accessible le *shape* (la confection de planche de surf, ndr), qui reste une activité méconnue, témoigne Sylvain Mornet, shaper professionnel et responsable du lieu. La demande est très forte actuellement car le concept do it yourself est en vogue dans tous les domaines. » Une fois la planche finalisée, reste à s'aventurer sur les vagues biarrottes... Ou à profiter d'un repos mérité en goûtant à l'art de vivre de la très prisée station balnéaire basque.

COURS DE SHAPE COMPLET |
SHAPER-HOUSE.COM
+33 (0)5 69 47 65 33 | DÈS 115 FRANCS



FONTENILLE

LAURIS (FRANCE)

Signer sa cuvée de Luberon

Surplombant la plaine de la Durance, sur le versant sud du Luberon, le Domaine de Fontenille accueille ses hôtes dans une bastide reconverte en hôtel de luxe. Au cœur d'un parc paysager bordé de cèdres centenaires, le Relais & Châteaux de 19 chambres et suites s'agrémentent de deux restaurants : Le Champ des Lunes, un gastronomique étoilé, et La Cuisine d'Amélie, bistro chic à la cuisine inventive

reposant sur les produits phares du potager maison. Si, avec la piscine extérieure chauffée de 20 mètres de long et l'espace bien-être, les lieux invitent avant tout à la quiétude, l'établissement propose également aux œnophiles de découvrir les coulisses de son domaine viticole, de la visite du chai gravitaire à la dégustation des crus certifiés agriculture biologique, en passant par l'exploration des 39 hectares

du vignoble le long d'un sentier sillonnant les vignes. Les plus passionnés pourront même s'improviser maître assembleur le temps d'une matinée. Au programme de l'atelier : Examen de plusieurs jus, assemblage de sa propre cuvée et signature d'étiquettes personnalisées.

ATELIER MAÎTRE ASSEMBLEUR |
LESDOMAINESDEFONTENILLE.COM |
 +33 (0)4 13 98 00 00 |
 88 FRANCS PAR PERSONNE POUR UNE MATINÉE

REYKJAVÍK (ISLANDE)



TRICOT-TREK

Tricoter entre feu et glace

S'aventurer au milieu des volcans et des glaciers tout en s'initiant au tricot, voilà ce que propose Héléne Magnússon avec ses tricots treks islandais. Armés de pelotes et d'aiguilles, les participants alternent le travail de la laine et la marche en pleine nature au cœur de paysages saisissants. Une occasion de rencontrer des artisans locaux (teinturiers, fileurs, créateurs) et des fermiers qui partagent leur passion pour cet art typiquement islandais, mariant motifs traditionnels et laine rustique. « J'aime les créations qui ont des liens très forts avec la culture locale, explique la Française d'origine, sty-

liste de l'Académie des arts d'Islande. Mon enthousiasme pour le tricot et mon expérience de guide de montagne sont le point de départ de ces treks. Tous les itinéraires offrent un bon équilibre entre la découverte du pays et les ateliers de tricot. » Une manière de découvrir la culture islandaise sur un mode particulièrement apaisant, en tricotant sous le soleil de minuit ou face à une aurore boréale, au gré des saisons. Point commun de ces séjours : ils sont tous très courus et se réservent un an à l'avance.

TRICOT-TREK | TRICOTEUSE-ISLANDE.FR |
HELENE@HELENEMAGNUSSON.COM |
 DÈS 1690 FRANCS POUR UN SÉJOUR DE 6 NUITS



ALCHEMY BAR

LAMEGO (PORTUGAL)

Créer ses cosmétiques bio

C'est au cœur d'un manoir du XIX^e siècle posé au milieu des vignobles que se déploie le Six Senses Douro Valley. Fidèle à la philosophie du très sélect groupe hôtelier, le resort place le bien-être au cœur de son concept avec un spa de 2200 m² et des programmes de soins élaborés. Parmi les originalités des lieux : l'Alchemy bar. Un espace où les clients sont invités à concevoir leurs cosmétiques sous la direction d'un expert, le temps d'un atelier de soixante minutes, ou d'une demi-journée pour les plus motivés. Sur une table de menuisier ancienne, surmontée d'étagères abritant fioles, bols à mélanger, mortiers et pilons, trônent mille et un ingrédients, tout droit venus du potager d'herbes aromatiques de l'hôtel. De quoi concocter diverses recettes, telles qu'un savon au marc de raisins issus des vignobles de la vallée, un baume du sommeil aux plantes du jardin, un roll-on antistress, des sels de bain, un masque ou encore de l'huile de massage. Chaque participant repart avec son produit, à garder en souvenir ou à utiliser lors d'un soin au spa.

ALCHEMY BAR WORKSHOP | SIXSENS.COM/EN/RESORTS/DOURO-VALLEY |
 +351 254 660 600 | DÈS 52 FRANCS POUR UN ATELIER DE 60 MINUTES

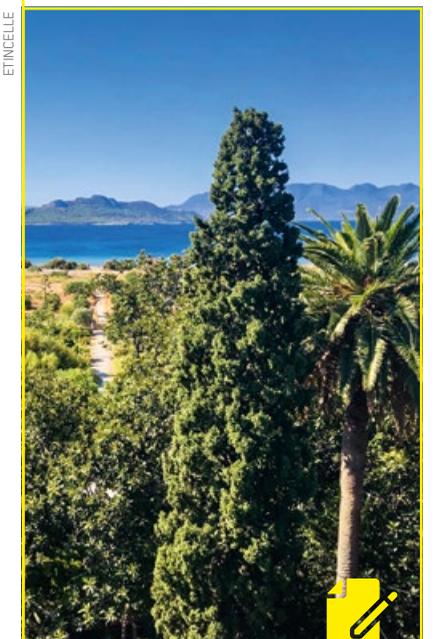
EGINE (GRÈCE)

Écrire face à la mer

On y fait le plein de pistaches – la spécialité locale –, on s'y régale de poupe grillé ou on y déguste de l'Ouzo. Au large d'Athènes, Egine offre un condensé du meilleur des îles grecques avec ses criques secrètes aux eaux limpides, ses ports de pêche aux barques multicolores, ses tavernes traditionnelles les pieds dans le sable, ses ruelles animées et ses sites archéologiques majestueux. Autant d'images d'Épinal susceptibles d'inspirer les participants aux stages d'écriture créative organisés par la journaliste et auteure Maud Vidal-Naquet. Cinq jours intenses à noircir des feuilles blanches, entrecoupés, en fonction des séjours, par des séances de méditation, de yoga ou même des ateliers de céramique pour mieux libérer sa créativité. « Nos stages permettent de vivre l'instant présent, de vibrer avec les éléments et de se laisser porter par l'énergie d'un groupe motivé et bienveillant, témoigne l'historienne de formation. On en repart ressourcé et émerveillé par sa propre créativité. »

STAGE D'ÉCRITURE CRÉATIVE | ETINCELLE.FR |
 +33 (0)16 82 45 14 35 |
 DÈS 695 FRANCS POUR 5 JOURS D'ATELIERS

ETINCELLE



BOUTIQUE



TROTTINETTE PREMIUM

La start-up estonienne Äike présente une trottinette électrique haut de gamme, produite exclusivement à partir d'énergies renouvelables et composée à 42% de matériaux recyclés et à 92% de matériaux recyclables. Ce modèle équipé de grosses roues et d'un large support pour les pieds met l'accent sur la sécurité et le confort. Le système de freinage équipé d'un ABS à l'arrière impressionne par son mordant et sa stabilité, notamment par temps pluvieux. Filant à 25 km/h sur une distance de 40 km maximum, l'engin dispose par ailleurs d'une connexion Bluetooth et d'un GPS intégré.

rideaike.com
1890.-



LE MIROIR COACH

D'une hauteur de 1,85 m, le Vault reflète la silhouette de pied en cap mais il permet surtout de s'entraîner avec un coach virtuel, parmi les 60 disponibles, qui apparaît sur son écran tactile géant. Renforcement musculaire, Pilates, body pump ou yoga, reproduire les mouvements devient plus aisé puisque l'on peut s'observer en plein effort et corriger sa posture. Une fois la séance terminée, haltères, tapis de yoga et élastiques se rangent dans l'armoire intégrée.

nordictrack.ch
4200.-



L'ENCEINTE RECYCLABLE

Grundig lance la Jam Earth, un modèle d'enceinte nomade bluetooth dont la coque est fabriquée avec 100% de plastique recyclé et recyclable. Bénéficiant d'un total de trente heures d'autonomie, l'appareil au format mini (9,7 x 7,9 x 3,6 cm) embarque un radiateur passif afin d'étoffer les graves. La certification IPX7 garantit l'étanchéité pendant trente minutes à un mètre de profondeur.

grundig.com
39,90



UN GILET POUR VOYAGER

Conçu par une kinésithérapeute, le Cosyfly est un accessoire de voyage qui permet de soulager les douleurs au niveau du dos – des cervicales jusqu'aux lombaires – lorsqu'il s'agit de rester longtemps en position assise. Composé à 100% de matières naturelles, ce gilet est muni de trois coussinets ajustables et d'un tour de cou détachable. Une fois à destination, quelques secondes suffisent à le replier sur lui-même, à la manière d'un K-way, pour le porter en bandoulière ou le fixer à la poignée d'un trolley.

cosifly.com
159.-



COUPE-VENT ÉCOLO

Née en 2018, la marque lyonnaise Nosc propose des collections qui allient technicité et écoresponsabilité. Tous les produits sont intégralement conçus en Europe, à partir de matières recyclées et/ou naturelles. Mention spéciale pour le coupe-vent déperlant et ultraléger de la gamme. Composé à 100% de polyester recyclé issu de la transformation de bouteilles plastiques, il s'agrémente d'un maillage respirant et de motifs réfléchissants pour une meilleure visibilité.

nosc-sport.fr
154.-



LE PICOPROJECTEUR DESIGN

Ce picoprojecteur signé Samsung a de faux airs de spot lumineux. Élégant, très compact et ne pesant que 830 grammes, il embarque par ailleurs un haut-parleur, ce qui en fait une solution tout-en-un affûtée. Doté d'une résolution Full HD, il est capable de projeter une image allant jusqu'à 100 pouces (2,5 m) de diagonale. Le Freestyle, c'est son nom, a en outre la particularité de pouvoir pivoter à 180 degrés, rendant possible l'affichage au plafond, et donc le visionnage d'un film ou de photos la tête sur l'oreiller.

samsung.com
999.-



LE CLAVIER FUN

Oubliez les lignes austères et le noir uniforme, Logitech dégage un clavier mécanique compact sans fil au design rafraîchissant, baptisé POP. Il se décline au choix en trois combinaisons de couleurs acidulées : Daydream (menthe et lilas), Blast (noir et jaune) et Heartbreaker (rose et framboise). Autre originalité marquante : le clavier est fourni avec huit touches emoji interchangeables (quatre touches sont implantées sur le clavier lui-même). À manier en fonction de l'humeur du jour.

logitech.com
119.-

J'AI TESTÉ

PLONGER DANS LE METAVERSE

PAR GÉRARD DUCLOS

Alors que le mot « metaverse » est sur toutes les lèvres, notre chroniqueur est allé faire un tour dans ces mondes virtuels.

Pour de nombreux futurologues, c'est un fait acquis : d'ici quelques années, nous passerons une bonne partie de notre temps dans le « metaverse », un monde virtuel en réalité augmentée hyperréaliste où l'on pourra travailler, s'amuser, voyager, se rencontrer et échanger des biens, si possible en cryptomonnaies.

Loin d'être une idée farfelue, cette matrice d'un genre nouveau est prise très au sérieux par l'industrie IT, et notamment Facebook (renommé Meta pour marquer ce virage technologique), Microsoft ou encore Nvidia, qui travaillent d'arrache-pied pour être les premiers à livrer un Metaverse opérationnel et rafler ce futur marché.

En attendant, pléthore de projets surfant sur le thème du metaverse ont d'ores et déjà vu le jour ou seraient sur le point de l'être. La quasi-totalité d'entre eux est liée à l'univers des cryptomonnaies et des NFT, l'idée étant de pouvoir gagner et dépenser des tokens dans ces univers virtuels.

Mais, même du côté des projets de metaverse générant beaucoup de hype et d'attente, la plupart n'en sont qu'à une phase embryonnaire de leur développement. On pense notamment à

Illuvium, MyMeta MMD, MetaHero, ou encore Star Atlas, pour ne citer que quelques projets, qui tous promettent une immersion sans précédent, un token extrêmement lucratif et une sortie sous peu...

Pour l'explorateur volant d'ores et déjà plonger dans les méandres de ces nouveaux mondes, le choix se réduit essentiellement à Decentraland (token : \$MANA) et Sandbox (token : \$SAND), les deux projets phares du moment surfant sur les thèmes du metaverse et de la crypto. À l'heure où nous écrivons ces lignes, la capitalisation boursière du MANA et du SAND s'élève pour l'une à 4,5 et pour l'autre à 3,6 milliards de dollars, et certaines parcelles de terrain sur ces Metaverses s'échangent pour des centaines de milliers de dollars...

En route donc pour Decentraland, le leader du marché. En phase avec la thématique crypto/Web3 décentralisé, on se connecte gratuitement à Decentraland directement depuis son navigateur, et on s'identifie avec metamask (une extension permettant d'interagir avec les blockchains compatibles Ethereum). Pas de casque virtuel requis, le jeu ne présentant pour le moment aucune fonction de VR. Une fois connecté, la prise en main est rapide : création d'un

avatar humanoïde avec moult choix de customisation et débarquement sur « Genesis Plaza », le hall d'accueil de Decentraland.

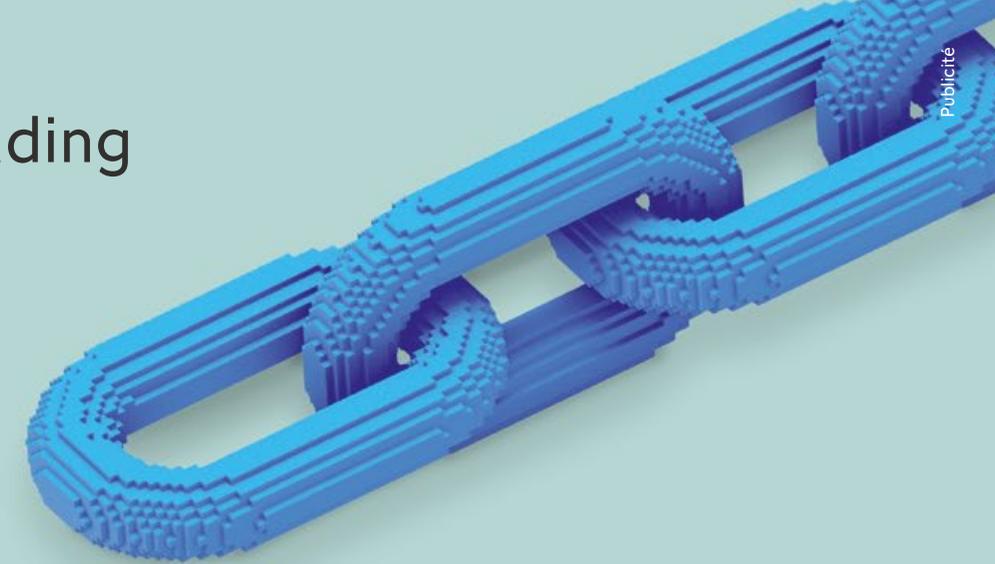
Première surprise : les graphismes et l'ambiance sont très en dessous de n'importe quel jeu vidéo récent, même médiocre. Pour l'immersion, on repassera.

Bon, maintenant que nous sommes enfin dans le metaverse, que faire ? Eh bien, pas grand-chose : se promener dans des espaces vides, discuter avec d'autres utilisateurs ou de temps en temps participer à un événement virtuel, comme un concert ou une visite de galerie d'art. Pour ceux qui s'en souviennent, l'expérience est très proche de Second Life, sorti en 2003 déjà, mais, à l'époque, Second Life était disruptif et grouillait de mondes et d'innovations... Et Sandbox alors ? Expérience faite, le résultat est à peu près le même, en plus ludique et plus abouti tout de même.

Au terme de ces déambulations, après quelques heures d'errance sans but et sans rencontres dans ces no man's lands spéculatifs aux graphismes grossiers, on en viendrait presque à espérer qu'un GAFAM mette un terme à notre agonie et sorte rapidement un metaverse digne de ce nom. ▲



Themes Trading



BIEN PLUS SMART QU'UNE POIGNÉE DE MAIN

Misez sur les cryptos qui façonnent la révolution des smart contracts.

Les smart contracts sont partis pour révolutionner tous nos échanges, de la logistique au monde de l'art, des crédits aux jeux en ligne. Grâce aux protocoles blockchain, les opérations sont plus rapides, plus sûres, le tout avec moins d'intermédiaires, de papier et de frais. Le certificat « Smart Contract Platforms » (disponible sur la bourse suisse SIX) vous permet d'investir dans un panier de crypto-monnaies dont les écosystèmes ambitionnent de réinventer les relations contractuelles.

Certificat
Smart Contract
Platforms

ISIN
CH1129857517

Symbole
SMARTQ



swissquote.com/smart-contracts

Swissquote

AUDEMARS PIGUET

Le Brassus

FROM ICONOCLAST TO ICON



Royal Oak
50th anniversary

BOUTIQUES AUDEMARS PIGUET : GENÈVE | ZÜRICH | CRANS-MONTANA